

COMMUNE DE FARGUES-SUR-OURBISE

(Département du Lot-et-Garonne)

PLAN LOCAL D'URBANISME

Pièce n° 4.1 : REGLEMENT ECRIT



PLU prescrit le : 18 août 2008

Arrêté par délibération du Conseil Municipal le : 26 juillet 2013

Soumis à enquête publique : 7 novembre au 10 décembre 2013 inclus

Approuvé par délibération du Conseil Municipal le : 7 février 2014

Caractère exécutoire le :



Commune de
Fargues-sur-Ourbise



Syndicat Intercommunal AGEDI
BP 90217 – 15002 AURILLAC

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES	2
TITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES	7
Dispositions applicables à la zone Ua	7
Dispositions applicables à la zone Ub	14
Dispositions applicables à la zone UI	21
Dispositions applicables à la zone Ux	27
TITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES A URBANISER	32
Dispositions applicables à la zone AU	32
Dispositions applicables à la zone AU0	52
TITRE IV - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES	54
Dispositions applicables a la zone A	54
TITRE V - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES ET FORESTIERES	61
Dispositions applicables à la zone N	61
TITRE VI – ANNEXE	67
Guide des essences végétales locales	67
guide couleur et typologie du bâti	141

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 – Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la commune de Fargues-sur-Ourbise.

Article 2 – Portée respective du règlement et des autres législations relatives à l'occupation du sol

Sont et demeurent notamment applicables au territoire communal :

- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles :
 - L 110 Relatif aux règles générales d'utilisation du sol,
 - L 121-1 Relatif aux dispositions générales communes aux documents d'urbanisme,
 - L 111-7 à L 111-10 Relatifs aux divers cas de sursis à statuer,
 - R 111-2 Relatif à la salubrité et à la sécurité publique,
 - R 111-4 Relatif à la conservation et à la mise en valeur de sites ou vestiges archéologiques,
 - R 111-15 Relatif au respect des préoccupations d'environnement,
 - R 111-21 Relatif à la protection des sites, des paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales,
- Les Servitudes d'Utilité Publique affectant l'utilisation ou l'occupation du sol de la commune de Fargues-sur-Ourbise dont la liste figure en annexe.
- Les dispositions propres à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (I.C.P.E.) et le règlement sanitaire départemental (R.S.D.) notamment pour les bâtiments agricoles (implantation et extension) vis à vis d'habitations de tiers et réciproquement (article L 111-3 du Code Rural).
- Les projets d'intérêt général concernant les projets d'ouvrage, de travaux ou de protection présentant un caractère d'utilité publique conformément aux articles L 121-9 et R 121-3 du Code de l'Urbanisme.

Article 3 – Division du territoire en zones

Le territoire couvert par le plan local d'urbanisme est divisé en zones urbaines, à urbaniser, agricoles, naturelles et forestières.

Les zones urbaines :

Elles sont régies par les dispositions du titre II du présent règlement et comprennent:

- **la zone Ua** : zone urbaine à vocation principale d'habitat, qui couvre les secteurs d'urbanisation ancienne, porteurs des bâtiments traditionnels et du patrimoine architectural de la commune,
- **la zone Ub** : zone urbaine à vocation principale d'habitat, qui couvre les extensions contemporaines de l'urbanisation,
- **la zone UL** : zone urbaine dans laquelle sont admis :

- les aménagements et extensions de constructions existantes,
- les constructions destinées aux personnes dont la présence est indispensable au fonctionnement ou gardiennage des installations ou équipements autorisés.
- **la zone Ux** : zone urbaine réservée aux activités industrielles, de stockages et tertiaires liées à la filière bois. La zone Ux comprend un sous-secteur Uxs dédié exclusivement aux stockages de bois et de dérivés de bois.

Les zones à urbaniser :

Elles sont régies par les dispositions du titre III du présent règlement et comprennent:

- **la zone AUa** : zone à urbaniser, dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, à vocation principale d'habitat,
- **la zone Aub** : zone à urbaniser, au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone, à vocation principale d'habitat,
- **la zone AUx** : zone à urbaniser, dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, à vocation d'activités industrielles et artisanales,
- **la zone AUL** : zone à urbaniser, dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble réservée aux équipements et aux activités touristiques, sportives et de loisirs,
- **la zone AU0** : zone à vocation principale d'habitat à urbaniser à long terme, au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à ces zones à condition que :
 - 75% de la zone Aub soit déjà construite pour l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU01,
 - 100% de la zone Aub soit construite et que 75% de la zone AU01 soit déjà construite pour l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU02.

Les zones agricoles :

Elles sont régies par les dispositions du titre IV du présent règlement.

- **la zone A** : zone agricole à protéger,
- **la zone A1** : zone agricole de constructibilité limitée, elle concerne les constructions des non agriculteurs,
- **la zone A2** : zone agricole de constructibilité limitée, elle concerne les constructions des agriculteurs.

Les zones naturelles et forestières :

Elles sont régies par les dispositions du titre V du présent règlement et comprennent :

- **la zone N** : zone naturelle et forestière de protection absolue,
- **la zone N1** : zone naturelle de constructibilité limitée,
- **la zone Nc** : zone naturelle réservée à l'exploitation de carrières,
- **la zone NL** : zone naturelle réservée aux équipements et aux activités touristiques, sportives et de loisirs,
- **la zone Npe** : zone naturelle réservée aux équipements permettant la production d'énergie renouvelable.

Le document graphique (plan de zonage) fait en outre apparaître :

- les terrains classés comme espaces boisés à conserver, à protéger ou à créer, auxquels s'appliquent les dispositions des articles L 130-1 à L 130-6 et R 130-1 à R 130-16 du Code de l'Urbanisme,
- les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général, aux espaces verts et aux programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale, auxquels s'appliquent notamment les dispositions des articles L 123-2 et R 123-11 et R 123-12 du Code de l'Urbanisme,
- les éléments de paysage, les immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique, auxquels s'appliquent notamment les dispositions des articles L 123-1-5-7° et R 123-11 h) du Code de l'Urbanisme.

Article 4 – Adaptations mineures

Des adaptations mineures aux dispositions des règles 3 à 13 relatives à chacune des zones pourront être accordées par l'autorité compétente appelée à statuer en matière d'autorisation d'occupation du sol.

Lorsqu'un bâtiment existant à la date d'approbation du présent règlement n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, le permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de cet immeuble avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

Article 5 – Éléments remarquables présentant un intérêt patrimonial ou paysager

En application de l'article L 123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme, le PLU identifie et localise « *les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection* ».

Tous travaux ou intervention portant sur ces éléments ou ces périmètres ainsi identifiés dans le présent PLU, est soumis à déclaration préalable en application des articles R 421-17 d) et R 421-23 h) du Code de l'Urbanisme.

En application des articles L 421-3 et R 421-28 e) du Code de l'Urbanisme, la destruction de ces éléments est soumise à une autorisation préalable pour ce qui concerne les éléments de paysage, ou à permis de démolir pour ce qui est des éléments bâtis.

La liste des éléments du patrimoine bâti et paysager protégés au titre de l'article L 123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme a été annexé au présent PLU (cf. Pièce n°4-3 du dossier - Liste des éléments du patrimoine bâti et paysager protégés au titre de l'article L 123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme).

Article 6 – Périmètres de protection des captages

La commune est concernée par des périmètres de protection des captages d'eau potable des sources de Clarens, de Caillerot et du puits de Lagagnan.

Concernant le captage de la source de Clarens :

Dans le PPR (Périmètre de Protection Rapprochée) de la source de Clarens, sont interdits :

- la réalisation de forages et de puits à usage autre que domestique,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières, de gravières ou d'excavations et leur remblaiement,
- la carrière au Sud-Ouest, à proximité de la source sera réaménagée afin d'éviter la formation d'un plan d'eau inhérent à la remontée du niveau de nappe sous-jacente,

- l'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détrit, de produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- l'implantation d'ouvrages de transport d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées, dont l'origine est extérieure au périmètre,
- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits chimiques liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées. Les stations-service devront être équipées de cuves doubles paroi et munies de fosses de rétention,
- l'épandage ou l'infiltration d'eaux usées ou de lisiers provenant de l'extérieur du périmètre,
- le stockage et l'épandage de tous produits ou substances organiques ou chimiques non indispensables aux activités agronomiques à l'intérieur du périmètre,
- le déboisement et le défrichement sauf s'ils sont suivis de la plantation de nouvelles espèces forestières,
- la création de plans d'eau. Le petit lac immédiatement à l'aval de la source fait l'objet de prescriptions art. 9 (le niveau de l'eau devra être maintenu à 20 cm au-dessous de la source. Un équipement de surveillance du niveau de la source et celui du petit lac sera mis en place afin d'arrêter le pompage dans le cas où le niveau de la source ne serait plus qu'à 2 cm au-dessus du niveau du petit lac.)
- les puits filtrants pour l'évacuation des eaux pluviales.

Dans le PPR de la source de Caillerot, les prescriptions proposées par le Conseil Départemental d'Hygiène devront être respectées. L'accès au ruisseau des moutons d'élevage situé en amont immédiat de la résurgence sera interdit.

Dans le PPI du puits de Lagagnan, sont interdites : toutes activités, exceptées celles résultant de l'entretien du captage et du terrain dont l'accès est interdit à toute personne étrangère au service.

Dans le PPR du puits de Lagagnan, sont interdits :

- la réalisation de forages et de puits à usage autre que domestique,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières, de gravières ou d'excavations et leur remblaiement,
- l'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détrit, de produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- l'implantation d'ouvrages de transport d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées, dont l'origine est extérieure au périmètre,
- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits chimiques liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées. Les stations-service devront être équipées de cuves doubles paroi et munies de fosses de rétention,
- l'épandage ou l'infiltration d'eaux usées ou de lisiers provenant de l'extérieur du périmètre,
- le stockage et l'épandage de tous produits ou substances organiques ou chimiques non indispensables aux activités agronomiques à l'intérieur du périmètre,
- le déboisement et le défrichement sauf s'ils sont suivis de la plantation de nouvelles espèces forestières,
- la création d'étangs, les puits filtrants pour l'évacuation des eaux pluviales.

Article 7 – Règles applicables aux secteurs présentant des risques naturels

Risque feux de forêt

La commune est soumise au risque incendie de forêt sur certains secteurs classés en aléa fort et très fort. Une étude a été réalisée par la Direction Départementale des Territoires du Lot-et-Garonne. Le territoire est soumis au règlement départemental relatif au risque d'incendie. Les prescriptions relatives à ce risque seront précisées pour chacun des articles concernés.

Retrait/gonflement des argiles

Concernant le risque de retrait/gonflement des argiles, des zones d'aléa ont été identifiées sur la commune. Pour les projets de grande ampleur, une étude géotechnique de niveau G11-G12 (études géotechniques préliminaire de site et d'avant projet) devra être réalisée.

Risque inondation

Concernant le risque inondation, l'*atlas cartographique des zones inondables de l'Avance* devra être pris en compte afin de ne pas étendre l'urbanisation dans les zones où l'aléa est important.

Risque inondation par remontée de nappe phréatique

La commune est également affectée par le risque d'inondation par remontée de la nappe phréatique. Dans les zones identifiées à risque, l'aménagement de sous-sols dans les constructions sera interdit.

Article 8 – La protection des zones humides

Les affouillements et exhaussements des sols sont interdits sur les terrains situés en zones humides (repérées dans le PLU en annexe spécifique).

Article 9 – La reconstruction à l'identique et la restauration des bâtiments

L'article L.11-3, issu de la loi SRU, prévoit la possibilité de reconstruire à l'identique les bâtiments régulièrement édifiés mais devenus non conformes à la règle locale d'urbanisme à la suite de l'évolution de cette dernière lorsqu'ils ont été détruits par un sinistre.

L'article 1^{er} de la loi « Urbanisme et Habitat » a complété ce texte par un second alinéa permettant de restaurer des bâtiments à l'état de ruine.

Est également autorisée sous réserve des dispositions de l'article L. 421-5, la restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs lorsque son intérêt architectural et patrimonial en justifie le maintien et sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment.

TITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE Ua

(zone urbaine à vocation principale d'habitat, qui couvre les secteurs d'urbanisation ancienne, porteurs des bâtiments traditionnels et du patrimoine architectural de la commune)

Caractère et vocation de la zone

Comme le définit l'article R 123-5 du Code de l'Urbanisme, la zone urbaine, délimite les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Zone urbaine correspondant à l'urbanisation ancienne du bourg de Fargues-sur-Ourbise et du village de Saint-Julien.

La vocation principale de la zone Ua est l'habitat individuel ou collectif, mais elle peut accueillir des activités économiques (bureaux, commerces, services...) et des activités artisanales compatibles avec les fonctions résidentielles.

Les constructions nouvelles et la rénovation des constructions existantes devront respecter et renforcer le caractère patrimonial de ces noyaux anciens, en cherchant notamment à préserver la morphologie urbaine de ces villages et à mettre en valeur leur patrimoine architectural.

Section I – Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Article Ua 1 – Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdits:

- les constructions nouvelles à usage industriel, agricole ou forestier,
- les constructions à usage commercial ou artisanal soumises à la législation des installations classées sous réserve des dispositions de l'article Ua 2,
- les terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes, le stationnement des caravanes isolées, les habitations légères de loisirs,
- les abris fixes ou mobiles utilisés à des fins d'habitation,
- L'ouverture ou l'installation de carrières ou de gravières, ainsi que les affouillements et exhaussements du sol,
- les dépôts de véhicules hors d'usage, de ferraille, de combustibles et de déchets.

Article Ua 2 – Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Les constructions et installations à usage d'activités de commerce ou d'artisanat sont admises à condition :

- ✓ que leur volume et leur aspect soient compatibles avec le caractère des constructions avoisinantes,
- ✓ qu'elles n'entraînent pas des nuisances de bruit incompatibles avec la proximité de l'habitat, ou du trafic qu'elles génèrent, notamment de poids lourds.

Les changements de destination à condition que les constructions soient destinées à un usage autorisé au sein de la zone.

Prescription relative au risque de feux de forêt

Dans les zones d'aléa fort à très fort, les opérations d'aménagement réalisées sur l'ensemble de la zone ou par tranches seront créées sous réserve de disposer d'une bande inconstructible de 12 m minimum entre les constructions et l'espace forestier. Celle-ci devra être accessible depuis la voirie publique, permettre la circulation des véhicules de lutte contre l'incendie et garantir un accès au massif tous les 500 m minimum.

Prescription relative au risque retrait-gonflement des argiles

Dans les zones concernées par le risque de retrait-gonflement des argiles, des dispositions constructives adaptées seront recommandées, ainsi que la réalisation d'une étude géotechnique de niveau G11 – G12 pour les projets plus importants et pour les projets comportant un sous-sol partiel.

Section II – Conditions d'occupation du sol

Article Ua 3 – Accès et voirie

Tout projet doit être desservi par une voie publique ou privée dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Le nombre d'accès sera limité au minimum nécessaire au projet. Les accès ne devront pas présenter de risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Tout accès devra être aménagé pour assurer en termes de visibilité, de fonctionnalité et de facilité d'usage, cette sécurité qui sera appréciée compte-tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et l'intensité du trafic. Ainsi, les accès directs aux routes départementales, sont interdits s'il existe une possibilité d'accéder par une autre voie. En l'absence d'une telle possibilité, une construction nouvelle, si elle a pour effet d'augmenter le trafic au droit de l'accès ou si elle nécessite un accès nouveau, ne pourra être autorisée qu'avec l'accord du gestionnaire de la voie, sur les caractéristiques de cet accès.

L'accessibilité des personnes à mobilité réduite doit être prise en compte.

A défaut du respect des règles évoquées précédemment, le projet sera refusé ou ne sera accepté que sous réserve de prescriptions spéciales comportant notamment la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité.

Lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet ne sera autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre aux véhicules privés et à ceux des services publics de faire aisément demi-tour.

Prescription relative au risque feux de forêt :

Dans les zones d'aléa fort à très fort, le terrain d'assiette du projet doit disposer par tous temps d'un accès direct à une voie ouverte à la circulation utilisable par les engins de secours et de lutte contre l'incendie. Les issues de cet accès doivent être raccordées aux voiries du réseau public, qui doivent respecter les caractéristiques des voies utilisables par les engins de secours.

Article Ua 4 – Desserte par les réseaux

1 - Alimentation en eau potable :

Toute construction à usage d'habitation, tout local pouvant servir au travail ou à l'accueil du public ou toute installation nécessitant une alimentation en eau potable doit être raccordé au réseau public d'eau potable.

2 - Assainissement :

➤ Eaux usées :

Au sein du bourg, toute construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Ce raccordement est obligatoire.

En ce qui concerne le rejet d'eaux usées non domestiques dans le réseau public d'assainissement, une autorisation particulière sera effectuée auprès du service d'assainissement du secteur.

En l'absence de réseau collectif d'assainissement, toutes les eaux usées doivent être dirigées vers des dispositifs de traitement et d'évacuation conformes aux exigences des textes réglementaires en vigueur concernant l'assainissement non collectif (schéma communal d'assainissement avec carte d'aptitude des sols et arrêtés du 7 mars 2012 et 27 avril 2012 qui modifient les dispositions relatives aux installations d'assainissement non collectif).

➤ Eaux pluviales :

Pour les secteurs inclus dans des périmètres de protection des captages, les prescriptions de l'article 6 des Dispositions Générales du règlement devront être respectées.

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent limiter l'imperméabilisation des sols et les eaux pluviales seront en priorité recyclées ou, à défaut, infiltrées dans le sol.

Si l'infiltration est insuffisante, le rejet de l'excédent des eaux pluviales sera dirigé dans le réseau collecteur d'eaux pluviales s'il existe, ou vers le fossé, le caniveau, le milieu naturel prévus à cet effet, conformément à la réglementation en vigueur. Ces aménagements seront à la charge exclusive du pétitionnaire.

Le raccordement des eaux pluviales au réseau collecteur d'eaux pluviales est obligatoire lorsque celui-ci existe.

Les récupérateurs d'eau sont autorisés.

Lorsque la construction ou l'installation envisagée est de nature à générer des eaux pluviales polluées, dont l'apport risque de nuire au milieu naturel ou à l'efficacité des dispositifs d'assainissement, le constructeur ou l'aménageur doit mettre en œuvre les installations nécessaires pour assurer la collecte, le stockage éventuel et le traitement des eaux pluviales et de ruissellement.

3 - Autres réseaux :

Tous les branchements et raccordements divers des constructions et installations seront souterrains, si les conditions techniques le permettent et selon les prescriptions techniques imposées par le gestionnaire.

Article Ua 5 – Caractéristiques des terrains

Dans le cas où le raccordement au réseau public collectif n'est pas techniquement possible, le terrain doit disposer d'une superficie suffisante pour recevoir un dispositif d'assainissement individuel conformément au SPANC.

Article Ua 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent être implantées soit :

- A l'alignement des voies et emprises publiques,
- A 3 mètres de l'emprise des voies publiques.

Lorsqu'un terrain est bordé par plusieurs emprises publiques, la règle d'implantation à l'alignement peut ne s'appliquer qu'à l'une des deux emprises.

Cette règle ne s'applique pas :

- Pour les constructions qui pourront être implantées en retrait de l'alignement, dans le cas où un bâtiment à usage d'habitation serait déjà implanté dans le périmètre précédemment défini,
- Pour les annexes d'habitations qui pourront être implantées à un retrait minimal de 3 mètres de l'alignement,
- Pour les piscines qui devront respecter un recul minimum obligatoire de 2 mètres par rapport à toute emprise publique bordant l'assiette du projet,
- Pour les extensions et surélévations des bâtiments et des annexes d'habitations existantes à la date d'approbation du présent PLU qui initialement ne respectaient pas cette règle,
- En cas d'impossibilité technique.

L'édification d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général pourra être réalisée à l'alignement ou en retrait de l'alignement.

Article Ua 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

A moins que le bâtiment ne jouxte la limite parcellaire, la distance (a), comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points (h), sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou assurant une mission de service public de production, de transport ou de distribution d'énergie, de télédiffusion, de radiodiffusion, de télécommunication et de distribution d'eau potable et d'assainissement, peuvent déroger à cette règle.

Prescription relative au risque feux de forêt

Dans les zones d'aléa fort à très fort, toute construction doit être implantée à une distance de 12 m minimum des limites séparatives jouxtant l'espace boisé. Cette limite est ramenée à 6 m au niveau des terrains situés au sein d'une opération d'aménagement d'ensemble comportant un espace libre collectif, large de 6 m minimum le long de ces limites.

Article Ua 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Non réglementé

Article Ua 9 – Emprise au sol

Non réglementé

Article Ua 10 – Hauteur des constructions

1 – Conditions de mesure

La hauteur maximale est calculée à partir du sol avant travaux soit à l'égout du toit. Sur terrain plat, elle est mesurée le long de chaque façade de la construction. Lorsque le terrain naturel ou la voie est en pente, la hauteur maximale est mesurée à la partie médiane de la façade.

2 – Règle

La hauteur maximale des constructions ne peut excéder 7 mètres pour l'ensemble des constructions autorisées.

Le dépassement de la limitation de hauteur est admis dans les cas suivants :

- En cas d'extension de bâtiments existants dépassant déjà cette limite, sans dépasser l'état existant,
- En raison d'exigences techniques, pour les ouvrages nécessaires au fonctionnement des réseaux et des services publics ou d'intérêt collectif.

Article Ua 11 – Aspect extérieur

1 - Généralités

Conformément aux dispositions de l'article R111-21 du Code de l'Urbanisme :

« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».

Les constructions, leurs extensions et annexes situées sur la même unité foncière devront, par leur organisation, leur implantation, leurs volumes, leurs matériaux, leurs couleurs, constituer un ensemble harmonieux et cohérent.

Les constructions et installations doivent s'intégrer aux paysages naturels et bâtis environnants.

Les constructions traditionnelles existantes devront être restaurées, modifiées en respectant leur caractère architectural d'origine.

Toute référence à une expression architecturale d'une autre région est interdite.

2 – Dispositions particulières

Le règlement distingue les constructions nouvelles de la rénovation.

➤ Constructions neuves :

Implantation et terrassement :

- L'implantation des constructions sera étudiée en tenant compte de la topographie du terrain.
- Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel ou en minimiseront les modifications.
- En l'absence de relief marqué, les constructions enterrées générant des effets de butte ou de tranchée sont interdites.

Toitures :

Les couvertures des constructions seront réalisées en matériaux de terre cuite ondulés (tuiles ondulées) ou de tuiles plates de grand moule, dites de « Marseille » et toitures généralement à plusieurs pentes (la pente devra se situer entre 35 et 40 %).

Des adaptations pourront notamment être admises pour permettre ou faciliter l'emploi de technologies liées aux énergies renouvelables (emploi de matériaux translucides, panneaux solaires, etc.) et de matériaux permettant des économies d'énergie (mise en œuvre de toits végétalisés). Les panneaux solaires, photovoltaïques et toutes superstructures, devront être intégrés à la toiture.

Façade :

Les finitions aux ciments gris sont interdites. Il est interdit l'emploi à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un enduit ou d'un parement (brique creuse, bloc béton). Le bois et le verre pourront être intégrés dans les constructions.

Les murs et parements :

Aucun matériau prévu pour être recouvert (tels que parpaings de ciment, briques creuses, etc.) ne sera employé à nu.

Les menuiseries :

Les menuiseries doivent s'intégrer à l'environnement bâti existant :

- Les menuiseries anciennes de qualité (vantaux de portes, contrevents, châssis, ouvrants des fenêtres, devantures de magasins, etc.) et leur serrurerie de qualité seront maintenues et restaurées.
- Les menuiseries neuves seront en bois à peindre. Peuvent être admises les menuiseries acier, PVC ou aluminium laqué à deux vantaux à la française de proportion verticale sauf pour l'étage sous comble ou les baies sont carrées voir rectangulaires, ovales ou rond,
- Les contrevents de qualité des édifices anciens seront restaurés, remplacés ou complétés conformément aux modèles d'origine,
- Les volets roulants à coffrets extérieurs seront exclus. Les vantaux des portes et portails neufs y compris pour les garages, seront réalisés suivant le style de l'édifice.

Les commerces :

Les façades commerciales ne sont autorisées qu'aux rez-de-chaussée et entresols, même lors de l'affectation des étages à des activités commerciales ou de service. Les baies vitrées sont autorisées. Les menuiseries seront en bois, acier, PVC ou aluminium laqué. Les boîtiers et stores métalliques de protection seront intérieurs.

La pose des enseignes ne détruira, ni ne masquera les sculptures et ornements de façade.

Cheminées :

Les cheminées devront respecter l'environnement bâti.

Clôtures :

Les clôtures seront édifiées sur l'alignement de la voie publique.

La hauteur de la clôture pourra être composée d'un mur bahut de 0,60 mètre maximum, le tout surmonté de bois ou de piquets métal, d'un grillage (celui-ci devra être incorporé d'une trame végétale composée d'essences locales variées). La hauteur maximale de la clôture ne devra pas dépasser 1,60 mètre.

Prescription relative au risque de feux de forêt (zones d'aléa fort à très fort)

- *Les haies, clôtures, installations provisoires de même usage sont autorisées, à la condition de ne pas être réalisées à partir de végétaux secs (de type brande, genêt ou bruyère arbustive),*
- *Au sein des terrains privatifs bâtis, le recul par rapport à l'espace boisé devra être maintenu libre de tout matériau et végétaux facilement inflammables. Il pourra être engazonné et planté ponctuellement de feuillus peu inflammables ni combustibles, sans que ces plantations ne gênent la circulation des véhicules de lutte contre les incendies.*

➤ Restauration ou modification de bâtiments existants

- Le projet de restauration devra conserver les éléments d'architecture d'origine,
- Les extensions et annexes ne devront pas modifier le caractère du bâti ancien et auront de préférence un caractère mineur,
- Les interventions se feront en utilisant les mêmes techniques de construction, et dans le respect de ses dispositions architecturales d'origine,
- Les matériaux anciens démontés seront soigneusement conservés et réutilisés, dans la mesure du possible.

Un nuancier de couleurs pour les façades des bâtiments anciens à réhabiliter est joint en annexes (cf. TITRE VI – ANNEXE).

Article Ua 12 – Stationnement des véhicules

Non réglementé.

Article Ua 13 – Espaces libres - Plantations

Les plantations existantes seront majoritairement conservées. Les plantations (haies de clôtures, arbres de hautes tiges, arbres d'ornements...) devront être réalisées avec des essences locales variées. Une liste d'essences végétales adaptées au territoire est jointe en annexe du présent règlement (cf. TITRE VI – ANNEXE) pour le choix des essences dites locales.

Prescription relative au risque de feux de forêt

Pour les opérations d'ensemble soumises à un aléa feux de forêt fort et très fort, le recul par rapport à l'espace boisé devra être accessible pour les véhicules de lutte contre les incendies depuis les voies ouvertes à la circulation publique. Il pourra être engazonné et planté ponctuellement de feuillus peu inflammables ni combustibles, sans que ces plantations ne gênent la circulation des véhicules de lutte contre les incendies.

Section III – Possibilité maximum d'occupation du sol

Article Ua 14 – Coefficient d'occupation du sol

Non réglementé

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE Ub

(zone urbaine à vocation principale d'habitat, qui couvre les extensions contemporaines de l'urbanisation)

Caractère et vocation de la zone

Comme le définit l'article R 123-5 du Code de l'Urbanisme, la zone urbaine, délimite les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Zone urbaine correspondant au développement récent de l'urbanisation. Il s'agit pour l'essentiel de secteurs d'extension à dominante pavillonnaire de densité faible à moyenne.

La vocation principale de la zone Ub est l'habitat individuel ou collectif, mais elle peut également accueillir des équipements, des activités économiques (bureaux, commerces, services...) et des activités artisanales compatibles avec les fonctions résidentielles.

Section I – Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Article Ub 1 – Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdits:

- les constructions nouvelles à usage industriel, agricole ou forestier,
- les constructions à usage commercial ou artisanal soumises à la législation des installations classées sous réserve des dispositions de l'article Ub2,
- les occupations et utilisation du sol, qui par leur destination, leur importance ou leur aspect sont incompatibles avec la salubrité, la tranquillité, la sécurité ou la bonne tenue de la zone,
- les terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes, , les habitations légères de loisirs,
- les abris fixes ou mobiles utilisés à des fins d'habitation,
- l'ouverture, l'extension et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- les affouillements et exhaussements de sol ne répondant pas à un impératif technique,
- les dépôts de véhicules hors d'usage, de ferraille, de combustibles et de déchets.

Article Ub 2 – Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Les constructions et installations à usage d'activités, de commerce ou d'artisanat sont admises à condition :

- ✓ que leur volume et leur aspect soient compatibles avec le caractère des constructions avoisinantes
- ✓ qu'elles n'entraînent pas des nuisances de bruit incompatibles avec la proximité de l'habitat, ou du trafic qu'elles génèrent, notamment de poids lourds.

Les changements de destination à condition que les constructions soient destinées à un usage autorisé au sein de la zone.

Prescription relative au risque de feux de forêt

Dans les zones d'aléa fort à très fort, les opérations d'aménagement réalisées sur l'ensemble de la zone ou par tranches seront créées sous réserve de disposer d'une bande inconstructible de 12 m minimum entre les constructions et l'espace forestier. Celle-ci devra être accessible depuis la voirie publique, permettre la circulation des véhicules de lutte contre l'incendie et garantir un accès au massif tous les 500 m minimum.

Prescription relative au risque retrait-gonflement des argiles

Dans les zones concernées par le risque de retrait-gonflement des argiles, des dispositions constructives adaptées seront recommandées, ainsi que la réalisation d'une étude géotechnique de niveau G11 – G12 pour les projets plus importants et pour les projets comportant un sous-sol partiel.

Section II – Conditions d'occupation du sol

Article Ub 3 – Accès et voirie

Tout projet doit être desservi par une voie publique ou privée dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Le nombre d'accès sera limité au minimum nécessaire au projet. Les accès ne devront pas présenter de risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Tout accès devra être aménagé pour assurer en termes de visibilité, de fonctionnalité et de facilité d'usage, cette sécurité qui sera appréciée compte-tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et l'intensité du trafic. Ainsi, les accès directs aux routes départementales, sont interdits s'il existe une possibilité d'accéder par une autre voie. En l'absence d'une telle possibilité, une construction nouvelle, si elle a pour effet d'augmenter le trafic au droit de l'accès ou si elle nécessite un accès nouveau, ne pourra être autorisée qu'avec l'accord du gestionnaire de la voie, sur les caractéristiques de cet accès.

L'accessibilité des personnes à mobilité réduite doit être prise en compte.

A défaut du respect des règles évoquées précédemment, le projet sera refusé ou ne sera accepté que sous réserve de prescriptions spéciales comportant notamment la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité.

Lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet ne sera autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre aux véhicules privés et à ceux des services publics de faire aisément demi-tour.

Prescription relative au risque feux de forêt :

Dans les zones d'aléa fort à très fort, le terrain d'assiette du projet doit disposer par tous temps d'un accès direct à une voie ouverte à la circulation utilisable par les engins de secours et de lutte contre l'incendie. Les issues de cet accès doivent être raccordées aux voiries du réseau public, qui doivent respecter les caractéristiques des voies utilisables par les engins de secours.

Article Ub 4 – Desserte par les réseaux

1 - Alimentation en eau potable :

Toute construction à usage d'habitation, tout local pouvant servir au travail ou à l'accueil du public ou toute installation nécessitant une alimentation en eau potable doit être raccordé au réseau public d'eau potable.

2 - Assainissement :

➤ Eaux usées :

Au sein du bourg, toute construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Ce raccordement est obligatoire.

En ce qui concerne le rejet d'eaux usées non domestiques dans le réseau public d'assainissement, une autorisation particulière sera effectuée auprès du service d'assainissement du secteur.

En l'absence de réseau collectif d'assainissement, toutes les eaux usées doivent être dirigées vers des dispositifs de traitement et d'évacuation conformes aux exigences des textes réglementaires en vigueur concernant l'assainissement non collectif (schéma communal d'assainissement avec carte d'aptitude des sols et arrêtés du 7 mars 2012 et 27 avril 2012 qui modifient les dispositions relatives aux installations d'assainissement non collectif).

➤ Eaux pluviales :

Pour les secteurs inclus dans des périmètres de protection des captages, les prescriptions de l'article 6 des Dispositions Générales du règlement devront être respectées.

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent limiter l'imperméabilisation des sols et les eaux pluviales seront en priorité recyclées ou, à défaut, infiltrées dans le sol.

Si l'infiltration est insuffisante, le rejet de l'excédent des eaux pluviales sera dirigé dans le réseau collecteur d'eaux pluviales s'il existe, ou vers le fossé, le caniveau, le milieu naturel prévu à cet effet, conformément à la réglementation en vigueur. Ces aménagements seront à la charge exclusive du pétitionnaire.

Le raccordement des eaux pluviales au réseau collecteur d'eaux pluviales est obligatoire lorsque celui-ci existe.

Les récupérateurs d'eau sont autorisés.

Lorsque la construction ou l'installation envisagée est de nature à générer des eaux pluviales polluées, dont l'apport risque de nuire au milieu naturel ou à l'efficacité des dispositifs d'assainissement, le constructeur ou l'aménageur doit mettre en œuvre les installations nécessaires pour assurer la collecte, le stockage éventuel et le traitement des eaux pluviales et de ruissellement.

3 - Autres réseaux :

Tous les branchements et raccordements divers des constructions et installations seront souterrains, si les conditions techniques le permettent et selon les prescriptions techniques imposées par le gestionnaire.

Article Ub 5 – Caractéristiques des terrains

Tout terrain constructible doit disposer d'une superficie suffisante pour recevoir un dispositif d'assainissement individuel conformément au SPANC.

Article Ub 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent être implantées à 5 mètres minimum de l'emprise des voies.

Cette règle ne s'applique pas :

- Pour les constructions qui pourront être implantées en retrait de l'alignement, dans le cas où un bâtiment à usage d'habitation serait déjà implanté dans le périmètre précédemment défini,

- Pour les extensions et surélévations des bâtiments et des annexes d'habitations existantes à la date d'approbation du présent PLU qui initialement ne respectaient pas cette règle,
- En cas d'impossibilité technique.

L'édification d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général pourra être réalisée à l'alignement ou en retrait de l'alignement.

Article Ub 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions peuvent s'implanter sur les limites séparatives. Dans le cas contraire, la distance horizontale de tout point du bâtiment à édifier au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence de niveau entre ces deux points, cette distance n'étant jamais inférieure à 3 mètres.

Cette règle ne s'applique pas :

- Pour les extensions des bâtiments et annexes existants à la date d'approbation du présent PLU qui pourront faire l'objet d'une extension avec un recul au moins égal à l'existant,
- Pour les piscines qui devront respecter un recul obligatoire de 3 mètres minimum de toute limite séparative (latérale ou fond de jardin),
- Pour les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou assurant une mission de service public de production, de transport ou de distribution d'énergie, de télédiffusion, de radiodiffusion, de télécommunication et de distribution d'eau potable et d'assainissement.

Prescription relative au risque feux de forêt

Dans les zones d'aléa fort à très fort, toute construction doit être implantée à une distance de 12 m minimum des limites séparatives jouxtant l'espace boisé. Cette limite est ramenée à 6 m au niveau des terrains situés au sein d'une opération d'aménagement d'ensemble comportant un espace libre collectif, large de 6 m minimum le long de ces limites.

Article Ub 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Non réglementé

Article Ub 9 – Emprise au sol

Non réglementé

Article Ub 10 – Hauteur des constructions

1 – Conditions de mesure

La hauteur maximale est calculée à partir du sol avant travaux soit à l'égout du toit. Sur terrain plat, elle est mesurée le long de chaque façade de la construction. Lorsque le terrain naturel ou la voie est en pente, la hauteur maximale est mesurée à la partie médiane de la façade.

2 – Règles pour les constructions nouvelles

La hauteur maximale des constructions ne peut excéder 7 mètres pour l'ensemble des constructions autorisées.

Le dépassement de la limitation de hauteur est admis dans les cas suivants :

- En cas d'extension de bâtiments existants dépassant déjà cette limite, sans dépasser l'état existant,
- En raison d'exigences techniques, pour les ouvrages nécessaires au fonctionnement des réseaux et des services publics ou d'intérêt collectif.

3 – Règles pour les constructions existantes

Pour les constructions existantes dépassant cette hauteur, les aménagements et extensions seront autorisés dans dépassement de la hauteur initiale.

Le dépassement de ces hauteurs maximales est admis pour les annexes fonctionnelles, telles que cheminées, antennes, etc.

Article Ub 11 – Aspect extérieur

1 - Généralités

Conformément aux dispositions de l'article R111-21 du Code de l'Urbanisme :

« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».

Les constructions, leurs extensions et annexes situées sur la même unité foncière devront, par leur organisation, leur implantation, leurs volumes, leurs matériaux, leurs couleurs, constituer un ensemble harmonieux et cohérent.

Les constructions et installations doivent s'intégrer aux paysages naturels et bâtis environnants.

Les constructions traditionnelles existantes devront être restaurées, modifiées en respectant leur caractère architectural d'origine.

Toute référence à une expression architecturale d'une autre région est interdite.

2 – Dispositions particulières

Le règlement distingue les constructions nouvelles de la rénovation.

➤ Constructions neuves :

Implantation et terrassement :

- L'implantation des constructions sera étudiée en tenant compte de la topographie du terrain.
- Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel ou en minimiseront les modifications.
- En l'absence de relief marqué, les constructions enterrées générant des effets de butte ou de tranchée sont interdites.

Toitures :

Les couvertures des constructions seront réalisées en matériaux de terre cuite ondulés (tuiles ondulées) ou de tuiles plates de grand moule, dites de « Marseille » et toitures généralement à plusieurs pentes (la pente devra se situer entre 35 et 40 %).

Des adaptations pourront notamment être admises pour permettre ou faciliter l'emploi de technologies liées aux énergies renouvelables (emploi de matériaux translucides, panneaux solaires,

etc.) et de matériaux permettant des économies d'énergie (mise en œuvre de toits végétalisés). Les panneaux solaires, photovoltaïques et toutes superstructures, devront être intégrés à la toiture.

Façade :

Les finitions aux ciments gris sont interdites. Il est interdit l'emploi à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un enduit ou d'un parement (brique creuse, bloc béton). Le bois et le verre pourront être intégrés dans les constructions.

Les murs et parements :

Aucun matériau prévu pour être recouvert (tels que parpaings de ciment, briques creuses, etc.) ne sera employé à nu.

Les menuiseries :

Les menuiseries doivent s'intégrer à l'environnement bâti existant :

- Les menuiseries anciennes de qualité (vantaux de portes, contrevents, châssis, ouvrants des fenêtres, devantures de magasins, etc.) et leur serrurerie de qualité seront maintenues et restaurées.
- Les menuiseries neuves seront en bois à peindre. Peuvent être admises les menuiseries acier, PVC ou aluminium laqué à deux vantaux à la française de proportion verticale sauf pour l'étage sous comble ou les baies sont carrées voir rectangulaires, ovales ou rond,
- Les contrevents de qualité des édifices anciens seront restaurés, remplacés ou complétés conformément aux modèles d'origine,
- Les volets roulants à coffrets extérieurs seront exclus,
- Les vantaux des portes et portails neufs y compris pour les garages, seront réalisés suivant le style de l'édifice.

Les commerces :

Les façades commerciales ne sont autorisées qu'aux rez-de-chaussée et entresols, même lors de l'affectation des étages à des activités commerciales ou de service. Les baies vitrées sont autorisées. Les menuiseries seront en bois, acier, PVC ou aluminium laqué. Les boîtiers et stores métalliques de protection seront intérieurs.

La pose des enseignes ne détruira, ni ne masquera les sculptures et ornements de façade.

Cheminées :

Les cheminées devront respecter l'environnement bâti.

Clôtures :

Les clôtures seront édifiées sur l'alignement de la voie publique.

La hauteur de la clôture pourra être composée d'un mur bahut de 0,60 mètre maximum, le tout surmonté de bois ou de piquets métal, d'un grillage (celui-ci devra être incorporé d'une trame végétale composée d'essences locales variées). La hauteur maximale de la clôture ne devra pas dépasser 1,60 mètre.

Prescription relative au risque de feux de forêt (zones d'aléa fort à très fort)

- *Les haies, clôtures, installations provisoires de même usage sont autorisées, à la condition de ne pas être réalisées à partir de végétaux secs (de type brande, genêt ou bruyère arbustive),*
- *Au sein des terrains privatifs bâtis, le recul par rapport à l'espace boisé devra être maintenu libre de tout matériau et végétaux facilement inflammables. Il pourra être engazonné et planté ponctuellement de feuillus peu inflammables ni combustibles, sans que ces plantations ne gênent la circulation des véhicules de lutte contre les incendies.*

➤ **Restauration ou modification de bâtiments existants**

- Le projet de restauration devra conserver les éléments d'architecture d'origine,
- Les extensions et annexes ne devront pas modifier le caractère du bâti ancien et auront de préférence un caractère mineur,
- Les interventions se feront en utilisant les mêmes techniques de construction, et dans le respect de ses dispositions architecturales d'origine,
- Les matériaux anciens démontés seront soigneusement conservés et réutilisés, dans la mesure du possible.

Article Ub 12 – Stationnement des véhicules

Le stationnement des véhicules doit correspondre aux besoins des constructions et doit être assuré en des dehors des voies publiques.

Article Ub 13 – Espaces libres – Plantations

Les plantations existantes seront majoritairement conservées. Les plantations (haies de clôtures, arbres de hautes tiges, arbres d'ornements...) devront être réalisées avec des essences locales variées. Une liste d'essences végétales adaptées au territoire est jointe en annexe du présent règlement (cf. TITRE VI – ANNEXE) pour le choix des essences dites locales.

Prescription relative au risque de feux de forêt

Pour les opérations d'ensemble soumises à un aléa feux de forêt fort et très fort, le recul par rapport à l'espace boisé devra être accessible pour les véhicules de lutte contre les incendies depuis les voies ouvertes à la circulation publique. Il pourra être engazonné et planté ponctuellement de feuillus peu inflammables ni combustibles, sans que ces plantations ne gênent la circulation des véhicules de lutte contre les incendies.

Section III – Possibilité maximum d'occupation du sol

Article Ub 14 – Coefficient d'occupation du sol (COS)

Non réglementé.

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UL

(zone urbaine réservée aux équipements et aux activités touristiques, sportives et de loisirs)

Caractère et vocation de la zone

Comme le définit l'article R 123-5 du Code de l'Urbanisme, la zone urbaine, délimite les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Zone urbaine correspondant aux secteurs réservés à l'accueil et au développement des activités touristiques, sportives et de loisirs. Elle comprend également des espaces verts de respiration dans le bourg.

Seules sont autorisées dans cette zone, les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, ainsi que les équipements et les activités à vocation touristique, sportive et/ou de loisirs.

Section I – Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Article UL 1 – Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article 2

Article UL 2 – Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Sont admis :

- ✓ Les terrains de camping à condition que la trame boisée existante soit maintenue et que la visibilité de l'opération depuis les voies extérieures soit limitée.
- ✓ Les Parcs Résidentiels de Loisirs, les résidences de tourisme et les villages de vacances et leurs équipements, à condition d'assurer l'insertion des équipements et bâtiments collectifs et de limiter l'impact visuel des constructions.
- ✓ Les constructions nouvelles à usage d'hébergement hôtelier à condition d'assurer l'insertion des bâtiments et de limiter l'impact visuel des constructions et qu'elles ne soient pas exposées au risque fort de feux de forêt.
- ✓ Les constructions nouvelles à usages de bureaux, commerces et entrepôts (tels que locaux professionnels, d'accueil du public, d'entreposage, bureaux, bâtiments annexes,...) s'ils sont directement liés à l'activité touristique ou de loisirs autorisées et à condition de ne pas porter atteinte au site ainsi que les équipements à usage collectif nécessaires aux besoins du personnel des établissements autorisés dans la zone. Ces constructions ne doivent pas être exposées au risque fort de feux de forêt.
- ✓ Les constructions à usage d'habitation, à condition d'être destinées aux personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la surveillance, le gardiennage ou le fonctionnement des constructions ou installations autorisées dans la zone, – les aires de jeux et de sports ainsi que les aires de stationnement ouvertes au public à condition qu'elles soient compatibles avec la sécurité, la salubrité, le caractère du voisinage ou la capacité des infrastructures et autres équipements collectifs existants. Ces constructions ne doivent pas être exposées au risque fort de feux de forêt.
- ✓ Les aménagements nécessaires à l'entretien des espaces naturels et boisés, à la réalisation ou à la réfection de cheminements piétonniers et cyclistes, ainsi que les objets mobiliers destinés à l'accueil ou à l'information du public, à condition de ne pas porter atteinte au site.
- ✓ Les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif à condition de ne pas porter atteinte aux sites.
- ✓ Les affouillements et exhaussements de sol désignés à l'article R.421.23 du Code de l'Urbanisme, à condition :

- d'être justifiés par des raisons techniques de construction ou de viabilisation ou d'être destinés aux fouilles archéologiques,
- de présenter une remise en état du site ou une intégration paysagère adaptée (talus en pente douce, plantations, ...) après travaux.

Prescription relative au risque de feux de forêt

Dans les zones d'aléa fort à très fort, les opérations d'aménagement réalisées sur l'ensemble de la zone ou par tranches seront créées sous réserve de disposer d'une bande inconstructible de 12 m minimum entre les constructions et l'espace forestier. Celle-ci devra être accessible depuis la voirie publique, permettre la circulation des véhicules de lutte contre l'incendie et garantir un accès au massif tous les 500 m minimum.

Prescription relative au risque retrait-gonflement des argiles

Dans les zones concernées par le risque de retrait-gonflement des argiles, des dispositions constructives adaptées seront recommandées, ainsi que la réalisation d'une étude géotechnique de niveau G11 – G12 pour les projets plus importants et pour les projets comportant un sous-sol partiel.

Section II – Conditions d'occupation du sol

Article UL 3 – Accès et voirie

Tout projet doit être desservi par une voie publique ou privée dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Le nombre d'accès sera limité au minimum nécessaire au projet. Les accès ne devront pas présenter de risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Tout accès devra être aménagé pour assurer en termes de visibilité, de fonctionnalité et de facilité d'usage, cette sécurité qui sera appréciée compte-tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et l'intensité du trafic. Ainsi, les accès directs aux routes départementales, sont interdits s'il existe une possibilité d'accéder par une autre voie. En l'absence d'une telle possibilité, une construction nouvelle, si elle a pour effet d'augmenter le trafic au droit de l'accès ou si elle nécessite un accès nouveau, ne pourra être autorisée qu'avec l'accord du gestionnaire de la voie, sur les caractéristiques de cet accès.

L'accessibilité des personnes à mobilité réduite doit être prise en compte.

A défaut du respect des règles évoquées précédemment, le projet sera refusé ou ne sera accepté que sous réserve de prescriptions spéciales comportant notamment la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité.

Lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet ne sera autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Prescription relative au risque feux de forêt :

Dans les zones d'aléa fort et très fort, le terrain d'assiette du projet doit disposer par tous temps d'un accès direct à une voie ouverte à la circulation utilisable par les engins de secours et de lutte contre l'incendie. Les issues de cet accès doivent être raccordées aux voiries du réseau public, qui doivent respecter les caractéristiques des voies utilisables par les engins de secours.

Article UL 4 – Desserte par les réseaux

1 - Alimentation en eau potable :

Toute construction à usage d'habitation, tout local pouvant servir au travail ou à l'accueil du public ou toute installation nécessitant une alimentation en eau potable doit être raccordé au réseau public d'eau potable.

2 - Assainissement :

➤ Eaux usées :

Au sein du bourg, toute construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Ce raccordement est obligatoire.

En ce qui concerne le rejet d'eaux usées non domestiques dans le réseau public d'assainissement, une autorisation particulière sera effectuée auprès du service d'assainissement du secteur.

En l'absence de réseau collectif d'assainissement, toutes les eaux usées doivent être dirigées vers des dispositifs de traitement et d'évacuation conformes aux exigences des textes réglementaires en vigueur concernant l'assainissement non collectif (schéma communal d'assainissement avec carte d'aptitude des sols et arrêtés du 7 mars 2012 et 27 avril 2012 qui modifient les dispositions relatives aux installations d'assainissement non collectif).

➤ Eaux pluviales :

Pour les secteurs inclus dans des périmètres de protection des captages, les prescriptions de l'article 6 des Dispositions Générales du règlement devront être respectées.

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent limiter l'imperméabilisation des sols et les eaux pluviales seront en priorité recyclées ou, à défaut, infiltrées dans le sol.

Si l'infiltration est insuffisante, le rejet de l'excédent des eaux pluviales sera dirigé dans le réseau collecteur d'eaux pluviales s'il existe, ou vers le fossé, le caniveau, le milieu naturel prévus à cet effet, conformément à la réglementation en vigueur. Ces aménagements seront à la charge exclusive du pétitionnaire.

Le raccordement des eaux pluviales au réseau collecteur d'eaux pluviales est obligatoire lorsque celui-ci existe.

Les récupérateurs d'eau sont autorisés.

Lorsque la construction ou l'installation envisagée est de nature à générer des eaux pluviales polluées, dont l'apport risque de nuire au milieu naturel ou à l'efficacité des dispositifs d'assainissement, le constructeur ou l'aménageur doit mettre en œuvre les installations nécessaires pour assurer la collecte, le stockage éventuel et le traitement des eaux pluviales et de ruissellement.

3 - Autres réseaux :

Tous les branchements et raccordements divers des constructions et installations seront souterrains, si les conditions techniques le permettent et selon les prescriptions techniques imposées par le gestionnaire.

Article UL 5 – Caractéristiques des terrains

Non réglementé

Article UL 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent être implantées à :

- 5 mètres minimum de l'emprise des voies communales,
- 10 mètres minimum de l'emprise des routes départementales.

Cette règle ne s'applique pas :

- Pour les extensions des bâtiments et des annexes existants à la date d'approbation du présent PLU,
- En cas d'impossibilité technique liée à la nature du sol ou à la topographie.

L'édification d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général pourra être réalisée à l'alignement ou en retrait de l'alignement.

Article UL 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions peuvent s'implanter sur les limites séparatives. Dans le cas contraire, la distance horizontale de tout point du bâtiment à édifier au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence de niveau entre ces deux points, cette distance n'étant jamais inférieure à 3 mètres.

Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou assurant une mission de service public de production, de transport ou de distribution d'énergie, de télédiffusion, de radiodiffusion, de télécommunication et de distribution d'eau potable et d'assainissement, peuvent déroger à cette règle.

Prescription relative au risque feux de forêt

Dans les zones d'aléa fort et très fort, toute construction doit être implantée à une distance de 12 m minimum des limites séparatives jouxtant l'espace boisé. Cette limite est ramenée à 6 m au niveau des terrains situés au sein d'une opération d'aménagement d'ensemble comportant un espace libre collectif, large de 6 m minimum le long de ces limites.

Article UL 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Non réglementé.

Article UL 9 – Emprise au sol

Non réglementé.

Article UL 10 – Hauteur des constructions

La hauteur d'une construction ne devra pas excéder le gabarit des immeubles existants.

Le dépassement de la limitation de hauteur est admis dans les cas suivants :

- En cas d'extension de bâtiments existants dépassant déjà cette limite, sans dépasser l'état existant,
- En raison d'exigences techniques, pour les ouvrages nécessaires au fonctionnement des réseaux et des services publics ou d'intérêt collectif.

Article UL 11 – Aspect extérieur

1 - Généralités :

Conformément aux dispositions de l'article R111-21 du Code de l'Urbanisme :

« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».

Les constructions et installations nouvelles liées aux activités touristiques sportives ou de loisirs ne pourront être admises que dans le cadre d'une organisation d'ensemble du secteur, cohérente et intégrée à son environnement.

L'aspect extérieur des annexes devra s'harmoniser avec les formes, les matériaux et les couleurs des constructions principales.

Un nuancier de couleurs pour les façades des bâtiments anciens à réhabiliter est joint en annexes (cf. TITRE VI – ANNEXE).

Prescription relative au risque de feux de forêt (zones d'aléa fort à très fort)

- Les haies, clôtures, installations provisoires de même usage sont autorisées, à la condition de ne pas être réalisées à partir de végétaux secs (de type brande, genêt ou bruyère arbustive),
- Au sein des terrains privatifs bâtis, le recul par rapport à l'espace boisé devra être maintenu libre de tout matériau et végétaux facilement inflammables. Il pourra être engazonné et planté ponctuellement de feuillus peu inflammables ni combustibles, sans que ces plantations ne gênent la circulation des véhicules de lutte contre les incendies.

Article UL 12 – Stationnement des véhicules

La réalisation d'aires de stationnement, conformes aux besoins de toute opération de construction ou d'occupation du sol doit être assurée en dehors des voies publiques et au moins égale aux normes minimales fixées ci-dessous :

- ✓ Gîtes ruraux : 1 place de stationnement par chambre.
- ✓ Établissements destinés à accueillir du public et hébergement touristique : Le nombre de places nécessaires sera examiné au cas par cas en fonction de la capacité d'accueil des installations.

Article UL 13 – Espaces libres - Plantations

Les plantations existantes seront majoritairement conservées. Les plantations (haies de clôtures, arbres de hautes tiges, arbres d'ornements...) devront être réalisées avec des essences locales variées. Une liste d'essences végétales adaptées au territoire est jointe en annexe du présent règlement (cf. TITRE VI – ANNEXE) pour le choix des essences dites locales.

Prescription relative au risque de feux de forêt

Pour les opérations d'ensemble soumises à un aléa feux de forêt fort et très fort, le recul par rapport à l'espace boisé devra être accessible pour les véhicules de lutte contre les incendies depuis les voies ouvertes à la circulation publique. Il pourra être engazonné et planté ponctuellement de feuillus peu inflammables ni combustibles, sans que ces plantations ne gênent la circulation des véhicules de lutte contre les incendies.

Section III – Possibilité maximum d’occupation du sol

Article UL 14 – Coefficient d’occupation du sol (COS)

Non réglementé.

Caractère et vocation de la zone

Comme le définit l'article R 123-5 du Code de l'Urbanisme, la zone urbaine, délimite les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Zone Ux : zone urbaine réservée aux activités industrielles, de stockages et tertiaires liées à la filière bois

Zone urbaine réservée aux activités industrielles, de stockage et tertiaires de la plateforme bois du secteur « Lande des Arrivats ».

Seules sont autorisées dans cette zone, les constructions et installations strictement nécessaires au fonctionnement et au développement des activités de la filière bois, ainsi que les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

La zone Ux comprend un sous-secteur Uxs réservée exclusivement aux stockages de bois et de dérivés de bois.

Section I – Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Article Ux 1 – Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdits :

- les constructions de nouveaux bâtiments à usage agricole,
- les terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes, le stationnement des caravanes isolées, les habitations légères de loisirs,
- l'ouverture ou l'installation de gravières ainsi que les affouillements et exhaussements du sol,
- dans les secteurs exposés au risque incendie de forêt, les constructions nouvelles d'habitation, d'établissement industriel, commercial, artisanal, de bureau, hébergement hôtelier, ainsi que la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans par un incendie de forêt.

Article Ux 2 – Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Ne sont admis que :

- les constructions à usage de commerce, de bureau ou d'activités industrielles, artisanales
- les constructions à usage d'habitation, destinée aux personnes dont la présence permanente est nécessaire à l'activité considérée.
- les opérations d'aménagement réalisées sur l'ensemble de la zone ou par tranches seront créées sous réserve de disposer d'une bande inconstructible de 12 m minimum entre les constructions et l'espace forestier.

Prescription relative au risque feux de forêt

Dans les zones d'aléa fort à très fort, toute construction de bâtiment industriel doit être implantée à au moins 20 m de tout peuplement résineux. Cette distance est portée à 30 m pour les installations classées soumises à déclaration ou à autorisation, constituant un risque particulier d'incendie ou d'explosion.

Prescription relative au risque retrait-gonflement des argiles

Dans les zones concernées par le risque de retrait-gonflement des argiles, des dispositions constructives adaptées seront recommandées, ainsi que la réalisation d'une étude géotechnique de niveau G11 – G12 pour les projets plus importants et pour les projets comportant un sous-sol partiel.

Section II – Conditions d'occupation du sol

Article Ux 3 – Accès et voirie

Tout projet doit être desservi par une voie publique ou privée dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Le nombre d'accès sera limité au minimum nécessaire au projet. Les accès ne devront pas présenter de risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Tout accès devra être aménagé pour assurer en termes de visibilité, de fonctionnalité et de facilité d'usage, cette sécurité qui sera appréciée compte-tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et l'intensité du trafic. Ainsi, les accès directs aux routes départementales, sont interdits s'il existe une possibilité d'accéder par une autre voie. En l'absence d'une telle possibilité, une construction nouvelle, si elle a pour effet d'augmenter le trafic au droit de l'accès ou si elle nécessite un accès nouveau, ne pourra être autorisée qu'avec l'accord du gestionnaire de la voie, sur les caractéristiques de cet accès.

L'accessibilité des personnes à mobilité réduite doit être prise en compte.

A défaut du respect des règles évoquées précédemment, le projet sera refusé ou ne sera accepté que sous réserve de prescriptions spéciales comportant notamment la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité.

Lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet ne sera autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre aux véhicules privés et à ceux des services publics de faire aisément demi-tour.

Prescription relative au risque feux de forêt :

Dans les zones d'aléa fort à très fort, le terrain d'assiette du projet doit disposer par tous temps d'un accès direct à une voie ouverte à la circulation utilisable par les engins de secours et de lutte contre l'incendie. Les issues de cet accès doivent être raccordées aux voiries du réseau public, qui doivent respecter les caractéristiques des voies utilisables par les engins de secours.

Article Ux 4 – Desserte par les réseaux

1 - Alimentation en eau potable :

Toute construction à usage d'habitation, tout local pouvant servir au travail ou à l'accueil du public ou toute installation nécessitant une alimentation en eau potable doit être raccordé au réseau public d'eau potable.

2 - Assainissement :

➤ Eaux usées :

Au sein du bourg, toute construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Ce raccordement est obligatoire.

En ce qui concerne le rejet d'eaux usées non domestiques dans le réseau public d'assainissement, une autorisation particulière sera effectuée auprès du service d'assainissement du secteur.

En l'absence de réseau collectif d'assainissement, toutes les eaux usées doivent être dirigées vers des dispositifs de traitement et d'évacuation conformes aux exigences des textes réglementaires en vigueur concernant l'assainissement non collectif (schéma communal d'assainissement avec carte d'aptitude des sols et arrêtés du 7 mars 2012 et 27 avril 2012 qui modifient les dispositions relatives aux installations d'assainissement non collectif).

➤ Eaux pluviales :

Pour les secteurs inclus dans des périmètres de protection des captages, les prescriptions de l'article 6 des Dispositions Générales du règlement devront être respectées.

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent limiter l'imperméabilisation des sols et les eaux pluviales seront en priorité recyclées ou, à défaut, infiltrées dans le sol.

Si l'infiltration est insuffisante, le rejet de l'excédent des eaux pluviales sera dirigé dans le réseau collecteur d'eaux pluviales s'il existe, ou vers le fossé, le caniveau, le milieu naturel prévus à cet effet, conformément à la réglementation en vigueur. Ces aménagements seront à la charge exclusive du pétitionnaire.

Le raccordement des eaux pluviales au réseau collecteur d'eaux pluviales est obligatoire lorsque celui-ci existe.

Les récupérateurs d'eau sont autorisés.

Lorsque la construction ou l'installation envisagée est de nature à générer des eaux pluviales polluées, dont l'apport risque de nuire au milieu naturel ou à l'efficacité des dispositifs d'assainissement, le constructeur ou l'aménageur doit mettre en œuvre les installations nécessaires pour assurer la collecte, le stockage éventuel et le traitement des eaux pluviales et de ruissellement.

3 - Autres réseaux :

Tous les branchements et raccordements divers des constructions et installations seront souterrains, si les conditions techniques le permettent et selon les prescriptions techniques imposées par le gestionnaire.

Article Ux 5 – Caractéristiques des terrains

Non réglementé.

Article Ux 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent être implantées en retrait de l'alignement des voies existantes ou à créer.

Le retrait est fixé à 75 mètres de la RD8 et à 10 mètres des autres routes départementales.

Article Ux 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions devront être implantées à 15 mètres des limites séparatives.

Prescription relative au risque feux de forêt

Dans les zones d'aléa fort à très fort, toute construction doit être implantée à une distance de 12 m minimum des limites séparatives jouxtant l'espace boisé. Cette limite est ramenée à 6 m au niveau des terrains situés au sein d'une opération d'aménagement d'ensemble comportant un espace libre collectif, large de 6 m minimum le long de ces limites.

Article Ux 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Non réglementé.

Article Ux 9 – Emprise au sol

Non réglementé.

Article Ux 10 – Hauteur des constructions

1 – Conditions de mesure

La hauteur maximale est calculée à partir du sol avant travaux soit à l'égout du toit. Sur terrain plat, elle est mesurée le long de chaque façade de la construction. Lorsque le terrain naturel ou la voie est en pente, la hauteur maximale est mesurée à la partie médiane de la façade.

2 – Règles pour les constructions nouvelles

La hauteur d'une construction à usage d'habitation est fixée à 7 mètres.

Le dépassement de la limitation de hauteur est admis notamment pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des réseaux et des services publics ou d'intérêt collectif ou liés aux activités autorisées dans la zone.

Article Ux 11 – Aspect extérieur

Les restaurations, agrandissements, adjonctions et constructions d'immeubles seront conçus en fonction du caractère du site ; de façon à s'insérer dans la structure existante et à s'harmoniser avec leur environnement architectural et paysager.

Prescription relative au risque de feux de forêt (zones d'aléa fort à très fort)

- *Les haies, clôtures, installations provisoires de même usage sont autorisées, à la condition de ne pas être réalisées à partir de végétaux secs (de type brande, genêt ou bruyère arbustive),*
- *Au sein des terrains privés bâtis, le recul par rapport à l'espace boisé devra être maintenu libre de tout matériau et végétaux facilement inflammables. Il pourra être engazonné et planté ponctuellement de feuillus peu inflammables ni combustibles, sans que ces plantations ne gênent la circulation des véhicules de lutte contre les incendies.*

Article Ux 12 – Stationnement des véhicules

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

Article Ux 13 – Espaces libres - Plantations

Pour les constructions nouvelles, sur chaque unité foncière privative, les surfaces libres de toute construction, ainsi que les aires de stationnement seront plantées.
, des rideaux végétaux pourront être réalisés.

Section III – Possibilité maximum d'occupation du sol**Article Ux 14 – Coefficient d'occupation du sol (COS)**

Non réglementé.

TITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES A URBANISER

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AU

Caractère et vocation de la zone

Comme le définit l'article R 123-6 du Code de l'Urbanisme, la zone AU ou à urbaniser délimite les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Zone AUa : zone à urbaniser, dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, à vocation principale d'habitat

Zone peu ou non équipée, destinée à être ouverte à l'urbanisation à court ou moyen terme, lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble.

Il s'agit d'un secteur à vocation principale d'habitat, mais il peut également accueillir des équipements, des activités économiques (bureaux, commerces et services de proximité) compatibles avec les fonctions résidentielles.

Zone AUb : zone à urbaniser, au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone, à vocation principale d'habitat

Zone peu ou non équipée, destinée à être ouverte à l'urbanisation à court ou moyen terme, au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone.

Il s'agit de secteurs à vocation principale d'habitat, mais ils peuvent également accueillir des équipements, des activités économiques (bureaux, commerces et services de proximité) compatibles avec les fonctions résidentielles.

Zone AUx : zone à urbaniser, dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, à vocation d'activités industrielles et artisanales

Zone à urbaniser, peu ou non équipée, destinée à être ouverte à l'urbanisation à court ou moyen terme, lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble.

Il s'agit d'un secteur à vocation future d'activités industrielles et artisanales, susceptibles notamment de générer des nuisances.

Seules sont autorisées dans cette zone, les constructions et installations strictement nécessaires au fonctionnement et au développement des activités industrielles et artisanales de la zone, ainsi que les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Zone AUL : zone à urbaniser réservée aux équipements et aux activités touristiques, sportives et de loisirs

Zone à urbaniser, dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble réservée aux équipements et aux activités touristiques, sportives et de loisirs,

Il s'agit d'un secteur réservé à l'accueil et au développement des activités touristiques, sportives et de loisirs. Seules seront autorisées dans cette zone, les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, ainsi que les équipements et les activités à vocation touristique, sportive et/ou de loisirs.

Disposition applicables en zone AUa et AUb

Section I – Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Article AU 1 – Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdits:

- les constructions à usage industriel, agricole ou forestier
- les constructions à usage commercial ou artisanal soumises à la législation des installations classées sous réserve des dispositions de l'article Au2,
- les occupations et utilisation du sol, qui par leur destination, leur importance ou leur aspect sont incompatibles avec la salubrité, la tranquillité, la sécurité ou la bonne tenue de la zone,
- les terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes, le stationnement des caravanes isolées, les habitations légères de loisirs,
- les abris fixes ou mobiles utilisés à des fins d'habitation,
- les affouillements et exhaussements de sol ne répondant pas à un impératif technique,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- les dépôts de véhicules hors d'usage, de ferraille, de combustibles et de déchets,
- les constructions nouvelles, exposées au risque fort ou très fort de feux de forêt, d'habitation, d'établissement industriel, commercial, artisanal, de bureau, hébergement hôtelier, ainsi que la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans par un incendie de forêt.

Article AU 2 – Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

L'ouverture à l'urbanisation de ces secteurs est conditionnée au respect des préconisations des Orientations d'Aménagement et de Programmation. Les constructions, installations et les aménagements envisagés ne doivent pas compromettre le développement futur du secteur devant être aménagées ultérieurement.

Les constructions et installations à usage d'activités de commerce ou d'artisanat sont admises à condition :

- ✓ que leur volume et leur aspect soient compatibles avec le caractère des constructions avoisinantes
- ✓ qu'elles n'entraînent pas des nuisances de bruit incompatibles avec la proximité de l'habitat, ou du trafic qu'elles génèrent, notamment de poids lourds.

Prescription relative au risque de feux de forêt

Les opérations d'aménagement réalisées sur l'ensemble de la zone ou par tranches soumises à un aléa fort à très fort, seront créées sous réserve de disposer d'une bande inconstructible de 12 m minimum entre les constructions et l'espace forestier. Celle-ci devra être accessible depuis la voirie publique, permettre la circulation des véhicules de lutte contre l'incendie et garantir un accès au massif tous les 500 m minimum.

Prescription relative au risque retrait-gonflement des argiles

Dans les zones concernées par le risque de retrait-gonflement des argiles, des dispositions constructives adaptées seront recommandées, ainsi que la réalisation d'une étude géotechnique de niveau G11 – G12 pour les projets plus importants et pour les projets comportant un sous-sol partiel.

Section II – Conditions d'occupation du sol

Article AU 3 – Accès et voirie

Tout projet doit être desservi par une voie publique ou privée dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Le nombre d'accès sera limité au minimum nécessaire au projet. Les accès ne devront pas présenter de risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Tout accès devra être aménagé pour assurer en termes de visibilité, de fonctionnalité et de facilité d'usage, cette sécurité qui sera appréciée compte-tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et l'intensité du trafic. Ainsi, les accès directs aux routes départementales, sont interdits s'il existe une possibilité d'accéder par une autre voie. En l'absence d'une telle possibilité, une construction nouvelle, si elle a pour effet d'augmenter le trafic au droit de l'accès ou si elle nécessite un accès nouveau, ne pourra être autorisée qu'avec l'accord du gestionnaire de la voie, sur les caractéristiques de cet accès.

L'accessibilité des personnes à mobilité réduite doit être prise en compte.

Les voies de desserte seront classées en zone 30 et aménagées en conséquence en prévoyant des dispositifs de sécurité destinés à limiter la vitesse des véhicules conformément aux recommandations du CERTU. De plus, elles doivent respecter le schéma d'organisation de la zone défini dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation.

A défaut du respect des règles évoquées précédemment, le projet sera refusé ou ne sera accepté que sous réserve de prescriptions spéciales comportant notamment la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité.

Lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet ne sera autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Prescription relative au risque feux de forêt :

Dans les zones d'aléa fort à très fort, le terrain d'assiette du projet doit disposer par tous temps d'un accès direct à une voie ouverte à la circulation utilisable par les engins de secours et de lutte contre l'incendie. Les issues de cet accès doivent être raccordées aux voiries du réseau public, qui doivent respecter les caractéristiques des voies utilisables par les engins de secours.

Article AU 4 – Desserte par les réseaux

1 - Alimentation en eau potable :

Toute construction à usage d'habitation, tout local pouvant servir au travail ou à l'accueil du public ou toute installation nécessitant une alimentation en eau potable doit être raccordé au réseau public d'eau potable.

2 - Assainissement :

➤ Eaux usées :

Au sein du bourg, toute construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Ce raccordement est obligatoire.

En ce qui concerne le rejet d'eaux usées non domestiques dans le réseau public d'assainissement, une autorisation particulière sera effectuée auprès du service d'assainissement du secteur.

En l'absence de réseau collectif d'assainissement, toutes les eaux usées doivent être dirigées vers des dispositifs de traitement et d'évacuation conformes aux exigences des textes réglementaires en vigueur concernant l'assainissement non collectif (schéma communal d'assainissement avec carte d'aptitude des sols et arrêtés du 7 mars 2012 et 27 avril 2012 qui modifient les dispositions relatives aux installations d'assainissement non collectif).

➤ Eaux pluviales :

Pour les secteurs inclus dans des périmètres de protection des captages, les prescriptions de l'article 6 des Dispositions Générales du règlement devront être respectées.

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent limiter l'imperméabilisation des sols et les eaux pluviales seront en priorité recyclées ou, à défaut, infiltrées dans le sol.

Si l'infiltration est insuffisante, le rejet de l'excédent des eaux pluviales sera dirigé dans le réseau collecteur d'eaux pluviales s'il existe, ou vers le fossé, le caniveau, le milieu naturel prévus à cet effet, conformément à la réglementation en vigueur. Ces aménagements seront à la charge exclusive du pétitionnaire.

Le raccordement des eaux pluviales au réseau collecteur d'eaux pluviales est obligatoire lorsque celui-ci existe.

Les récupérateurs d'eau sont autorisés.

Lorsque la construction ou l'installation envisagée est de nature à générer des eaux pluviales polluées, dont l'apport risque de nuire au milieu naturel ou à l'efficacité des dispositifs d'assainissement, le constructeur ou l'aménageur doit mettre en œuvre les installations nécessaires pour assurer la collecte, le stockage éventuel et le traitement des eaux pluviales et de ruissellement.

3 - Autres réseaux :

Tous les branchements et raccordements divers des constructions et installations seront souterrains, si les conditions techniques le permettent et selon les prescriptions techniques imposées par le gestionnaire.

Article AU 5 – Caractéristiques des terrains

Tout terrain constructible doit disposer d'une superficie suffisante pour recevoir un dispositif d'assainissement individuel conformément au SPANC.

Article AU 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions devront être implantées en retrait de l'alignement des voies existantes.

Le retrait est fixé à :

- 5 mètres de l'emprise des routes départementales,
- 5 mètres minimum de l'emprise des autres voies.

Cette règle ne s'applique pas dans les zones :

- En cas d'impossibilité technique liée à la nature du sol ou à la topographie
- Pour les piscines.

Article AU 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions peuvent s'implanter sur les limites séparatives. Dans le cas contraire, la distance horizontale de tout point du bâtiment à édifier au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence de niveau entre ces deux points, cette distance n'étant jamais inférieure à 3 mètres.

Cette règle ne s'applique pas pour les piscines qui devront respecter un recul obligatoire de 3 mètres minimum de toute limite séparative (latérale ou fond de jardin).

Prescription relative au risque feux de forêt

Dans les zones d'aléa fort et très fort, toute construction doit être implantée à une distance de 12 m minimum des limites séparatives jouxtant l'espace boisé. Cette limite est ramenée à 6 m au niveau des terrains situés au sein d'une opération d'aménagement d'ensemble comportant un espace libre collectif, large de 6 m minimum le long de ces limites.

Article AU 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Non réglementé.

Article AU 9 – Emprise au sol

Non réglementé.

Article AU 10 – Hauteur des constructions

1 – Conditions de mesure

La hauteur maximale est calculée à partir du sol avant travaux soit à l'égout du toit. Sur terrain plat, elle est mesurée le long de chaque façade de la construction. Lorsque le terrain naturel ou la voie est en pente, la hauteur maximale est mesurée à la partie médiane de la façade.

2 – Règles pour les constructions nouvelles

La hauteur d'une construction à usage d'habitation est fixée à 7 mètres.

Le dépassement de la limitation de hauteur est admis dans les cas suivants :

- en raison d'exigences techniques, pour les ouvrages nécessaires au fonctionnement des réseaux et des services publics ou d'intérêt collectif,
- pour les annexes fonctionnelles, telles que cheminées, antennes, etc.

Article AU 11 – Aspect extérieur

1 - Généralités :

Conformément aux dispositions de l'article R111-21 du Code de l'Urbanisme :

« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».

Les installations, les constructions, leurs extensions et annexes situées sur la même unité foncière devront, par leur organisation, leur implantation, leurs volumes, leurs matériaux, leurs couleurs, constituer un ensemble harmonieux et cohérent.

Les constructions et installations doivent s'intégrer aux paysages naturels et bâtis environnants.

Toute référence à une expression architecturale d'une autre région est interdite.

Implantation et terrassement :

- L'implantation des constructions sera étudiée en tenant compte de la topographie du terrain.
- Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel ou en minimiseront les modifications.
- En l'absence de relief marqué, les constructions enterrées générant des effets de butte ou de tranchée sont interdites

Toitures :

L'aspect extérieur s'harmonisera avec les formes, les matériaux et les couleurs des constructions traditionnelles dont les traits dominants sont :

- Des toitures généralement à plusieurs pentes (la pente devra être comprise entre 35 et 40 %),
- Des couvertures en matériaux de terre cuite ondulées (tuiles courbes) ou de tuiles plates de grand moule, dites de « Marseille ».

Les toitures-terrasses sont autorisées.

Des adaptations pourront notamment être admises :

- Dans le cas de constructions à usage d'habitation de style contemporain, faisant appel à des techniques, structures et matériaux nouveaux ;
- Pour permettre ou faciliter l'emploi de technologies liées aux énergies renouvelables (emploi de matériaux translucides, panneaux solaires...) et de matériaux permettant des économies d'énergie (mise en œuvre de toits végétalisés).

Façades :

Les finitions aux ciments gris sont interdites. Il est interdit l'emploi à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un enduit ou d'un parement (brique creuse, bloc béton). Le bois et le verre pourront être intégrés dans les constructions.

Les murs et parements :

Aucun matériau prévu pour être recouvert (tels que parpaings de ciment, briques creuses, etc.) ne sera employé à nu.

Les menuiseries :

Les menuiseries doivent s'intégrer à l'environnement bâti existant :

- Les menuiseries seront en bois à peindre. Peuvent être admises les menuiseries acier, PVC ou aluminium laqué à deux vantaux à la française de proportion verticale sauf pour l'étage sous comble ou les baies sont carrées voir rectangulaires, ovales ou rond,
- Les volets roulants à coffrets extérieurs seront exclus,
- Les vantaux des portes et portails neufs y compris pour les garages, seront réalisés suivant le style de l'édifice.

Les commerces :

Les façades commerciales ne sont autorisées qu'aux rez-de-chaussée et entresols, même lors de l'affectation des étages à des activités commerciales ou de service. Les baies vitrées sont autorisées. Les menuiseries seront en bois, acier, PVC ou aluminium laqué. Les boîtiers et stores métalliques de protection seront intérieurs.

La pose des enseignes ne détruira, ni ne masquera les sculptures et ornements de façade.

Cheminées :

Les cheminées devront respecter l'environnement bâti.

Clôtures :

Les clôtures seront édifiées sur l'alignement ou le long de la voie publique.

La hauteur de la clôture pourra être composée d'un mur bahut de 0.60 mètres maximum, le tout surmonté de bois ou piquet métal, d'un grillage (celui-ci devra être incorporé d'une trame végétale composée d'essences locales variées). La hauteur maximale de la clôture ne devra pas dépasser 1,80 mètre. En limite séparative, les clôtures devront également, si elles existent, une hauteur de 1,80 mètre.

Les annexes :

Les annexes devront être traitées avec le même soin que les constructions principales.

Prescription relative au risque de feux de forêt (zones d'aléa fort à très fort) :

- *Les haies, clôtures, installations provisoires de même usage sont autorisées, à la condition de ne pas être réalisées à partir de végétaux secs (de type brande, genêt ou bruyère arbustive),*
- *Au sein des terrains privés bâtis, le recul par rapport à l'espace boisé devra être maintenu libre de tout matériau et végétaux facilement inflammables. Il pourra être engazonné et planté ponctuellement de feuillus peu inflammables ni combustibles, sans que ces plantations ne gênent la circulation des véhicules de lutte contre les incendies.*

Article AU 12 – Stationnement des véhicules

Le stationnement des véhicules doit correspondre aux besoins des constructions et doit être assuré en dehors de voies publiques.

Article AU 13 – Espaces libres - Plantations

Les plantations existantes seront majoritairement conservées. Les plantations (haies de clôtures, arbres de hautes tiges, arbres d'ornements...) devront être réalisées avec des essences locales variées. Une liste d'essences végétales adaptées au territoire est jointe en annexe du présent règlement (cf. TITRE VI – ANNEXE) pour le choix des essences dites locales.

Prescription relative au risque de feux de forêt

Pour les opérations d'ensemble soumises à un aléa feux de forêt fort et très fort, le recul par rapport à l'espace boisé devra être accessible pour les véhicules de lutte contre les incendies depuis les voies ouvertes à la circulation publique. Il pourra être engazonné et planté ponctuellement de feuillus peu inflammables ni combustibles, sans que ces plantations ne gênent la circulation des véhicules de lutte contre les incendies.

Section III – Possibilité maximum d'occupation du sol

Article AU 14 – Coefficient d'occupation du sol (COS)

Non réglementé.

Disposition applicables en zone AU_L

Section I – Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Article AU_L 1 – Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article 2

Article AU_L 2 – Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Sont admis :

- ✓ Les terrains de camping à condition que la trame boisée existante soit maintenue et que la visibilité de l'opération depuis les voies extérieures soit limitée.
- ✓ Les Parcs Résidentiels de Loisirs, les résidences de tourisme et les villages de vacances et leurs équipements, à condition d'assurer l'insertion des équipements et bâtiments collectifs et de limiter l'impact visuel des constructions.
- ✓ Les constructions nouvelles à usage d'hébergement hôtelier à condition d'assurer l'insertion des bâtiments et de limiter l'impact visuel des constructions. Ces constructions nouvelles ne doivent pas être exposées au risque fort ou très fort de feux de forêt.
- ✓ Les constructions nouvelles à usages de bureaux, commerces et entrepôts (tels que locaux professionnels, d'accueil du public, d'entreposage, bureaux, bâtiments annexes,...) s'ils sont directement liés à l'activité touristique ou de loisirs autorisées et à condition de ne pas porter atteinte au site ainsi que les équipements à usage collectif nécessaires aux besoins du personnel des établissements autorisés dans la zone. Ces constructions nouvelles ne doivent pas être exposées au risque fort ou très fort de feux de forêt.
- ✓ Les constructions à usage d'habitation, à condition d'être destinées aux personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la surveillance, le gardiennage ou le fonctionnement des constructions ou installations autorisées dans la zone, – les aires de jeux et de sports ainsi que les aires de stationnement ouvertes au public à condition qu'elles soient compatibles avec la sécurité, la salubrité, le caractère du voisinage ou la capacité des infrastructures et autres équipements collectifs existants. Ces constructions nouvelles ne doivent pas être exposées au risque fort ou très fort de feux de forêt.
- ✓ Les aménagements nécessaires à l'entretien des espaces naturels et boisés, à la réalisation ou à la réfection de cheminements piétonniers et cyclistes, ainsi que les objets mobiliers destinés à l'accueil ou à l'information du public, à condition de ne pas porter atteinte au site.
- ✓ Les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif à condition de ne pas porter atteinte aux sites.
- ✓ Les affouillements et exhaussements de sol désignés à l'article R.421.23 du Code de l'Urbanisme, à condition :
 - d'être justifiés par des raisons techniques de construction ou de viabilisation ou d'être destinés aux fouilles archéologiques,
 - de présenter une remise en état du site ou une intégration paysagère adaptée (talus en pente douce, plantations, ...) après travaux.

Prescription relative au risque de feux de forêt

Les opérations d'aménagement réalisées sur l'ensemble de la zone ou par tranches soumises à un aléa fort à très fort, seront créées sous réserve de disposer d'une bande inconstructible de 12 m minimum entre les constructions et l'espace forestier. Celle-ci devra être accessible depuis la voirie publique, permettre la circulation des véhicules de lutte contre l'incendie et garantir un accès au massif tous les 500 m minimum.

Prescription relative au risque retrait-gonflement des argiles

Dans les zones concernées par le risque de retrait-gonflement des argiles, des dispositions constructives adaptées seront recommandées, ainsi que la réalisation d'une étude géotechnique de niveau G11 – G12 pour les projets plus importants et pour les projets comportant un sous-sol partiel.

Section II – Conditions d'occupation du sol

Article AU_L 3 – Accès et voirie

Tout projet doit être desservi par une voie publique ou privée dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Le nombre d'accès sera limité au minimum nécessaire au projet. Les accès ne devront pas présenter de risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Tout accès devra être aménagé pour assurer en termes de visibilité, de fonctionnalité et de facilité d'usage, cette sécurité qui sera appréciée compte-tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et l'intensité du trafic. Ainsi, les accès directs aux routes départementales, sont interdits s'il existe une possibilité d'accéder par une autre voie. En l'absence d'une telle possibilité, une construction nouvelle, si elle a pour effet d'augmenter le trafic au droit de l'accès ou si elle nécessite un accès nouveau, ne pourra être autorisée qu'avec l'accord du gestionnaire de la voie, sur les caractéristiques de cet accès.

L'accessibilité des personnes à mobilité réduite doit être prise en compte.

A défaut du respect des règles évoquées précédemment, le projet sera refusé ou ne sera accepté que sous réserve de prescriptions spéciales comportant notamment la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité.

Lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet ne sera autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Prescription relative au risque feux de forêt :

Dans les zones d'aléa fort à très fort, le terrain d'assiette du projet doit disposer par tous temps d'un accès direct à une voie ouverte à la circulation utilisable par les engins de secours et de lutte contre l'incendie. Les issues de cet accès doivent être raccordées aux voiries du réseau public, qui doivent respecter les caractéristiques des voies utilisables par les engins de secours.

Article AU_L 4 – Desserte par les réseaux

1 - Alimentation en eau potable :

Toute construction à usage d'habitation, tout local pouvant servir au travail ou à l'accueil du public ou toute installation nécessitant une alimentation en eau potable doit être raccordé au réseau public d'eau potable.

2 - Assainissement :

➤ Eaux usées :

Au sein du bourg, toute construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Ce raccordement est obligatoire.

En ce qui concerne le rejet d'eaux usées non domestiques dans le réseau public d'assainissement, une autorisation particulière sera effectuée auprès du service d'assainissement du secteur.

En l'absence de réseau collectif d'assainissement, toutes les eaux usées doivent être dirigées vers des dispositifs de traitement et d'évacuation conformes aux exigences des textes réglementaires en vigueur concernant l'assainissement non collectif (schéma communal d'assainissement avec carte d'aptitude des sols et arrêtés du 7 mars 2012 et 27 avril 2012 qui modifient les dispositions relatives aux installations d'assainissement non collectif).

➤ Eaux pluviales :

Pour les secteurs inclus dans des périmètres de protection des captages, les prescriptions de l'article 6 des Dispositions Générales du règlement devront être respectées.

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent limiter l'imperméabilisation des sols et les eaux pluviales seront en priorité recyclées ou, à défaut, infiltrées dans le sol.

Si l'infiltration est insuffisante, le rejet de l'excédent des eaux pluviales sera dirigé dans le réseau collecteur d'eaux pluviales s'il existe, ou vers le fossé, le caniveau, le milieu naturel prévus à cet effet, conformément à la réglementation en vigueur. Ces aménagements seront à la charge exclusive du pétitionnaire.

Le raccordement des eaux pluviales au réseau collecteur d'eaux pluviales est obligatoire lorsque celui-ci existe.

Lorsque la construction ou l'installation envisagée est de nature à générer des eaux pluviales polluées, dont l'apport risque de nuire au milieu naturel ou à l'efficacité des dispositifs d'assainissement, le constructeur ou l'aménageur doit mettre en œuvre les installations nécessaires pour assurer la collecte, le stockage éventuel et le traitement des eaux pluviales et de ruissellement.

3 - Autres réseaux :

Tous les branchements et raccordements divers des constructions et installations seront souterrains, si les conditions techniques le permettent et selon les prescriptions techniques imposées par le gestionnaire.

Article AU_L 5 – Caractéristiques des terrains

Non réglementé.

Article AU_L 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions devront être implantées en retrait de l'alignement des voies existantes.

Le retrait est fixé à :

- 10 mètres de l'emprise des routes départementales,
- 5 mètres minimum de l'emprise des autres voies.

Cette règle ne s'applique pas dans les zones :

- En cas d'impossibilité technique liée à la nature du sol ou à la topographie
- Pour les extensions des bâtiments et des annexes existants et les piscines

L'édification d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général pourra être réalisée à l'alignement ou en retrait de l'alignement.

Article AU_L 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions peuvent s'implanter sur les limites séparatives. Dans le cas contraire, la distance horizontale de tout point du bâtiment à édifier au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence de niveau entre ces deux points, cette distance n'étant jamais inférieure à 3 mètres.

Cette règle ne s'applique pas pour les piscines qui devront respecter un recul obligatoire de 3 mètres minimum de toute limite séparative (latérale ou fond de jardin).

Les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou assurant une mission de service public de production, de transport ou de distribution d'énergie, de télédiffusion, de radiodiffusion, de télécommunication et de distribution d'eau potable et d'assainissement, peuvent déroger à cette règle.

Prescription relative au risque feux de forêt

Dans les zones d'aléa fort et très fort, toute construction doit être implantée à une distance de 12 m minimum des limites séparatives jouxtant l'espace boisé. Cette limite est ramenée à 6 m au niveau des terrains situés au sein d'une opération d'aménagement d'ensemble comportant un espace libre collectif, large de 6 m minimum le long de ces limites.

Article AU_L 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Non réglementé.

Article AU_L 9 – Emprise au sol

Non réglementé.

Article AU_L 10 – Hauteur des constructions

1 – Conditions de mesure

La hauteur maximale est calculée à partir du sol avant travaux soit à l'égout du toit. Sur terrain plat, elle est mesurée le long de chaque façade de la construction. Lorsque le terrain naturel ou la voie est en pente, la hauteur maximale est mesurée à la partie médiane de la façade.

2 – Règles pour les constructions nouvelles

La hauteur d'une construction à usage d'habitation est fixée à 6 mètres.

Le dépassement de la limitation de hauteur est admis dans les cas suivants :

- en raison d'exigences techniques, pour les ouvrages nécessaires au fonctionnement des réseaux et des services publics ou d'intérêt collectif,
- pour les annexes fonctionnelles, telles que cheminées, antennes, etc.

Article AU_L 11 – Aspect extérieur

1 - Généralités :

Conformément aux dispositions de l'article R111-21 du Code de l'Urbanisme :

« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».

Les installations, les constructions, leurs extensions et annexes situées sur la même unité foncière devront, par leur organisation, leur implantation, leurs volumes, leurs matériaux, leurs couleurs, constituer un ensemble harmonieux et cohérent.

Les constructions et installations doivent s'intégrer aux paysages naturels et bâtis environnants.

Toute référence à une expression architecturale d'une autre région est interdite.

Implantation et terrassement :

- L'implantation des constructions sera étudiée en tenant compte de la topographie du terrain.
- Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel ou en minimiseront les modifications.
- En l'absence de relief marqué, les constructions enterrées générant des effets de butte ou de tranchée sont interdites

Toitures :

L'aspect extérieur s'harmonisera avec les formes, les matériaux et les couleurs des constructions traditionnelles dont les traits dominants sont :

- Des toitures généralement à plusieurs pentes (la pente devra être comprise entre 35 et 40 %),
- Des couvertures en matériaux de terre cuite ondulées (tuiles courbes) ou de tuiles plates de grand moule, dites de « Marseille ».

Les toitures-terrasses sont autorisées.

Des adaptations pourront notamment être admises :

- Dans le cas de constructions à usage d'habitation de style contemporain, faisant appel à des techniques, structures et matériaux nouveaux ;
- Pour permettre ou faciliter l'emploi de technologies liées aux énergies renouvelables (emploi de matériaux translucides, panneaux solaires...) et de matériaux permettant des économies d'énergie (mise en œuvre de toits végétalisés).

Façades :

Les finitions aux ciments gris sont interdites. Il est interdit l'emploi à nu de matériaux fabriqués en vu d'être recouverts d'un enduit ou d'un parement (brique creuse, bloc béton). Le bois et le verre pourront être intégrés dans les constructions.

Clôtures :

Les clôtures seront édifiées sur l'alignement ou le long de la voie publique.

La hauteur de la clôture pourra être composée d'un mur bahut de 0.60 mètres maximum, le tout surmonté de bois ou piquet métal, d'un grillage (celui-ci devra être incorporé d'une trame végétale composée d'essences locales variées). La hauteur maximale de la clôture ne devra pas dépasser

1,80 mètre. En limite séparative, les clôtures devront également, si elles existent, une hauteur de 1,80 mètre.

Les annexes :

Les annexes devront être traitées avec le même soin que les constructions principales.

Prescription relative au risque de feux de forêt (zones d'aléa fort à très fort) :

- Les haies, clôtures, installations provisoires de même usage sont autorisées, à la condition de ne pas être réalisées à partir de végétaux secs (de type brande, genêt ou bruyère arbustive),
- Au sein des terrains privés bâtis, le recul par rapport à l'espace boisé devra être maintenu libre de tout matériau et végétaux facilement inflammables. Il pourra être engazonné et planté ponctuellement de feuillus peu inflammables ni combustibles, sans que ces plantations ne gênent la circulation des véhicules de lutte contre les incendies.

Article AU_L 12 – Stationnement des véhicules

La réalisation d'aires de stationnement, conformes aux besoins de toute opération de construction ou d'occupation du sol doit être assurée en dehors des voies publiques et au moins égale aux normes minimales fixées ci-dessous :

- ✓ Gîtes ruraux : 1 place de stationnement par chambre.
- ✓ Établissements destinés à accueillir du public et hébergement touristique : Le nombre de places nécessaires sera examiné au cas par cas en fonction de la capacité d'accueil des installations.

Article AU_L 13 – Espaces libres - Plantations

Les plantations existantes seront majoritairement conservées. Les plantations (haies de clôtures, arbres de hautes tiges, arbres d'ornements...) devront être réalisées avec des essences locales variées. Une liste d'essences végétales adaptées au territoire est jointe en annexe du présent règlement (cf. TITRE VI – ANNEXE) pour le choix des essences dites locales.

Prescription relative au risque de feux de forêt

Pour les opérations d'ensemble soumises à un aléa feux de forêt fort et très fort, le recul par rapport à l'espace boisé devra être accessible pour les véhicules de lutte contre les incendies depuis les voies ouvertes à la circulation publique. Il pourra être engazonné et planté ponctuellement de feuillus peu inflammables ni combustibles, sans que ces plantations ne gênent la circulation des véhicules de lutte contre les incendies.

Section III – Possibilité maximum d'occupation du sol

Article AU_L 14 – Coefficient d'occupation du sol (COS)

Non réglementé.

Disposition applicables en zone AUx

Section I – Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Article AUx 1 – Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdits :

- ✓ Les constructions à usage d'habitation non liées à l'entreprise ou à la fonction de gardiennage.
- ✓ Les constructions à usage de groupement d'habitations
- ✓ L'ouverture et l'exploitation des carrières
- ✓ Les parcs d'attraction
- ✓ Les affouillements et exhaussements du sol
- ✓ Les dépôts de ferrailles et de vieux véhicules

Article AUx 2 – Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Sont autorisés :

- Les installations classées devront respecter la réglementation en vigueur et prendre en compte la proximité des habitations.

Prescription relative au risque de feux de forêt

Les opérations d'aménagement réalisées sur l'ensemble de la zone ou par tranches soumises à un aléa fort à très fort, seront créées sous réserve de disposer d'une bande inconstructible de 12 m minimum entre les constructions et l'espace forestier. Celle-ci devra être accessible depuis la voirie publique, permettre la circulation des véhicules de lutte contre l'incendie et garantir un accès au massif tous les 500 m minimum.

Prescription relative au risque retrait-gonflement des argiles

Dans les zones concernées par le risque de retrait-gonflement des argiles, des dispositions constructives adaptées seront recommandées, ainsi que la réalisation d'une étude géotechnique de niveau G11 – G12 pour les projets plus importants et pour les projets comportant un sous-sol partiel.

Section II – Conditions d'occupation du sol

Article AUx 3 – Accès et voirie

Tout projet doit être desservi par une voie publique ou privée dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Le nombre d'accès sera limité au minimum nécessaire au projet. Les accès ne devront pas présenter de risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Tout accès devra être aménagé pour assurer en termes de visibilité, de fonctionnalité et de facilité d'usage, cette sécurité qui sera appréciée compte-tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et l'intensité du trafic. Ainsi, les accès directs aux routes départementales, sont interdits s'il existe une possibilité d'accéder par une autre voie. En l'absence d'une telle possibilité, une construction nouvelle, si elle a pour effet d'augmenter le trafic au droit de l'accès ou si elle nécessite un accès nouveau, ne pourra être autorisée qu'avec l'accord du gestionnaire de la voie, sur les caractéristiques de cet accès.

L'accessibilité des personnes à mobilité réduite doit être prise en compte.

A défaut du respect des règles évoquées précédemment, le projet sera refusé ou ne sera accepté que sous réserve de prescriptions spéciales comportant notamment la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité.

Lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet ne sera autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Prescription relative au risque feux de forêt :

Dans les zones d'aléa fort à très fort, le terrain d'assiette du projet doit disposer par tous temps d'un accès direct à une voie ouverte à la circulation utilisable par les engins de secours et de lutte contre l'incendie. Les issues de cet accès doivent être raccordées aux voiries du réseau public, qui doivent respecter les caractéristiques des voies utilisables par les engins de secours.

Article AUx 4 – Desserte par les réseaux

1 - Alimentation en eau potable :

Toute construction à usage d'habitation, tout local pouvant servir au travail ou à l'accueil du public ou toute installation nécessitant une alimentation en eau potable doit être raccordé au réseau public d'eau potable.

2 - Assainissement :

➤ Eaux usées :

Au sein du bourg, toute construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Ce raccordement est obligatoire.

En ce qui concerne le rejet d'eaux usées non domestiques dans le réseau public d'assainissement, une autorisation particulière sera effectuée auprès du service d'assainissement du secteur.

En l'absence de réseau collectif d'assainissement, toutes les eaux usées doivent être dirigées vers des dispositifs de traitement et d'évacuation conformes aux exigences des textes réglementaires en vigueur concernant l'assainissement non collectif (schéma communal d'assainissement avec carte d'aptitude des sols et arrêtés du 7 mars 2012 et 27 avril 2012 qui modifient les dispositions relatives aux installations d'assainissement non collectif).

➤ Eaux pluviales :

Pour les secteurs inclus dans des périmètres de protection des captages, les prescriptions de l'article 6 des Dispositions Générales du règlement devront être respectées.

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent limiter l'imperméabilisation des sols et les eaux pluviales seront en priorité recyclées ou, à défaut, infiltrées dans le sol.

Si l'infiltration est insuffisante, le rejet de l'excédent des eaux pluviales sera dirigé dans le réseau collecteur d'eaux pluviales s'il existe, ou vers le fossé, le caniveau, le milieu naturel prévus à cet effet, conformément à la réglementation en vigueur. Ces aménagements seront à la charge exclusive du pétitionnaire.

Le raccordement des eaux pluviales au réseau collecteur d'eaux pluviales est obligatoire lorsque celui-ci existe.

Lorsque la construction ou l'installation envisagée est de nature à générer des eaux pluviales polluées, dont l'apport risque de nuire au milieu naturel ou à l'efficacité des dispositifs d'assainissement, le constructeur ou l'aménageur doit mettre en œuvre les installations nécessaires pour assurer la collecte, le stockage éventuel et le traitement des eaux pluviales et de ruissellement.

3 - Autres réseaux :

Tous les branchements et raccordements divers des constructions et installations seront souterrains, si les conditions techniques le permettent et selon les prescriptions techniques imposées par le gestionnaire.

Article AUx 5 – Caractéristiques des terrains

Non réglementé.

Article AUx 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions devront être implantées en retrait de l'alignement des voies existantes.

Le retrait est fixé à :

- 10 mètres de l'emprise des routes départementales,
- 5 mètres minimum de l'emprise des autres voies.
- les reculs définis ci-dessus ne s'appliquent pas dans le cas d'installations directement liées aux infrastructures routières et aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières.

Article AUx 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions devront s'implanter à 15 mètres des limites séparatives.

Prescription relative au risque feux de forêt

Dans les zones d'aléa fort et très fort, toute construction doit être implantée à une distance de 12 m minimum des limites séparatives jouxtant l'espace boisé. Cette limite est ramenée à 6 m au niveau des terrains situés au sein d'une opération d'aménagement d'ensemble comportant un espace libre collectif, large de 6 m minimum le long de ces limites.

Article AUx 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Non réglementé.

Article AUx 9 – Emprise au sol

Non réglementé.

Article AUx 10 – Hauteur des constructions

1 – Conditions de mesure

La hauteur maximale est calculée à partir du sol avant travaux soit à l'égout du toit. Sur terrain plat, elle est mesurée le long de chaque façade de la construction. Lorsque le terrain naturel ou la voie est en pente, la hauteur maximale est mesurée à la partie médiane de la façade.

2 – Règles pour les constructions nouvelles

La hauteur d'une construction à usage d'habitation est fixée à 6 mètres.

Le dépassement de la limitation de hauteur est admis dans les cas suivants :

- en raison d'exigences techniques, pour les ouvrages nécessaires au fonctionnement des réseaux et des services publics ou d'intérêt collectif,
- pour les annexes fonctionnelles, telles que cheminées, antennes, *etc.*

Article AUx 11 – Aspect extérieur

1 - Généralités :

Conformément aux dispositions de l'article R111-21 du Code de l'Urbanisme :

« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».

Les installations, les constructions, leurs extensions et annexes situées sur la même unité foncière devront, par leur organisation, leur implantation, leurs volumes, leurs matériaux, leurs couleurs, constituer un ensemble harmonieux et cohérent.

Les constructions et installations doivent s'intégrer aux paysages naturels et bâtis environnants.

Toute référence à une expression architecturale d'une autre région est interdite.

Implantation et terrassement :

- L'implantation des constructions sera étudiée en tenant compte de la topographie du terrain.
- Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel ou en minimiseront les modifications.
- En l'absence de relief marqué, les constructions enterrées générant des effets de butte ou de tranchée sont interdites

Toitures :

L'aspect extérieur s'harmonisera avec les formes, les matériaux et les couleurs des constructions traditionnelles dont les traits dominants sont :

- Des toitures généralement à plusieurs pentes (la pente devra être comprise entre 35 et 40 %),
- Des couvertures en matériaux de terre cuite ondulées (tuiles courbes) ou de tuiles plates de grand moule, dites de « Marseille ».

Les toitures-terrasses sont autorisées.

Des adaptations pourront notamment être admises :

- Dans le cas de constructions à usage d'habitation de style contemporain, faisant appel à des techniques, structures et matériaux nouveaux ;

- Pour permettre ou faciliter l'emploi de technologies liées aux énergies renouvelables (emploi de matériaux translucides, panneaux solaires...) et de matériaux permettant des économies d'énergie (mise en œuvre de toits végétalisés).

Façades :

Les finitions aux ciments gris sont interdites. Il est interdit l'emploi à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un enduit ou d'un parement (brique creuse, bloc béton). Le bois et le verre pourront être intégrés dans les constructions.

Clôtures :

Les clôtures seront édifiées sur l'alignement ou le long de la voie publique.

La hauteur de la clôture pourra être composée d'un mur bahut de 0.60 mètres maximum, le tout surmonté de bois ou piquet métal, d'un grillage (celui-ci devra être incorporé d'une trame végétale composée d'essences locales variées). La hauteur maximale de la clôture ne devra pas dépasser 1,80 mètre. En limite séparative, les clôtures devront également, si elles existent, une hauteur de 1,80 mètre.

Les annexes :

Les annexes devront être traitées avec le même soin que les constructions principales.

Prescription relative au risque de feux de forêt (zones d'aléa fort à très fort) :

- *Les haies, clôtures, installations provisoires de même usage sont autorisées, à la condition de ne pas être réalisées à partir de végétaux secs (de type brande, genêt ou bruyère arbustive),*
- *Au sein des terrains privatifs bâtis, le recul par rapport à l'espace boisé devra être maintenu libre de tout matériau et végétaux facilement inflammables. Il pourra être engazonné et planté ponctuellement de feuillus peu inflammables ni combustibles, sans que ces plantations ne gênent la circulation des véhicules de lutte contre les incendies.*

Article AUx 12 – Stationnement des véhicules

Le stationnement des véhicules doit correspondre aux besoins des constructions et doit être assuré en dehors de voies publiques.

Article AUx 13 – Espaces libres - Plantations

Les plantations existantes seront majoritairement conservées. Les plantations (haies de clôtures, arbres de hautes tiges, arbres d'ornements...) devront être réalisées avec des essences locales variées. Une liste d'essences végétales adaptées au territoire est jointe en annexe du présent règlement (cf. TITRE VI – ANNEXE) pour le choix des essences dites locales.

Sur chaque unité foncière privative, les surfaces libres de toute construction, ainsi que les aires de stationnement seront plantées.

Des rideaux végétaux pourront être réalisés le long des voiries.

Prescription relative au risque de feux de forêt

Pour les opérations d'ensemble soumises à un aléa feux de forêt fort et très fort, le recul par rapport à l'espace boisé devra être accessible pour les véhicules de lutte contre les incendies depuis les voies ouvertes à la circulation publique. Il pourra être engazonné et planté ponctuellement de feuillus peu

inflammables ni combustibles, sans que ces plantations ne gênent la circulation des véhicules de lutte contre les incendies.

Section III – Possibilité maximum d'occupation du sol

Article AUx 14 – Coefficient d'occupation du sol (COS)

Non réglementé.

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AU0

(zone à urbaniser à long terme, à vocation principale d'habitat)

Caractère et vocation de la zone

zone à vocation principale d'habitat à urbaniser à long terme, au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à ces zones à condition que :

- 75% de la zone Aub soit déjà construite pour l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU01,
- 100% de la zone AUb soit construite et que 75% de la zone AU01 soit déjà construite pour l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU02.

Une modification simplifiée du PLU, avec mise en place d'un règlement adapté à la vocation de la zone sera effectué pour l'ouverture à l'urbanisation.

Section I – Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Article AU0 1 – Occupations et utilisations du sol interdites

A l'exclusion des installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics et réseaux d'intérêt public et des constructions ou réalisations d'installations nécessaires au fonctionnement du service public, toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites.

Article AU0 2 – Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

L'ouverture à l'urbanisation de ces secteurs est conditionnée au respect des préconisations des Orientations d'Aménagement et de Programmation.

Section II – Conditions d'occupation du sol

Article AU0 3 – Accès et voirie

Non réglementé.

Article AU0 4 – Desserte par les réseaux

Non réglementé.

Article AU0 5 – Caractéristiques des terrains

Non réglementé.

Article AU0 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

L'édification d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général pourra être réalisée à l'alignement ou en retrait de l'alignement.

Article AU0 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

L'édification d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général pourra être réalisée en limite séparative ou en retrait de l'alignement.

Article AU0 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Non réglementé.

Article AU0 9 – Emprise au sol

Non réglementé.

Article AU0 10 – Hauteur des constructions

Non réglementé.

Article AU0 11 – Aspect extérieur

Non réglementé.

Article AU0 12 – Stationnement des véhicules

Non réglementé.

Article AU0 13 – Espaces libres - Plantations

Non réglementé.

Section III – Possibilité maximum d'occupation du sol**Article AU0 14 – Coefficient d'occupation du sol (COS)**

Non réglementé.

TITRE IV - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A

Caractère et vocation de la zone

Comme le définit l'article R 123-7 du Code de l'Urbanisme, les zones agricoles ou « zones A » sont les secteurs de la commune, équipée ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Elle comprend :

La zone A : zone agricole à protéger

Zone agricole équipée ou non, à protéger afin de préserver l'espace agricole et de ne pas créer de gêne au fonctionnement, à l'extension, au regroupement et à la modernisation des exploitations. Sa vocation est exclusivement agricole.

Seules sont autorisées dans cette zone, les constructions et installations strictement nécessaires à l'exploitation agricole, ainsi que les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

La zone A1 : zone agricole de constructibilité limitée, concernant les constructions des non agriculteurs

La zone A1 correspond aux secteurs à dominante agricole où sont présentes des constructions isolées, disséminées dans l'espace rural, dont des airials.

A la différence de la zone A, la zone A1 autorise des extensions ou des annexes pour les constructions existantes des non agriculteurs.

La zone A2 : zone agricole de constructibilité limitée, concernant les constructions des agriculteurs

La zone A2 correspond aux secteurs à dominante agricole où sont présentes des constructions isolées, disséminées dans l'espace rural, dont des airials.

A la différence de la zone A1, la zone A2 autorise des extensions ou des annexes pour les constructions existantes (à usage d'habitation ou à usage agricole) des agriculteurs.

Section I – Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Article A 1 – Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol à l'exclusion des constructions et installations nécessaires aux services publics ou assurant une mission de service public, aux équipements d'intérêt général et à l'exploitation agricole.

Article A 2 – Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Dans la zone A :

Sont admis:

- une diversification de l'activité agricole vers de l'agrotourisme,
- le changement de destination des bâtiments agricoles pour les bâtiments existants à la date d'approbation du PLU (conformément à l'article R-123-12-2 du Code de l'Urbanisme), à condition que les constructions soient destinées à un usage autorisé au sein de la zone,
- les affouillements et exhaussements de sol,
- les infrastructures à conditions qu'elles soient nécessaires à l'irrigation.

Dans la zone A1 :

Sont admis :

- l'extension limitée à 30 % de la surface de plancher ou la transformation des locaux à usage d'habitation existants à condition qu'il ne soit pas créé un logement supplémentaire et qu'ils soient desservis par les réseaux,
- la reconstruction à l'identique sur le site d'un bâtiment existant à la date d'approbation du présent PLU après démolition totale
- les annexes liés à l'habitation,
- l'aménagement des constructions dont il reste l'essentiel des murs porteurs
- le changement de destination des bâtiments agricoles pour les bâtiments existants à la date d'approbation du PLU (conformément à l'article R-123-12-2 du Code de l'Urbanisme), à condition que les constructions soient destinées à un usage autorisé au sein de la zone. Par contre leur extension future est interdite,
- les infrastructures à conditions qu'elles soient nécessaires à l'irrigation.

Dans la zone A2 :

Sont admis :

- l'extension limitée à 30 % de la surface de plancher ou la transformation des locaux à usage d'habitation existants à condition qu'il ne soit pas créé un logement supplémentaire et qu'ils soient desservis par les réseaux,
- la reconstruction à l'identique sur le site d'un bâtiment existant à la date d'approbation du présent PLU après démolition totale
- les annexes liés à l'habitation,
- l'aménagement des constructions dont il reste l'essentiel des murs porteurs
- le changement de destination des bâtiments agricoles pour les bâtiments existants à la date d'approbation du PLU (conformément à l'article R-123-12-2 du Code de l'Urbanisme), à condition que les constructions soient destinées à un usage autorisé au sein de la zone. Par contre leur extension future est interdite,
- les infrastructures à conditions qu'elles soient nécessaires à l'irrigation,
- les constructions à usage agricole nécessaires à l'exploitation.

Prescription relative au risque de feux de forêt

Les opérations d'aménagement réalisées sur l'ensemble de la zone ou par tranches et soumises à un aléa fort à très fort, seront créées sous réserve de disposer d'une bande inconstructible de 12 m minimum entre les constructions et l'espace forestier. Celle-ci devra être accessible depuis la voirie publique, permettre la circulation des véhicules de lutte contre l'incendie et garantir un accès au massif tous les 500 m minimum.

Section II – Conditions d'occupation du sol

Article A 3 – Accès et voirie

Tout projet doit être desservi par une voie publique ou privée dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Le nombre d'accès sera limité au minimum nécessaire au projet. Les accès ne devront pas présenter de risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Tout accès devra être aménagé pour assurer en termes de visibilité, de fonctionnalité et de facilité d'usage, cette sécurité qui sera appréciée compte-tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et l'intensité du trafic. Ainsi, les accès directs aux routes départementales, sont interdits s'il existe une possibilité d'accéder par une autre voie. En l'absence d'une telle possibilité, une construction nouvelle, si elle a pour effet d'augmenter le trafic au droit de l'accès ou si elle nécessite un accès nouveau, ne pourra être autorisée qu'avec l'accord du gestionnaire de la voie, sur les caractéristiques de cet accès.

L'accessibilité des personnes à mobilité réduite doit être prise en compte.

A défaut du respect des règles évoquées précédemment, le projet sera refusé ou ne sera accepté que sous réserve de prescriptions spéciales comportant notamment la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité.

Lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet ne sera autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Prescription relative au risque feux de forêt :

Dans les zones d'aléa fort à très fort, le terrain d'assiette du projet doit disposer par tous temps d'un accès direct à une voie ouverte à la circulation utilisable par les engins de secours et de lutte contre l'incendie. Les issues de cet accès doivent être raccordées aux voiries du réseau public, qui doivent respecter les caractéristiques des voies utilisables par les engins de secours.

Article A 4 – Desserte par les réseaux

1 - Alimentation en eau potable :

Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail ou à l'accueil du public ou installation nécessitant une alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

2 - Assainissement :

➤ Eaux usées :

Au sein du bourg, toute construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Ce raccordement est obligatoire.

En ce qui concerne le rejet d'eaux usées non domestiques dans le réseau public d'assainissement, une autorisation particulière sera effectuée auprès du service d'assainissement du secteur (des prescriptions techniques adaptées à la demande pourront être demandées).

En l'absence de réseau collectif d'assainissement, toutes les eaux usées doivent être dirigées vers des dispositifs de traitement et d'évacuation conformes aux exigences des textes réglementaires en vigueur concernant l'assainissement non collectif (schéma communal d'assainissement avec carte d'aptitude des sols et arrêtés du 7 mars 2012 et 27 avril 2012 qui modifient les dispositions relatives aux installations d'assainissement non collectif).

➤ Eaux pluviales :

Pour les secteurs inclus dans des périmètres de protection des captages, les prescriptions de l'article 6 des Dispositions Générales du règlement devront être respectées.

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent limiter l'imperméabilisation des sols et les eaux pluviales seront en priorité recyclées ou, à défaut, infiltrées dans le sol.

Si l'infiltration est insuffisante, le rejet de l'excédent des eaux pluviales sera dirigé dans le réseau collecteur d'eaux pluviales s'il existe, ou vers le fossé, le caniveau, le milieu naturel prévus à cet effet, conformément à la réglementation en vigueur. Ces aménagements seront à la charge exclusive du pétitionnaire.

Le raccordement des eaux pluviales au réseau collecteur d'eaux pluviales est obligatoire lorsque celui-ci existe.

Les récupérateurs d'eau sont autorisés.

Lorsque la construction ou l'installation envisagée est de nature à générer des eaux pluviales polluées, dont l'apport risque de nuire au milieu naturel ou à l'efficacité des dispositifs d'assainissement, le constructeur ou l'aménageur doit mettre en œuvre les installations nécessaires pour assurer la collecte, le stockage éventuel et le traitement des eaux pluviales et de ruissellement.

3 - Autres réseaux :

Tous les branchements et raccordements divers des constructions et installations seront souterrains, si les conditions techniques le permettent et selon les prescriptions techniques imposées par le gestionnaire.

Article A 5 – Caractéristiques des terrains

Non réglementé.

Article A 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions et les installations doivent être édifiées à une distance au moins égale à :

- 75 mètres minimum de l'axe des routes départementales classées à grande circulation (RD655 et RD8).
- En dehors de ces secteurs, les constructions et les installations doivent être édifiées à 5 mètres minimum de l'emprise existante ou projetée de la chaussée,
- 20 mètres minimum de l'emprise existante des routes départementales,
- 10 mètres minimum de l'emprise des voies communales existantes et chemins ruraux sans dépasser 20 mètres.

Des implantations différentes peuvent être autorisées ou imposées en cas d'extension d'une construction existante, il pourra être exigé un recul à l'alignement au moins égal à celui du bâtiment existant.

Dans tous les cas, le gestionnaire de la voirie devra être obligatoirement consulté.

Article A 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions et installations polluantes, nuisibles ou dangereuses ne pourront s'implanter à moins de 200 mètres des zones U et AU à usage d'habitation.

Les constructions seront implantées à au moins 15 mètres des ruisseaux et des cours d'eau. Les infrastructures liées à l'irrigation ayant un moteur non thermique sont exemptées de ce recul de 15 mètres.

Les autres constructions devront être implantées à 10 mètres minimum de la limite séparative.

Prescription relative au risque feux de forêt

Dans les zones d'aléa fort à très fort, toute construction doit être implantée à une distance de 12 m minimum des limites séparatives jouxtant l'espace boisé. Cette limite est ramenée à 6 m au niveau des terrains situés au sein d'une opération d'aménagement d'ensemble comportant un espace libre collectif, large de 6 m minimum le long de ces limites.

Article A 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Non réglementé.

Article A 9 – Emprise au sol

Non réglementé.

Article A 10 – Hauteur des constructions

1 – Conditions de mesure

La hauteur maximale est calculée à partir du sol avant travaux soit à l'égout du toit. Sur terrain plat, elle est mesurée le long de chaque façade de la construction. Lorsque le terrain naturel ou la voie est en pente, la hauteur maximale est mesurée à la partie médiane de la façade.

2 – Règle

La hauteur maximale des constructions ne peut excéder :

- 8 mètres à l'égout du toit pour les bâtiments agricoles,
- 6 mètres pour les autres constructions.

3 – Dépassement

Le dépassement de la limitation de hauteur est admis dans les cas suivants :

- En cas d'extension de bâtiments existants dépassant déjà cette limite, sans dépasser l'état existant,
- En raison d'exigences techniques, pour les ouvrages et éléments nécessaires au fonctionnement des activités agricoles (silos, cuves, etc.)
- En raison d'exigences techniques, pour les ouvrages nécessaires au fonctionnement des réseaux et des services publics ou d'intérêt collectif.
- En cas de création de bâtiments liés à la valorisation des sols et sous-sols.

Article A 11 – Aspect extérieur

1 - Généralités :

Conformément aux dispositions de l'article R111-21 du Code de l'Urbanisme :

« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».

Les constructions, leurs extensions et annexes situées sur la même unité foncière devront, par leur organisation, leur implantation, leurs volumes, leurs matériaux, leurs couleurs, constituer un ensemble harmonieux et cohérent.

Les constructions et installations doivent s'intégrer aux paysages naturels et bâtis environnants.

Les constructions nouvelles à usage agricole ne pourront être admises que sous réserve d'une recherche particulière d'intégration du bâtiment dans le paysage, en particulier par la localisation de la construction, le choix des matériaux et des teintes.

Les constructions traditionnelles existantes devront être restaurées, modifiées en respectant leur caractère architectural d'origine.

Toute référence à une expression architecturale d'une autre région est interdite.

Clôtures :

Les clôtures seront édifiées sur l'alignement ou le long de la voie publique.

La hauteur de la clôture pourra être composée d'un mur bahut de 0.60 mètres maximum, le tout surmonté de bois ou piquet métal, d'un grillage (celui-ci devra être incorporé d'une trame végétale composée d'essences locales variées). La hauteur maximale de la clôture ne devra pas dépasser 1,80 mètre. En limite séparative, les clôtures devront également, si elles existent, une hauteur de 1,80 mètre.

En zone A et A1 :

Seules sont autorisées les clôtures de type agricoles perméables à la faune sauvage (clôtures trois files sur poteaux bois ou clôtures végétales).

➤ Restauration ou modification de bâtiments existants :

- Le projet de restauration devra conserver les éléments d'architecture d'origine,
- Les annexes ne devront pas modifier le caractère du bâti ancien et auront de préférence un caractère mineur,

Un nuancier de couleurs pour les façades des bâtiments anciens à réhabiliter est joint en annexes (cf. TITRE VI – ANNEXE).

Prescription relative au risque de feux de forêt (zones d'aléa fort à très fort)

- Les haies, clôtures, installations provisoires de même usage sont autorisées, à la condition de ne pas être réalisées à partir de végétaux secs (de type brande, genêt ou bruyère arbustive),
- Au sein des terrains privatifs bâtis, le recul par rapport à l'espace boisé devra être maintenu libre de tout matériau et végétaux facilement inflammables. Il pourra être engazonné et planté ponctuellement de feuillus peu inflammables ni combustibles, sans que ces plantations ne gênent la circulation des véhicules de lutte contre les incendies.

Article A 12 – Stationnement des véhicules

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

Article A 13 – Espaces libres - Plantations

Non réglementé.

Section III – Possibilité maximum d'occupation du sol**Article A 14 – Coefficient d'occupation du sol (COS)**

Non réglementé.

TITRE V - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES ET FORESTIERES

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N

Caractère et vocation de la zone

Elle comprend :

La zone N : zone naturelle et forestière de protection absolue

Zone naturelle, strictement inconstructible, à protéger en raison :

- de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt; notamment d'un point de vue esthétique, historique ou écologique,
- de l'existence d'exploitation forestière,
- de son caractère d'espaces naturels.

La zone N1 : zone naturelle de constructibilité limitée

La zone N1 correspond aux secteurs à dominante naturelle où sont présentes des constructions isolées, disséminées dans l'espace rural, dont des airials.

A la différence de la zone N, la zone N1 autorise des extensions ou des annexes pour les constructions existantes.

La zone Nc : zone naturelle réservée à l'exploitation de carrières

Zone dans laquelle sont autorisées les installations nécessaires au fonctionnement de cette exploitation.

La zone NL : zone naturelle réservée aux équipements et aux activités touristiques, sportives et de loisirs

La zone NL est un secteur où la constructibilité est très limitée. Seules sont autorisées les installations nécessaires aux services publics ou strictement nécessaires aux activités de sport, de loisirs et de tourisme,

La zone Npe : zone naturelle réservée aux équipements permettant la production d'énergie renouvelable

Le secteur correspond à l'emprise foncière du parc solaire photovoltaïque du lieu-dit « Montagne ». Seules sont autorisées dans cette zone, les constructions et installations strictement nécessaires à l'exploitation et à la production d'énergie renouvelable, ainsi que les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Section I – Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Article N 1 – Occupations et utilisations du sol interdites

Toutes occupations et utilisations des sols sont interdites à l'exception des installations et constructions soumises à des conditions particulières et listées à l'article N2. Sont interdites par ailleurs toute occupation ou utilisation des sols liés à l'exploitation ou au traitement des déchets.

Article N 2 – Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Sont admis sous conditions dans la zone N, les affouillements et les exhaussements de sol.

Sont admis:

Dans la zone N1 :

- l'extension limitée à hauteur de 30 % de la surface de plancher existante ou à concurrence de 200 m² ou la transformation de locaux à usage d'habitation existants à condition qu'il ne soit pas créé un logement supplémentaire et qu'ils soient desservis par les réseaux
- la reconstruction à l'identique sur le site d'un bâtiment existant à la date d'approbation du présent PLU après démolition totale
- les annexes liés à l'habitation
- l'aménagement des constructions dont il reste l'essentiel des murs porteurs.
- le changement de destination des bâtiments ayant un intérêt patrimonial ou architectural, à condition que les constructions soient destinées à un usage autorisé au sein de la zone,
- les infrastructures à conditions qu'elles soient nécessaires à l'irrigation.

Dans la zone Nc :

- Les constructions directement liées à l'exploitation de la carrière,
- Les constructions à usage d'habitation destinée aux personnes dont la présence permanente est nécessaire à l'activité considérée.

Dans la zone NL :

- les modifications des constructions existantes, les installations nouvelles nécessaires au fonctionnement et à la gestion des activités de loisirs, de tourisme
- les constructions à usage d'habitation et leurs annexes, à condition qu'elles soient destinées au logement des personnes dont la présence est indispensable pour assurer le bon fonctionnement, la surveillance et le gardiennage des installations de la zone,
- les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêts collectifs.

Dans la zone Npe :

- Les constructions ou installations directement liées à l'exploitation d'une centrale photovoltaïque ou des énergies renouvelables,
- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêts collectifs.

Section II – Conditions d'occupation du sol

Article N 3 – Accès et voirie

Tout projet doit être desservi par une voie publique ou privée dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Le nombre d'accès sera limité au minimum nécessaire au projet. Les accès ne devront pas présenter de risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Tout accès devra être aménagé pour assurer en termes de visibilité, de fonctionnalité et de facilité d'usage, cette sécurité qui sera appréciée compte-tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et l'intensité du trafic. Ainsi, les accès directs aux routes départementales, sont interdits s'il existe une possibilité d'accéder par une autre voie. En l'absence d'une telle possibilité, une construction nouvelle, si elle a pour effet d'augmenter le trafic au droit de l'accès ou si elle nécessite un accès nouveau, ne pourra être autorisée qu'avec l'accord du gestionnaire de la voie, sur les caractéristiques de cet accès.

L'accessibilité des personnes à mobilité réduite doit être prise en compte.

A défaut du respect des règles évoquées précédemment, le projet sera refusé ou ne sera accepté que sous réserve de prescriptions spéciales comportant notamment la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité.

Lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet ne sera autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Prescription relative au risque feux de forêt :

Dans les zones d'aléa fort et très fort, le terrain d'assiette du projet doit disposer par tous temps d'un accès direct à une voie ouverte à la circulation utilisable par les engins de secours et de lutte contre l'incendie. Les issues de cet accès doivent être raccordées aux voiries du réseau public, qui doivent respecter les caractéristiques des voies utilisables par les engins de secours.

Article N 4 – Desserte par les réseaux

1 - Alimentation en eau potable :

Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail ou à l'accueil du public ou installation nécessitant une alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau public d'eau potable

2 - Assainissement :

➤ Eaux usées :

Au sein du bourg, toute construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Ce raccordement est obligatoire.

En ce qui concerne le rejet d'eaux usées non domestiques dans le réseau public d'assainissement, une autorisation particulière sera effectuée auprès du service d'assainissement du secteur (des prescriptions techniques adaptées à la demande pourront être demandées).

En l'absence de réseau collectif d'assainissement, toutes les eaux usées doivent être dirigées vers des dispositifs de traitement et d'évacuation conformes aux exigences des textes réglementaires en vigueur concernant l'assainissement non collectif (schéma communal d'assainissement avec carte d'aptitude des sols et arrêtés du 7 mars 2012 et 27 avril 2012 qui modifient les dispositions relatives aux installations d'assainissement non collectif).

➤ Eaux pluviales :

Pour les secteurs inclus dans des périmètres de protection des captages, les prescriptions de l'article 6 des Dispositions Générales du règlement devront être respectées.

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent limiter l'imperméabilisation des sols et les eaux pluviales seront en priorité recyclées ou, à défaut, infiltrées dans le sol.

Si l'infiltration est insuffisante, le rejet de l'excédent des eaux pluviales sera dirigé dans le réseau collecteur d'eaux pluviales s'il existe, ou vers le fossé, le caniveau, le milieu naturel prévus à cet effet, conformément à la réglementation en vigueur. Ces aménagements seront à la charge exclusive du pétitionnaire.

Le raccordement des eaux pluviales au réseau collecteur d'eaux pluviales est obligatoire lorsque celui-ci existe.

Les récupérateurs d'eau sont autorisés.

Lorsque la construction ou l'installation envisagée est de nature à générer des eaux pluviales polluées, dont l'apport risque de nuire au milieu naturel ou à l'efficacité des dispositifs d'assainissement, le constructeur ou l'aménageur doit mettre en œuvre les installations nécessaires pour assurer la collecte, le stockage éventuel et le traitement des eaux pluviales et de ruissellement.

3 - Autres réseaux :

Tous les branchements et raccordements divers des constructions et installations seront souterrains, si les conditions techniques le permettent et selon les prescriptions techniques imposées par le gestionnaire.

Article N 5 – Caractéristiques des terrains

Non réglementé.

Article N 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions et les installations doivent être édifiées à une distance au moins égale à :

- 75 mètres de l'axe des routes départementales classées à grande circulation (RD655 et RD8),
- 20 mètres par rapport à l'emprise des routes départementales,
- 10 mètres de l'emprise des voies communales et chemins ruraux sans dépasser 20 mètres.

Dans tous les cas, le gestionnaire de la voirie devra être obligatoirement consulté.

Ces dispositions ne s'appliquent pas pour les constructions et installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics et réseaux d'intérêt public et pour la zone Npe.

Article N 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions et installations polluantes, nuisibles ou dangereuses ne pourront s'implanter à moins de 200 mètres des zones U et AU à usage d'habitation.

Les constructions seront implantées à au moins 15 mètres des ruisseaux et des cours d'eau. Les infrastructures liées à l'irrigation ayant un moteur non thermique sont exemptées de ce recul de 15 mètres.

Les autres constructions devront être implantées à 10 mètres minimum de la limite séparative.

Prescription relative au risque feux de forêt

Dans les zones d'aléa fort à très fort, toute construction doit être implantée à une distance de 12 m minimum des limites séparatives jouxtant l'espace boisé. Cette limite est ramenée à 6 m au niveau des terrains situés au sein d'une opération d'aménagement d'ensemble comportant un espace libre collectif, large de 6 m minimum le long de ces limites.

Article N 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Non réglementé.

Article N 9 – Emprise au sol

Non réglementé.

Article N 10 – Hauteur des constructions

1 – Conditions de mesure

La hauteur maximale est calculée à partir du sol avant travaux soit à l'égout du toit. Sur terrain plat, elle est mesurée le long de chaque façade de la construction. Lorsque le terrain naturel ou la voie est en pente, la hauteur maximale est mesurée à la partie médiane de la façade.

2 – Règle

La hauteur maximale des constructions ne peut excéder 8 mètres pour l'ensemble des constructions autorisées.

Le dépassement de la limitation de hauteur est admis dans les cas suivants :

- En cas d'extension de bâtiments existants dépassant déjà cette limite, sans dépasser l'état existant,
- En raison d'exigences techniques, pour les ouvrages nécessaires au fonctionnement des réseaux et des services publics ou d'intérêt collectif,
- En cas de création de bâtiments liés à la valorisation des sols et sous-sols.

Article N 11 – Aspect extérieur

Généralités :

Conformément aux dispositions de l'article R111-21 du Code de l'Urbanisme :

« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».

De par sa taille, son implantation, sa volumétrie et son aspect, le projet doit s'intégrer dans son environnement.

En cas de travaux sur un bâtiment existant, le plus grand soin sera apporté à la qualité des matériaux mis en œuvre afin de ne pas compromettre la valeur architecturale et patrimoniale du bâtiment. Les ouvertures et les volumes devront s'inspirer de ceux du bâtiment d'origine et de l'architecture traditionnelle locale.

Clôtures :

Les clôtures seront édifiées sur l'alignement ou le long de la voie publique. La hauteur de la clôture pourra être composée d'un mur bahut de 0.60 mètre maximum, le tout surmonté de bois ou piquet métal, d'un grillage (celui-ci devra être incorporé d'une trame végétale composée d'essences locales variées). La hauteur maximale de la clôture ne devra pas dépasser 1,80 mètre.

En limite séparative, les clôtures auront également, si elles existent, une hauteur maximale de 1,80 mètre.

Les annexes :

Les annexes devront être traitées avec le même soin que les constructions principales. Les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou leur aspect extérieur, devront respecter le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels.

➤ Restauration ou modification de bâtiments existants :

- Le projet de restauration devra conserver les éléments d'architecture d'origine,
- Les extensions et annexes ne devront pas modifier le caractère du bâti ancien et auront de préférence un caractère mineur,

Un nuancier de couleurs pour les façades des bâtiments anciens à réhabiliter est joint en annexes (cf. TITRE VI – ANNEXE).

Article N 12 – Stationnement des véhicules

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

Dans la zone NL :

Pour les installations à usage d'activités touristiques et de loisirs, il devra être prévu les stationnements pour le personnel, les visiteurs, les véhicules de livraison et de service.

Article N 13 – Espaces libres et plantations

Non réglementé.

Section III – Possibilité maximum d'occupation du sol


Article N 14 – Coefficient d'occupation du sol

Non réglementé.

TITRE VI – ANNEXE

GUIDE DES ESSENCES VEGETALES LOCALES

Extrait de « Plantez votre paysage » Le guide des essences locales du Val de Garonne-Gascogne - élaboré dans le cadre du programme Leader du Pays Val de Garonne-Gascogne



Plantez votre paysage

Guide des essences locales
du Val de Garonne - Gascogne

introduction

Dans le cadre d'un programme européen, le Pays Val de Garonne-Gascogne recommande une liste d'espèces à privilégier dans tous réaménagements.

Afin de valoriser notre patrimoine naturel, nous vous proposons une liste d'espèces vivaces spontanément présentes sur le territoire. Nous limitons ainsi l'introduction de plantes exogènes pouvant devenir invasives.

Nous présentons des espèces communes ou plus rares mais toutes adaptées aux conditions écologiques de notre région.

Pour faciliter l'utilisation de ce catalogue, nous avons classé les espèces en trois groupes : les arbres de 10 à 40 mètres de hauteur, les arbustes de 1 à 10 mètres de hauteur et les plantes basses de moins de 1 mètre. Chaque espèce est illustrée par des photographies, sa phénologie est décrite ainsi que les conditions écologiques optimales à son développement. Des pictogrammes simplifient la lecture des informations.

Ce catalogue n'est pas exhaustif, mais nous tenons à proscrire les espèces exogènes.

LA LISTE NOIRE DES PLANTES À PROSCRIRE

Des espèces originaires d'autres continents et introduites en France par l'homme, volontairement ou accidentellement, se sont révélées invasives et ont massivement colonisé des milieux naturels, entraînant des conséquences écologiques importantes pour la faune et la flore sauvages.

Les espèces à éviter sont le Robinier faux acacia (*Robinia pseudacacia*), l'Erable négundo (*Acer negundo*), l'Ailante (*Ailanthus altissima*), le Baccharis (*Baccharis halimifolia*), l'Arbre à papillons (*Buddleja davidii*), le Raisin d'Amérique (*Phytolacca americana*), le Mimosa (*Acacia dealbata*) et l'Herbe de la pampa (*Cortaderia selloana*).

Où planter les espèces ?

Haies sur sol acide (sableux ou siliceux) : le Pin maritime, le Chêne pédonculé, le Chêne liège, le Chêne tauzin, le Bouleau pubescent (sol humide), l'Aubépine monogyne, l'Alisier torminal, l'Ajonc d'Europe, le Daphné camélé, les Bruyères et la Callune.

Haies sur sol profond argilo-limoneux : le Charme, le Chêne pédonculé, l'Erable champêtre, le Merisier, les rosiers sauvages, les aubépines, le Cornouiller sanguin, le Noisetier, le Sureau noir, le Prunellier, les pommiers et poiriers sauvages, la Clématite vigne blanche et le Fragon.

Haies de bord de cours d'eau ou ripisylve : les frênes, l'Aulne glutineux, les saules, l'Orme champêtre, le Merisier, le Cerisier à grappes, le Pommier sauvage, l'Aubépine monogyne et le Sureau noir.

Haies sur sol calcaire : le Chêne pubescent, l'Erable champêtre, l'Erable de Montpellier (zone thermophile), le Troène, le Camérisier à balais, la Viorne lantane, le Laurier tin et le Buis.

Haies arbustives délimitant les parcelles d'habitation : choisir des espèces arbustives afin de limiter la hauteur de la haie et les contraintes de tailles, favoriser les essences sempervirentes au nord et à l'ouest pour créer un abri naturel en hiver. Choisir des plantes à fruits (baies ou drupes) pour les oiseaux, et de belles floraisons colorées et parfumées pour le plaisir. Voici une petite sélection sachant qu'il faudra prendre en compte les spécificités de votre sol : les rosiers sauvages, les aubépines, le Cornouiller sanguin, le Noisetier, le Sureau noir, le Prunellier, les pommiers et poiriers sauvages, l'Alisier torminal, la Viorne lantane, la Viorne obier, le Laurier tin, le Buis, le Troène ou le Fusain.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LA DESCRIPTION ET L'ÉCOLOGIE :

Flore forestière française

Tome 1 plaines et collines

J.C. Rameau, D.Mansion et G.Dumé

Institut pour le développement Forestier.

Flore descriptive et illustrée de la France- H Coste

Librairie scientifique et technique.

Sites internet

Telabotanica : www.tela-botanica.org

Sophy : <http://sophy.u-3mrs.fr/sophy.htm>



les pictogrammes

• Phénologie des espèces - description du cycle de l'espèce sur l'année :

: Période de floraison

: Période de fructification pour les espèces à gros fruits souvent comestibles

: Périodes où le feuillage est vert (toute l'année pour les espèces sempervirentes)

: Chute des feuilles automnale

: Conservation des feuilles sèches sur l'arbre (espèces marcescentes)

• L'ensoleillement

: Plein soleil, plante héliophile

: Légèrement ombragé, plante de demi-ombre

: Très ombragé ou plante sciaphile

• La teneur en eau du sol ou hygrométrie

: Sol très sec, espèce xérophile

: Sol moyen, plante mésophile

: Sol gorgé d'eau, plante hygrophile

• Le Ph du sol

: Acide : Neutre

: Basique

• Les milieux naturels de l'espèce



Conseils de plantation et d'entretien

Le succès d'une plantation vient essentiellement du choix initial des essences.

Plusieurs critères sont à prendre en compte : l'exposition (ensoleillement, vent...), les caractéristiques du sol (sol profond, caillouteux, argileux, acide ou basique, sec ou gorgé d'eau...), ainsi que l'espace disponible et la hauteur de végétation souhaitée. Une fois tous ces paramètres connus, le choix cohérent d'espèces permettra le succès de la plantation, en limitant les interventions (taille, arrosage, apport d'engrais...), même si un soin particulier est requis les premières années. La période la plus favorable pour transplanter est l'automne, « à la Sainte Catherine, tout prend racine », pour les plus patients, le semis permet d'obtenir des végétaux forts et robustes, biens adaptés.

Pour la plantation de haies, pensez à alterner un arbre pour deux arbustes.

CRÉDITS :

L'équipe de la réserve naturelle de l'étang de la mazière : Marie Degeilh, Elsa Margoga, Alain Dal Molin et Laurent Joubert.

Ainsi que des photographies extraites de la base de donnée Sophy (étude de phytosociologie réalisée par Patrice de RUFFRAY, Henry BRISSE et Gilles GRANDJOUAN) : fleur de Clématite, fruit de Bourdaine, feuilles de Nerprun purgatif, chaton de Chêne vert, le Ciste à feuilles de sauge, la Bruyère vagabonde, l'Epine vinette, l'Androsème, le Genêt d'Angleterre, le Genêt des teinturiers, le Genêt poilu et la vue d'ensemble du Daphné camélé.



Glossaire

- akene
- fruit sec
- cline
- qui préfère légèrement
- phile
- qui aime ; favorisé par
- acidiphile
- qui aime un sol acide
- alterne
- se dit de feuilles insérées isolément à des niveaux différents sur la tige
- argile de décarbonatation
- argiles issues de sols calcaires
- baie
- fruit charnu à plusieurs graines
- calciphile
- qui aime un sol calcaire
- chatons
- inflorescence serrée de fleurs unisexuées
- corymbe
- inflorescence formée de fleurs situées

dans un même plan

- drupe
- fruit charnu contenant une seule graine enfermée dans un noyau dur
- glabre
- dépourvu de poils
- héliophile
- qui aime le soleil, se développe en pleine lumière
- hygrophile
- qui aime l'humidité
- méso-
- moyen
- mésophile
- qui aime des conditions moyennes dans un gradient sécheresse/humidité
- neutrophile
- qui aime des conditions neutres
- opposé
- se dit de feuilles insérées isolément au même niveau de part et d'autre de la tige

- pubescent
- garnis de poils fins, mous, courts et peu serrés
- ripisylve
- boisements des bords des cours d'eau
- sciaphile
- qui aime un ombrage important
- sempervirente
- se dit d'espèces (notamment des ligneux) dont les feuilles ne tombent pas en hiver
- sessile
- se dit de feuilles ou de fleurs sans tiges
- thermophile
- qui aime des milieux chauds et ensoleillés
- tomenteuse
- couvert d'une pubescence cotonneuse et feutrée
- xérophile
- qui aime les sols secs

Alisier torminal *Sorbus torminalis*

Pousse sur tous les types de sol,
avec de très belles couleurs
d'automne



Famille des Rosacées

description

Arbuste de 10 à 20 mètres de hauteur
Feuilles alternes à 5-9 lobes dentés
Fleurs blanches, petites, regroupées en cymes sur des rameaux courts, floraison en mai
Fruits drupes ovoïdes brunes

écologie

Espèce thermophile avec une grande tolérance sur la nature du sol
PH acide à basique
Indicateur essence thermophile de large amplitude
Habitats haies, forêts claires



Répartition : naturellement présent dans toute la France, il est commun dans les haies et les bois clairs de la zone landaise comme des coteaux. Plus rare dans la plaine, il est absent des zones humides.

Aulne glutineux

Alnus glutinosa

Toujours près de l'eau



Famille des Bétulacées

description

Arbres de 20 à 30 mètres de hauteur. Rejet de souche

Feuilles simples, alternées, arrondies et caduques

Fleurs monoïques, chatons femelles courts, chatons mâles longs et pourpres l'hiver virant au jaune en arrivant à maturité (fin février-avril)

Fruits en forme de petits cônes noirs restant sur l'arbre toute l'année

écologie

Espèce héliophile pionnière sur sols plus ou moins riches mais constamment alimentés en eau

PH grande tolérance

Indicateur essence de type mésohygrophile

Habitats bords des cours d'eau

J F M A M J J A S O N D



Répartition : naturellement présent dans toute la France, il pousse strictement au bord des cours d'eau où il constitue l'un des éléments majeurs de la ripisylve. Il est plus rare en bordure de Garonne et du Lot en raison des fortes variations annuelles du niveau de l'eau.

Bouleau verruqueux et Bouleau pubescent Betula pendula et Betula pubescens

Tronc à écorce blanche se détachant



Famille des Bétulacées

description

Arbuste de 15 à 25 mètres de hauteur, tronc à écorce blanche se détachant

Feuilles alternes, dentées, triangulaires chez le B. verruqueux, plus en forme de losange et pubescente dessous chez le B. pubescent

Fleurs chatons mâles, longs terminaux et pendants, chatons femelles plus petits et dressés, floraison d'avril à mai

Fruits petits à ailes regroupées dans un cône allongé

écologie

Espèce héliophiles

Indicateur espèces pionnières

Habitats bois clairs, landes



Répartition : Le Bouleau verruqueux commun en France se rencontre dans les bois clairs, les friches et les lisières forestières, il est très tolérant à la teneur en eau du sol, et au PH. Le Bouleau pubescent a une répartition plus atlantique, il pousse sur sol acide et gorgé d'eau : zones humides de la partie landaise du département ou sur sol siliceux.

Cerisier à grappes et Cerisier de Sainte Lucie Prunus padus et Prunus mahaleb

Deux cerisiers sauvages rares
poussant dans des milieux différe



ents



Famille des Rosacées

description

Arbuste de 5 à 15 mètres de hauteur
Feuilles alternes et dentées
Fleurs blanches en grappes groupées pour le Cerisier à grappes, et en petits bouquets pour le Cerisier de Sainte Lucie, floraison en mai
Fruits petites drupes rouges puis noires

écologie

Le Cerisier à grappes est une espèce de demi-ombre, affectionnant les sols neutres ou légèrement acides, argilo-limoneux bien alimentés en eau.

Indicateur mésohygrophiles - **Habitats** bois humides, ripisylves

Le Cerisier de Sainte Lucie possède des feuilles en cœur et luisantes, thermophile et héliophile, rencontré sur sol basique, calcaire superficiel.

Indicateur xérocalcicole - **Habitats** haies, bois clairs

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèces disséminées en France, elles sont toutes deux rares dans le département, mais dans des milieux différents.

Charme

Carpinus betulus

Il procure un bel ombrage



Famille des Corylacées

description

Arbre de 10 à 25 mètres de hauteur, croissance lente

Feuilles alternes, ovales, dentées, à nervures très marquées donnant un aspect gaufré

Fleurs chatons mâles longs, jaunâtres et pendants, chatons femelles plus courts apparaissant en avril-mai

Fruits akènes regroupés et portant une bractée trilobée

écologie

Espèce de demi ombre sur sol riche et profond

PH neutre

Sol sec à frais, grande tolérance sur les besoins en eau

Indicateur essence neutrocline de large amplitude

Habitats haies, bois



Répartition : naturellement présent dans toute la France, il est commun dans les coteaux sur sol argilo-limoneux profond, et absent de la zone landaise.

Châtaignier

Castanea sativa

Fruit comestible et bogue épineuse



Famille des Fabacées

description

Arbres de 25 à 35 mètres de hauteur

Feuilles alternes, grandes, lancéolées et dentées

Fleurs longs chatons mâles jaunes et fleurs femelles groupées par 2 ou 3, floraison en juin-juillet

Fruits bruns (châtaignes) comestibles groupés par 2 ou 3 dans une bogue épineuse

écologie

Espèce héliophile ou de demi-ombre

PH acide

Sol sableux ou limoneux sans exigence particulière sur la teneur en eau

Indicateur essence acidiphile de large amplitude

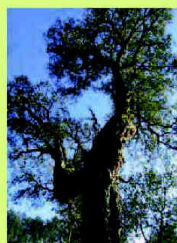
Habitats forêts acidiphiles



Répartition : il est naturellement présent en Corse, dans les Cévennes et les Pyrénées Orientales, planté puis subspontané ailleurs. Dans le département de Lot-et-Garonne, il est présent dans les chênaies mixtes sur sol sableux de la partie landaise ainsi que sur les sols siliceux du Fumelois.

Chêne liège Quercus suber

L'écorce du tronc donne le liège



Famille des Fagacées

description

Arbres de 10 à 15 mètres de hauteur

Feuilles alternes, petites, coriaces, espèce sempervirente

Fleurs discrètes, petits chatons mâles jaunes et fleurs femelles minuscules, floraison en avril-mai

Fruits glands allongés de couleur foncée à maturité

écologie

Espèce thermophile et héliophile

PH acide

Sol sable ou limon, espèce xérophile

Indicateur essence mésoxéroacidiphile et héliophile

Habitats landes, bois clairs



Répartition : espèce méditerranéo-atlantique, naturellement présente sur le pourtour méditerranéen, le midi toulousain et l'Aquitaine. Elle est régulièrement présente dans les chênaies et pinèdes de la partie landaise du département. De beaux arbres isolés sont conservés en bordure de route ou de cultures sur les coteaux. L'écorce du tronc de l'arbre est exploitée pour produire le liège.

Chêne pédonculé Quercus robur

Le chêne le plus répandu



Famille des Fagacées

description

Arbres de 25 à 35 mètres de hauteur

Feuilles alternes à très court pétiole, à lobes arrondis et petites oreillettes à la base

Flours discrètes : petits chatons mâles jaunes et fleurs femelles minuscules, floraison en avril-mai

Fruits glands répartis de 1 à 5 le long d'un important pédoncule

écologie

Espèce héliophile

PH indifférent de basique à très acide

Sols très variés : sables, argiles, limons, voire tourbe, espèce méso-hygrophile

Indicateur essence à large amplitude

Habitats haies, ripisylves et forêts collinéennes fraîches

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce naturellement présente sur toute la France. Il est le chêne le plus commun du département, berges, plaine alluviale, bois et haies sur sol profond ou vallon frais, il est remplacé par le Chêne pubescent dans les faciès plus secs sur sol superficiel.

Chêne pubescent Quercus pubescens

Optimum sur sol calcaire



Famille des Fagacées

description

Arbres de 10 à 25 mètres de hauteur

Feuilles alternes assez petites, lobées, pubescentes dessous et glabres dessus, espèce souvent marcescente

Fleurs petits chatons mâles pendants et fleurs femelles minuscules, floraison en avril

Fruits glands regroupés à pédoncule court

écologie

Espèce thermophile et héliophile

PH optimum sur sol basique

Sol superficiel ou caillouteux, argile de décarbonatation ou calcaire

Indicateur essence mésoxérophile

Habitats haies, bois clairs ou friches sur sol calcaire



Répartition : espèce subméditerranéenne, elle est naturellement présente sur les deux tiers sud de la France. Le Chêne pubescent remplace le Chêne pédonculé sur les sols calcaires. Il est le meilleur chêne truffier.

Chêne sessile

Quercus petraea

Chêne à répartition plus nordique



Famille des Fagacées

description

Arbres de 20 à 40 mètres de hauteur
Feuilles alternes, assez grandes, lobées, pétiolées, en coin à la base et glabres
Flours discrètes : petits chatons mâles pendants et fleurs femelles minuscules, floraison en avril
Fruits glands sessiles

écologie

Espèce de demi-ombre
PH large amplitude
Sols variés : sable, limon, argile de décarbonatation ou calcaire ; espèce mésophile
Indicateur essence à large amplitude
Habitat bois

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce commune en France sauf dans le Sud (Sud-Ouest et pourtour méditerranéen) où elle est plus rare. Elle s'hybride avec le Chêne pubescent et le Chêne pédonculé créant des individus intermédiaires, ainsi sa détermination n'est pas facile.

Chêne tauzin

Quercus pyrenaica

Optimum sur sol acide
et sableux



Famille des Fagacées

description

Arbres de 15 à 20 mètres de hauteur
Feuilles alternes grandes, très lobées, fortement pubescentes sur les deux faces, espèce souvent marcescente
Fleurs discrètes : petits chatons mâles pendants et fleurs femelles minuscules, floraison en avril
Fruits glands regroupés à pédoncule court

écologie

Espèce thermophile et héliophile, pionnière
PH acide
Sol sableux et sec
Indicateur essence xéroacidiphile
Habitats bois clairs, landes



Répartition : espèce ibéro-atlantique, elle est naturellement présente dans toute la partie landaise de la France. Elle est commune sur sol sableux. Souvent couverte de galles comme sur la photographie (confondues avec le fruit de l'arbre).

Chêne vert Quercus ilex

Sur sol sec et caillouteux



Famille des Fagacées

description

Arbres de 5 à 20 mètres de hauteur, espèce sempervirente

Feuilles alternes, coriaces et petites, vert-foncé et luisantes dessus, blanchâtres dessous

Fleurs longs chatons mâles pendants et fleurs femelles minuscules, floraison en avril

Fruits glands bruns à maturité

écologie

Espèce thermophile et héliophile

PH large amplitude

Sols variés mais toujours caillouteux ; espèce xérophile

Indicateur thermoxérophile à large amplitude

Habitats bois clairs

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce méditerranéenne remontant le long de la façade atlantique, elle est naturellement rare dans le département, quelques stations sont répertoriées près de Villeneuve-sur-lot.

Cormier

Sorbus domestica

Croissance lente et fructification pouvant être abondante



Famille des Rosacées

description

- Arbre** de 5 à 20 mètres de hauteur
- Feuilles** alternes, composées de 11 à 21 folioles dentées
- Fleurs** blanches en bouquets, floraison d'avril à juin
- Fruits** en forme de petites poires réunies en bouquets (comestibles très mûrs)

écologie

- Espèce** héliophile et thermophile
- PH** large amplitude de légèrement acide à basique
- Sol** souvent caillouteux, espèce mésoxérophile
- Indicateur** thermoxérocline
- Habitats** haies, lisières

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce disséminée mais commune dans la moitié Sud de la France, elle est présente çà et là dans les coteaux ; parfois plantée.

Erable champêtre

Acer campestre

Une belle coloration jaune à l'automne



Famille des Acéracées

description

Arbres de 12 à 15 mètres de hauteur, houpier arrondi et dense
Feuilles opposées, petites à 5 lobes arrondis
Fleurs vert-jaune groupées par 5 à 20, floraison en avril-mai
Fruits double samare avec les ailes alignées l'une en face de l'autre

écologie

Espèce héliophile ou de demi-ombre
PH basique à neutre
Sol alluvions ou argiles de décarbonatation, parfois sol caillouteux mais plutôt riche en azote. Espèce méso-xérophile
Indicateur essence calcicole
Habitats bois clairs, lisières, haies

J F M A M J J A S O N D



Répartition : naturellement présente dans toute la France, elle est commune sur sol argilo-calcaire mais absente dans la partie landaise (sol sableux et acide)

Erable sycomore et Erable plane Acer pseudoplatanus et Acer platanoides

Feuilles de Platane
et fruits d'Erable



Famille des Acéracées

description

Arbres de 20 à 30 mètres de hauteur, tronc d'un brun grisâtre
Feuilles opposées longuement pétiolées, dentées, à 5 lobes pointus chez l'Erable plane et plus arrondis chez l'Erable sycomore
Flours petites, verdâtres et en grappes, floraison en avril-mai
Fruits doubles samares

écologie

Espèce de demi-ombre
PH légèrement acide à basique
Indicateur espèces mésophiles
Habitats bois, haies



Répartition : Les deux espèces sont naturellement présentes en France sur une bande allant du Sud-Ouest au Nord-Est. Toutes deux sont rarement et ponctuellement présentes dans le milieu naturel au niveau départemental mais largement utilisées comme plantes ornementales.

Frêne commun

Fraxinus excelsior

Croissance rapide
et ombre légère



Famille des Oléacées

description

Arbres de 20 à 30 mètres de hauteur, rejet de souche

Feuilles opposées, composées de 7 à 15 folioles lancéolées dentées, bourgeons noirs

Fleurs petites en bouquets denses noirâtres, floraison en avril avant le développement des feuilles

Fruits samaras en grappes restant sur l'arbre parfois une année

écologie

Espèce héliophile ou de demi-ombre

PH basique à neutre

Sol argilo-limoneux riche en azote, espèce mésohygrophile

Indicateur mésohygrophile

Habitats ripisylves, haies, accrus

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce commune dans toute la France, elle se rencontre en bordure des cours d'eau dans les vallons mais reste plus rare dans la plaine où le Frêne oxyphylle est plus répandu.

Frêne oxyphylle

Fraxinus angustifolia

Croissance rapide
et ombre légère



Famille des Oléacées

description

Arbres de 20 à 25 mètres de hauteur

Feuilles opposées, composées de 3 à 11 folioles lancéolées dentées, bourgeons marron

Fleurs petites en bouquets denses, floraison d'avril à mai avant le développement des feuilles

Fruits samares petites en grappes

écologie

Espèce thermophile et héliophile

PH légèrement basique à neutre

Sol argilo-limoneux, espèce mésohygrophile

Indicateur mésohygrophile, neutrophile

Habitats ripisylves, haies, accrus

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce commune dans le Sud de la France ; elle se rencontre en bordure des cours d'eau et dans les haies surtout dans la plaine où elle est plus répandue que le Frêne commun.

Merisier

Prunus avium

Utilisé comme porte greffe



Famille des Rosacées

description

Arbres de 15 à 25 mètres de hauteur, écorce à lanières horizontales
Feuilles alternes, grandes et dentées
Fleurs blanches groupées en bouquets, floraison en avril-mai
Fruits merises rouges puis noires (petites cerises comestibles)

écologie

Espèce de demi-ombre
PH légèrement acide à basique
Sol argilo-limoneux profond, espèce mésophile
Indicateur neutrocline
Habitats bois, haies, ripisylves



Répartition : espèce commune et disséminée en France, elle est ponctuellement présente dans les haies et les ripisylves de la plaine.

Noyer

Juglans regia

Peut devenir très grand
s'il n'est pas taillé



Famille des Juglandacées

description

Arbres de 10 à 25 mètres de hauteur, faciles à bouturer

Feuilles alternes, composées de 5 à 9 folioles ovales

Fleurs gros chatons mâles longs et verdâtres, fleurs femelles regroupées par 2 à 4

Fruits noix brunes (comestibles) enveloppées d'un brou vert

écologie

Espèce héliophile ou de demi-ombre

PH basique à légèrement acide

Sol argilo-limoneux, espèce mésophile

Indicateur neutrophile

Habitats ripisylves, chênaies

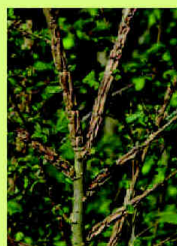


Répartition : espèce originaire des Balkans, plantée, elle est subspontanée dans les forêts alluviales et les chênaies de la plaine. Les noix transportées par les animaux puis perdues expliquent la dispersion de l'espèce.

Orme champêtre

Ulmus minor

Choisir des plans résistants
à la graphiose



Famille des Ulmacées

description

Arbres de 30 à 35 mètres de hauteur, rejet de souche

Feuilles alternes, dentées et rudes au toucher, avec un décalage à la base du limbe

Fleurs petites en bouquets latéraux rougeâtres, floraison en mars - avril avant le développement des feuilles

Fruits samares arrondies

écologie

Espèce héliophile

PH basique à neutre

Sol argilo-limoneux, espèce mésohygrophile

Indicateur mésohygrophile

Habitats ripisylves, haies, accrus

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce commune dans toute la France, autrefois très répandue elle a été décimée par la graphiose ; les vieux arbres sont très rares.

Pin maritime

Pinus pinaster

Forte intolérance au calcaire



Famille des Pinacées

description

Arbres de 20 à 30 mètres de hauteur, espèce sempervirente

Feuilles en aiguilles, groupées par deux, très longues

Fleurs chatons mâles latéraux à écailles rousses produisant une grande quantité de pollen, chatons femelles terminaux globuleux donnant le cône

Fruits cônes gros et sessiles, graines petites, noires

écologie

Espèce héliophile

pH acide

Sol sableux ou siliceux, pauvre, avec une teneur en eau variable de sec à hygromorphe

Indicateur acidiphile héliophile

Habitats forêts océaniques, dunes, chênaies sur sol acide

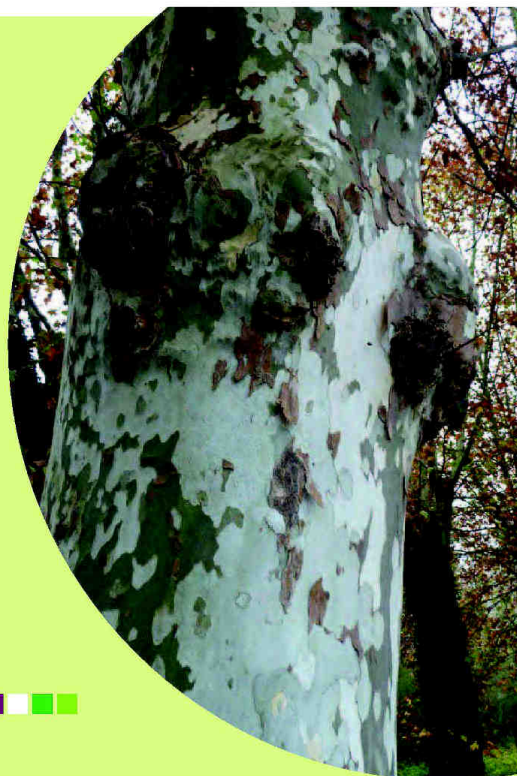


Répartition : espèce naturellement présente en France dans les landes de Gascogne et le pourtour méditerranéen. Elle est abondante dans la partie landaise du département. Autrefois exploitée pour la résine, elle est aujourd'hui plantée et utilisée pour son bois. La décomposition lente des aiguilles entraîne une modification du sol (acidification)

Platane

Platanus hybrida

Arbre devenant très grand au tronc vert-jaune et gris



Famille des Platanacées

description

Arbres de 30 à 40 mètres de hauteur, tronc couvert de plaques jaune-vert et grises se détachant

Feuilles alternes, grandes à 3-5 lobes pointus dentés

Fleurs chatons globuleux, les mâles jaunes et les femelles rouges

Fruits petits, plumeux, groupés en boules portées par un long pédoncule

écologie

Espèce héliophile ou de demi-ombre

PH basique à neutre

Sol variable, optimum sur alluvions, espèce mésophile à mésohygrophile

Indicateur neutrocline hygrocline

Habitats haies, chênaies, ripisylves



Répartition : espèce plantée en France, en alignement le long des routes et le long du canal, parfois sub-spontanée dans la plaine (bordure du Lot, haies). La conservation de vieux arbres au tronc devenant creux offre un refuge remarquable pour une faune rare (nidification d'espèce cavernicoles d'oiseaux ou abri temporaire à chauve-souris).

Saule blanc

Salix alba

Utilisé en vannerie



Famille des Salicacées

description

Arbres de 5 à 25 mètres de hauteur, faciles à bouturer

Feuilles alternes, longues et effilées d'un vert-grisâtre dessus, soyeuses dessous

Fleurs chatons mâles longs et jaunes, chatons femelles à écailles renfermant du nectar

Fruits capsules libérant de petites graines duveteuses

écologie

Espèce héliophile

PH basique à neutre

Sol argilo-limoneux, alluvions riches en azote, espèce mésohygrophile

Indicateur mésohygrophile pionnière

Habitats bord de l'eau



Répartition : espèce commune dans toute la France. Elle est abondante dans la plaine, bordure de Garonne et du Lot ou dans les anciennes prairies humides.

Certains arbres sont taillés en « têtard » pour utiliser les rameaux en vannerie.

Il « rejette » de souche et même « de racine » et peut devenir envahissant.

Tilleul à grandes et à petites feuilles Tilia platyphyllos et Tilia cordata

Fleurs utilisées en infusion



Famille des Tiliacées

description

Arbres de 20 à 35 mètres de hauteur

Feuilles alternes, dentées, arrondies avec une pointe marquée ; glabres chez cordata, pubescentes et plus grandes chez platyphyllos

Fleurs jaune-pâle, groupées sur une bractée foliacée persistante, floraison en juillet

Fruits capsules globuleuses

écologie

Espèce de demi-ombre

PH légèrement acide pour cordata à basique pour platyphyllos

Indicateur espèces mésophiles

Habitats bois, haies



Répartition : Les deux espèces sont naturellement présentes en France mais plus communes dans les Pyrénées et le quart Nord-Est que dans le Sud-Ouest.

Le Tilleul à petites feuilles (cordata) tolère un sol plus acide, il est présent sur sol profond, argilo-limoneux dans les haies et les ripisylves.

Le Tilleul à grandes feuilles est plus adapté à un sol calcaire plus caillouteux.

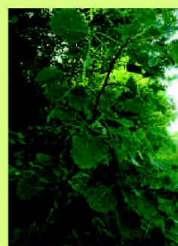
Les deux espèces s'hybrident pour donner Tilia intermedia (= europaea) très utilisé en ornement.

Les fleurs sont utilisées en infusion.

Tremble

Populus tremula

Ses feuilles dansent
dans le vent



Famille des Salicacées

description

Arbres de 15 à 20 mètres de hauteur, tronc clair, grisâtre et enracinement superficiel
Feuilles alternes, arrondies, crénelées et glauques dessous, portées par un pétiole aplati qui fait « danser » les feuilles dans le vent
Fleurs chatons pendants, les mâles argentés et les femelles verdâtres
Fruits capsules ovoïdes à graines cotonneuses

écologie

Espèce héliophile
PH grande tolérance basique à acide
Sol argilo-limoneux, espèce mésohygrophile
Indicateur mésohygrocline, héliophile
Habitats ripisylve, lande, accrus

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce disséminée présente partout en France, souvent en groupes de quelques arbres, près d'un fossé, d'un plan d'eau ou d'un ruisseau.

Ajonc d'Europe

Ulex europaeus

Très dense et très épineux, il forme des haies infranchissables



Famille des Fabacées

description

Arbrisseau de 1 à 4 mètres de hauteur, espèce sempervirente
Feuilles transformées en aiguilles
Fleurs jaunes d'or, les premières apparaissent dès le mois d'octobre jusqu'à une floraison maximale en juin
Fruits gousses très velues

écologie

Espèce héliophile
PH acide à très acide
Sols pauvres en base, sableux, siliceux, espèce mésophile
Indicateur essence de type acidiphile, héliophile
Habitats landes, haies, forêts claires



Répartition : espèce commune dans une large moitié Ouest de la France, elle est très répandue dans la partie landaise du département ainsi que sur les coteaux siliceux mais absente sur sol calcaire. Elle est utilisée comme plante ornementale.

Androsème Hypericum androsaemum

Sur sol frais et ombragé



Famille des Hypéricacées

description

Plante basse, vivace de 30 centimètres à 1 mètre de hauteur
Feuilles opposées, grandes, sessiles et ovales, finement ponctuées
Fleurs jaunes groupées en bouquets terminaux, floraison de juin à août
Fruits baies globuleuses rouges puis noires

écologie

Espèce de demi-ombre ou d'ombre (sciaphile)
PH variable
Sol argilo-limoneux, espèce mésophile
Indicateur neutrocline à large amplitude
Habitats bois frais, haies, ripisylves



Répartition : espèce disséminée dans l'Ouest de la France, elle est peu commune dans notre département et absente de la zone landaise.

Arbousier *Arbutus unedo*

De beaux fruits rouges
décoratifs et espèce
sempervirente



Famille des Ericacées

description

Arbuste de 1 à 10 mètres de hauteur

Feuilles alternes, persistantes, ovales, allongées, finement dentées, coriaces et luisantes

Fleurs grappes de fleurs blanchâtres en cloche, floraison automnale novembre ou décembre

Fruits baies globuleuses vertes, jaunes puis rouges à maturité (comestibles)

écologie

Espèce héliophile et thermophile

PH acide

Sol sableux ou siliceux, pauvre en matière organique et filtrant, espèce mésoxérophile

Indicateur mésoxérophile

Habitats friches, bois clairs



Répartition : espèce méditerranéenne, présente ponctuellement le long de la vallée de la Garonne et sur la côte atlantique en Aquitaine. Elle est utilisée comme plante ornementale.

Aubépine épineuse et monogyne Crataegus laevigata et Crataegus monogyna

Belle floraison et fructification



Famille des Rosacées

description

Arbustes de 2 à 10 mètres de hauteur, épineux

Feuilles alternes, lobées avec généralement 3 lobes pour l'Aubépine épineuse et 5 pour l'Aubépine monogyne

Fleurs blanches parfois bordées de rose, en bouquets sur des rameaux courts, floraison en avril-mai

Fruits groupes de petites drupes ovoïdes rouges

écologie

Espèces héliophiles ou de demi-ombre

PH large amplitude

Sol variable, du sable acide au sols caillouteux calcaire, sans exigence hydrique

Indicateur espèces à large amplitude

Habitats haies, lisières, friches, bois



Répartition : les deux espèces sont présentes dans toute la France.

L'Aubépine monogyne dont la fleur ne possède qu'un style et le fruit un seul noyau (deux ou trois pour l'Aubépine épineuse), est abondamment présente dans tous les paysages boisés du département

L'Aubépine épineuse est plus rare et de taille plus modeste (2 à 3 mètres seulement).

Elles sont utilisées comme plantes ornementales.

Bourdaine Frangula alnus

Arbuste au port aéré



Famille des Rhamnacées

description

Arbuste de 1 à 5 mètres de hauteur
Feuilles alternes, ovales, glabres
Fleurs petites, verdâtres, floraison en mai
Fruits petites drupes rondes, rouges puis noires

écologie

Espèce héliophile ou de demi-ombre
PH acide
Sol sableux ou sablo-limoneux, optimum en milieu humide
Indicateur hygrophyle ou acidiphile
Habitats prairies humides, marécages, haies, lisières, bois clairs

J F M A M J J A S O N D



Répartition : Commune en France à l'exception du pourtour méditerranéen, elle supporte les sols très acides et très hygromorphes mais peut se rencontrer sur sol acide et plus sec ou sur sol neutre et hygromorphe. Ainsi est-elle commune dans les landes humides et les bois sur sol acide.

Bruyère à balais *Erica scoparia*

Bruyère arbustive
à fleurs discrètes



Famille des Ericacées

description

Arbuste de 1 à 3 mètres de hauteur, plante sempervirente
Feuilles en aiguilles, verticillées par 3 ou 4, à 2 sillons dessous
Fleurs petites et nombreuses jaune-verdâtre, floraison de mai à juillet
Fruits petites capsules

écologie

Espèce thermophile et héliophile
PH acide
Sols pauvres en base et en azote, sableux ou limoneux, espèce mésophile
Indicateur acidiphile à large amplitude
Habitats landes, bois clairs

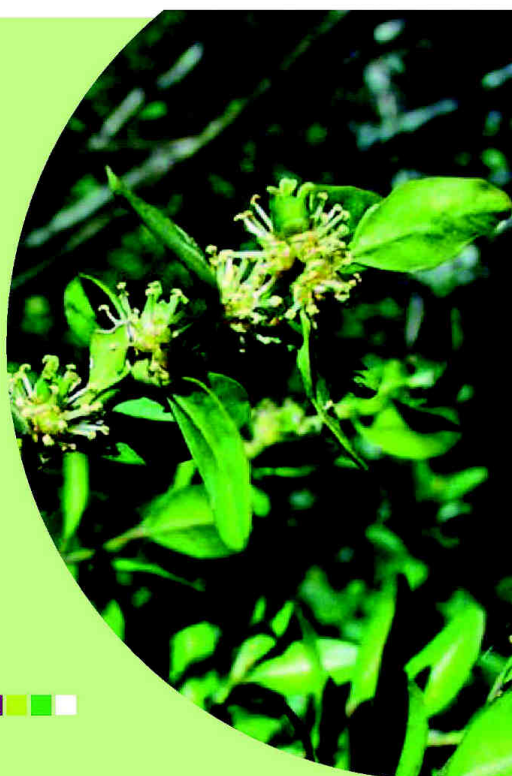
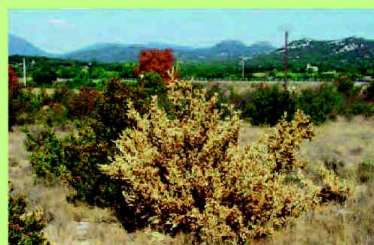


Répartition: espèce commune dans le Midi et l'Ouest de la France, elle se rencontre sur sol acide (bois clairs), sur sol sableux dans la partie landaise du département, ou sur sol siliceux.

Buis

Buxus sempervirens

Plante sempervirente,
préfère les sols calcaires



Famille des Buxacées

description

Arbuste de 1 à 5 mètres de hauteur, plante sempervirente
Feuilles petites, opposées, ovales, bombées et coriaces
Fleurs petites, verdâtres, en bouquets
Fruits capsules à 3 loges et 3 pointes

écologie

Espèce thermophile et de demi-ombre
PH neutre à basique
Sol pierreux souvent calcaire, espèce xérophile
Indicateur xérophile calcicole
Habitats friches, haies, bois clairs



Sol calcaire

Répartition : espèce commune dans presque toute la France (sauf le Nord-Est),
le Buis pousse naturellement sur les pentes rocheuses calcaires, avec un sol sec.
Il est traditionnellement utilisé comme plante ornementale taillée.

Camérisier à balais

Lonicera xylosteum

Port naturellement buissonnant



Famille des Caprifoliacées

description

Arbuste de 1 à 2 mètres de hauteur, port buissonnant

Feuilles opposées, ovales, pubescentes

Fleurs groupées par deux, à deux lèvres, blanches ou jaunes, très odorantes, floraison en mai-juin

Fruits baies ovoïdes rouges soudées par paire

écologie

Espèce héliophile ou de demi-ombre

PH neutre à basique

Sol argilo-limoneux, espèce mésophile

Indicateur neutrocalcicole

Habitats bois, haies lisières

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce commune en France, plus rare dans l'Ouest, elle est ponctuellement présente dans les chênaies pubescentes de la plaine ou des coteaux.

Cornouiller sanguin *Cornus sanguinea*

Feuillage de couleur
pourpre à l'automne



Famille des Cornacées

description

Arbuste de 2 à 5 mètres de hauteur

Feuilles opposées ovales, à pointes courtes

Flours regroupées en corymbe, de couleur blanche à quatre pétales allongés,
floraison de mai à juillet

Fruits drupes rondes noires ou bleutées

écologie

Espèce héliophile ou de demi-ombre

PH légèrement acide à basique

Sols variés : limons, argiles parfois caillouteux

Indicateur essence calcicole de large amplitude

Habitats haies, bois clairs lisières ou friches

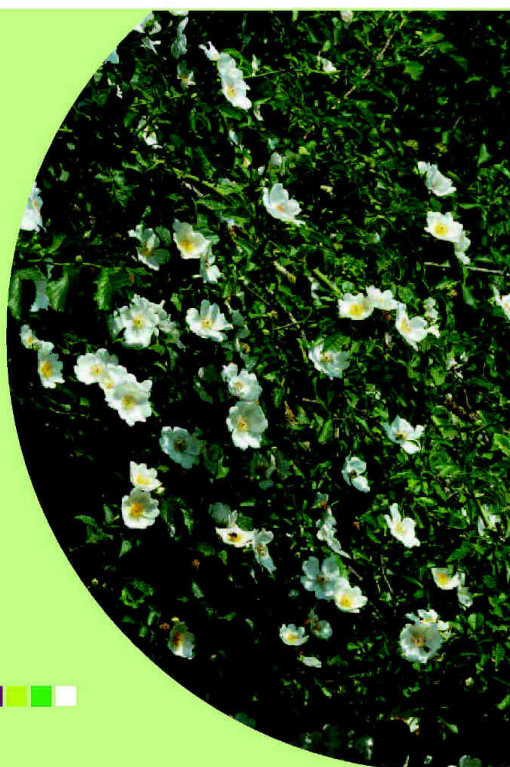
J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce commune partout en France, elle est présente dans tous les paysages de notre département même si elle est plus rare dans la partie landaise.

Les Églantiers ou rosiers sauvages Rosier des champs (Rosa arvensis), Eglantier (Rosa canina) et Rosier toujours vert (Rosa sempervirens)

Les rosiers sauvages sont utilisés
pour créer les variétés horticoles



Famille des Rosacées

description

Arbustes de 1 à 6 mètres de hauteur, espèce épineuse
Feuilles alternes, composées de 3 à 9 folioles ovales dentées
Fleurs blanches ou roses, en grappes, floraison de juin à août
Fruits ovoïdes, rouges, parfois utilisés en confiture (cynorhodons)

écologie

Espèces héliophiles ou de demi-ombre
PH basique à légèrement acide
Sol argilo-limoneux, espèces mésophiles à mésoxérophiles
Indicateur espèces à large amplitude
Habitats lisières, haies, bois clairs



Répartition : Le Rosier des champs a de grandes fleurs blanches solitaires et un port plus rampant. L'Eglantier ou Rosier des chiens a des fleurs rose-pâle et odorantes, il est très buissonnant. Le Rosier toujours vert présente des grappes de fleurs blanches et des folioles pointues et luisantes qu'il garde toute l'année (sempervirent), il préfère les sols secs.

Epine vinette Berberis vulgaris

Utilisée comme plante
tinctoriale



Famille des Berberidacées

description

Arbuste de 1 à 3 mètres de hauteur

Feuilles alternes, ovales, finement dentées, groupées en bouquets

Fleurs grappes de nombreuses fleurs jaunes (15 à 30), floraison en mai-juin

Fruits baies allongées rouges

écologie

Espèce héliophile ou de demi-ombre

PH basique à neutre

Sol argile de décarbonatation, espèce mésoxérophile

Indicateur mésoxérophile calcicole

Habitats friches, haies, lisières ou bois clairs

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce disséminée dans toute la France, elle est rare dans notre département, limitée aux lisières de la chênaie pubescente sur sol calcaire. Elle est utilisée comme plante tinctoriale (coloration jaune).

Érable de Montpellier *Acer monspessulanum*

Une belle coloration jaune
à l'automne



Famille des Acéracées

description

Arbuste ou petit arbre de 5 à 12 mètres de hauteur, houppier diffus
Feuilles opposées petites à 3 lobes arrondis
Flours vert-jaune groupées par 5 à 20, floraison en avril-mai
Fruits double samare recourbée avec les ailes parallèles

écologie

Espèce thermophile, héliophile ou de demi-ombre
PH basique à neutre
Sol alluvions ou argiles de décarbonatation, souvent caillouteux, espèce xérophile
Indicateur essence calcicole thermoxérophile
Habitats bois clairs, lisières, haies

J F M A M J J A S O N D



Répartition : Espèce méditerranéenne, présente ponctuellement dans le sud de la France, sur des sols calcaires et caillouteux dans les stations les plus thermophiles. Dans le département elle est présente en limite du Lot (Tournon d'agenais), et n'est pas répertoriée à notre connaissance dans le Pays Val de Garonne-Gascogne.

Figuier

Ficus carica

N'apprécie pas
les sols gorgés d'eau



Famille des Moracées

description

Arbuste de 2 à 10 mètres de hauteur, plante produisant un latex
Feuilles alternes, grandes, épaisses et rudes, de 3 à 7 lobes
Flours petites se développant à l'intérieur du futur fruit, floraison de juin à septembre
Fruits figues (faux fruits, comestibles)

écologie

Espèce thermophile et héliophile
PH neutre à légèrement basique
Sol profond mais drainant, espèce mésoxérophile
Indicateur neutrocline à large amplitude
Habitats lisières, ou ripisylve



Répartition: espèce méditerranéenne, plantée depuis l'Antiquité souvent spontanée, elle est ponctuellement présente dans les haies et les ripisylves de la plaine (bord du canal et de la Garonne).

Fusain d'Europe *Euonymus europaeus*

Fruits et graines très colorés
et toxiques



Famille des Célastracées

description

Arbuste de 2 à 6 mètres de hauteur, tiges vertes droites et carrées, marquées aux angles d'une ligne claire

Feuilles opposées, ovales, allongées et finement dentées

Flours verdâtres, petites à 4 pétales allongés, floraison discrète en avril-mai

Fruits capsules roses à 4 graines orange

écologie

Espèce héliophile ou de demi-ombre

PH de basique à légèrement acide

Sol argilo limoneux riche en azote, espèce mésophile

Indicateur nitrophile

Habitats haies, lisières, bois et ripisylves

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce très commune en France à l'exception du pourtour méditerranéen, elle est présente dans les haies et les ripisylves de la plaine ainsi que dans la partie landaise du département ou sur les coteaux mais toujours sur un sol profond retenant l'eau et riche en azote.

Genêt à balais *Cytisus scoparius*

Ne supporte pas
les sols calcaires



Famille des Fabacées

description

Arbuste de 1 à 3 mètres de hauteur, ramifié et dense

Feuilles alternes, les inférieures trilobées, les supérieures simples, allongées, petites tombant rapidement, la photosynthèse étant assurée par les tiges vertes

Fleurs jaunes, grandes papilionacées en grappes terminales, floraison de mai à juillet

Fruits gousse poilue verte puis noire

écologie

Espèce héliophile

PH acide

Sol sablo limoneux ou caillouteux, espèce mésophile

Indicateur calcifuge et héliophile

Habitats landes, friches, lisières

J F M A M J J A S O N D



Répartition: espèce présente dans toute la France sauf en région méditerranéenne, exclusivement sur sol acide. Elle est commune dans les landes et sur les coteaux siliceux.

Genêt d'Espagne *Spartium junceum*

Ne supporte pas les sols humides



Famille des Fabacées

description

Arbuste de 2 à 4 mètres de hauteur, ramifié et dense

Feuilles alternes, simples, allongées, petites et tombant rapidement (adaptation à la sécheresse), la photosynthèse étant assurée par les tiges vertes

Fleurs jaunes, grandes, papilionacées, en grappes terminales, floraison en mai-juin

Fruits gousse grande, aplatie, soyeuse, verte puis noire

écologie

Espèce héliophile et thermophile

PH large amplitude de légèrement acide à basique

Sol très variable, tolère tous les types de sols sauf les plus hygromorphes

Indicateur thermoxérophile à large amplitude

Habitats friches, lisières

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce méditerranéenne présente dans la moitié Sud de la France, elle apparaît ponctuellement dans les coteaux secs (sol caillouteux) du département.

Genévrier commun *Juniperus communis*

Plante sempervirente,
baies utilisées en cuisine



Famille des Cupressacées

description

Arbuste de 4 à 10 mètres de hauteur, plante sempervirente
Feuilles en aiguilles courtes et piquantes, groupées par 3
Fruits cônes globuleux à aspect de baies, noir-bleuâtre (comestibles)

écologie

Espèce héliophile
PH variable
Sol variable ; espèce mésoxérophile
Indicateur mésoxérophile à large amplitude
Habitats friches, haies, landes



Répartition : espèce disséminée dans toute la France, le Genévrier pousse sur un sol superficiel, souvent sur d'anciens pâturages de coteaux caillouteux. Les « baies » sont utilisées comme condiment sous le nom de baies de genévre.

Houx

Ilex aquifolium

Plante à petits fruits rouges
décoratifs en hiver, et
sempervirente



Famille des Aquifoliacées

description

Arbuste de 2 à 10 mètres de hauteur, plante sempervirente
Feuilles alternes, coriaces, luisantes et épineuses
Flours petites, blanches, en bouquets, floraison en mai-juin
Fruits drupes rouges décoratives et toxiques

écologie

Espèce de demi ombre ou d'ombre (sciaphile)
PH variable avec un optimum sur sol acide
Sol profond ; espèce mésophile
Indicateur acidocline mésophile
Habitats lisières, haies, sous bois



Répartition : espèce assez commune partout en France, elle est présente en sous bois sur sol profond et acide (forêt du Mas d'agenais).

Laurier tin *Viburnum tinus*

Plante sempervirente
à floraison longue



Famille des Caprifoliacées

description

Arbuste de 1 à 3 mètres de hauteur, plante sempervirente
Feuilles opposées, coriaces, ovales, luisantes dessus et velues dessous
Fleurs corymbe de petites fleurs blanches, floraison de février à juin
Fruits baies d'un bleu-noir

écologie

Espèce héliophile et thermophile
PH basique à neutre
Sol superficiel, altération de roches calcaires ou plus rarement siliceuses ;
 espèce mésoxérophile
Indicateur mésoxérophile calcicole
Habitats haies, lisières, bois clairs



Répartition : espèce méditerranéenne remontant dans le midi toulousain, l'Aquitaine jusqu'à des Charentes. Elle est ponctuellement présente dans les haies et les lisières des coteaux et utilisée comme plante ornementale.

Néflier

Mespilus germanica

Fruits comestibles très mûrs



Famille des Rosacées

description

Arbuste de 2 à 4 mètres de hauteur, rameaux un peu épineux
Feuilles alternes, grandes pointues et duveteuses dessous
Flours grandes, blanches, solitaires à 5 pétales, floraison en mai-juin
Fruits nèfles brunes (comestibles très mûrs)

écologie

Espèce héliophile ou de demi-ombre
PH acide
Sol sablo limoneux ou siliceux, espèce mésoxérophile
Indicateur acidiphile
Habitats haies, bois

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce présente dans une large moitié Ouest de la France, elle se rencontre essentiellement dans les coteaux siliceux.

Nerprun alaterne et purgatif Rhamnus alaternus et Rhamnus cathartica

Sur sol calcaire et sec.



Famille des Rhamnacées

description

Arbuste de 1 à 5 mètres de hauteur
Feuilles plus ou moins alternes, entières, dentées, coriaces et persistantes chez le Nerprun alaterne, plus grandes et caduques chez le Nerprun purgatif
Fleurs petites, jaunâtres, en grappes, floraison en mai-juin
Fruits drupes noires (d'abord rouges puis noires chez le Nerprun alaterne)

écologie

Espèce thermophile et héliophile
PH basique à neutre
Sol calcaire, espèces mésoxérophiles
Indicateur mésoxérophiles calcicoles
Habitats friches, haies, bois clairs

J F M A M J J A S O N D

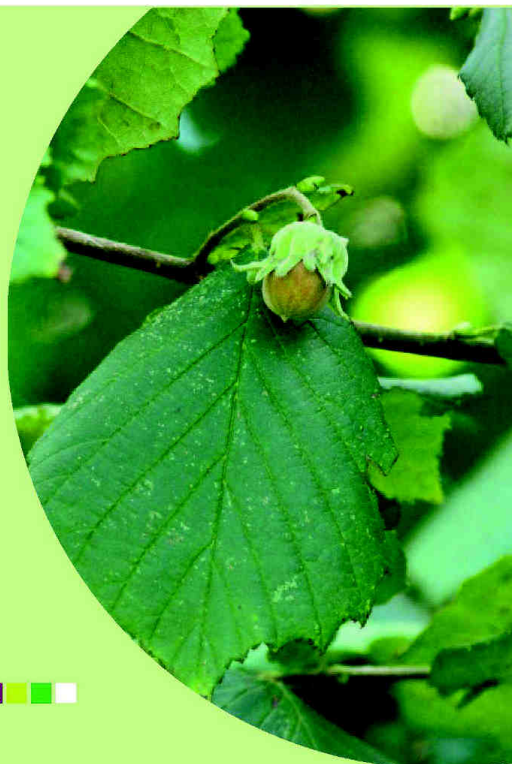


Répartition: espèces méditerranéennes, présentes ponctuellement sur les co-
teaux calcaires dans la moitié Sud de la France, elles affectionnent les stations
les plus thermophiles sur sol calcaire drainant.

Noisetier

Corylus avellana

Les noisetiers sauvages produisent de petites noisettes



Famille des Corylacées

description

Arbuste de 2 à 4 mètres de hauteur à tiges droites, rejet de souche et drageons
Feuilles alternes, grandes cordiformes et dentées
Fleurs chatons mâles jaunes pendants, fleurs femelles en forme de petits bourgeons à styles rouges, floraison de janvier à mars
Fruits noisettes (comestibles)

écologie

Espèce de demi-ombre ou d'ombre
PH de légèrement basique à légèrement acide
Sol argilo limoneux, espèce à optimum mésophile
Indicateur neutrocline à large amplitude
Habitats haies, bois

J F M A M J J A S O N D



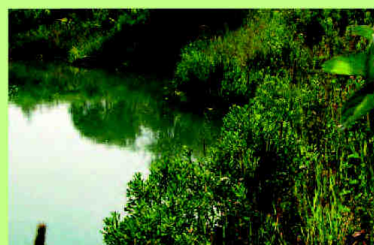
sol argilo limoneux profond

Répartition: espèce présente dans toute la France sauf en région méditerranéenne, très commune dans notre département, elle est dispersée par les animaux.

Piment royal

Myrica gale

Plante très odorante



Famille des Myricacées

description

Arbuste de 0,5 à 2 mètres de hauteur
Feuilles alternes, petites, pubescentes dessous
Fleurs petits chatons, les mâles verdâtres et les femelles bruns
Fruits petits fruits verts ou jaunâtres

écologie

Espèce héliophile
PH acide
Sol tourbeux ou vaseux, espèce hygrophile
Indicateur plante hygrophile acidiphile
Habitats landes et marais tourbeux, bord de fossés, d'étangs ou de mares

J F M A M J J A S O N D



Répartition: disséminée sur la façade atlantique, elle est présente uniquement dans la partie landaise du département sur sol acide et gorgé d'eau, souvent en mélange avec la Bruyère à quatre angles.

Poiriers sauvage et à feuilles en cœur Pyrus pyraster et Pyrus cordata

Utilisés comme porte-greffe



Famille des Rosacées

description

Arbuste de 3 à 20 mètres de hauteur

Feuilles alternes, longuement pétiolées, en cœur à la base et finement dentées

Fleurs blanches à étamines pourpres, floraison d'avril à juin

Fruits petites poires âpres et comestibles, rouges ; regroupées chez le Poirier à feuilles en cœur, jaunes et solitaires chez le Poirier sauvage

écologie

Espèces thermophiles, héliophiles ou de demi-ombre

PH acide pour le Poirier à feuilles en cœur, variable pour le Poirier sauvage

Sol variable, espèce mésophile

Indicateur plantes à large amplitude

Habitats friches, lisières, ripisylves et bois clairs



Répartition : disséminées dans l'Ouest de la France, elles sont ponctuellement présentes dans le département, mais jamais abondantes. La distinction des deux espèces est difficile en l'absence de fruits. Le Poirier à feuilles en cœur ne dépasse pas les 8 mètres de haut et reste cantonné à la partie landaise du département sur sol plus acide et sableux. Le Poirier sauvage se rencontre dans les boisements clairs et les haies sur sol argilo-limoneux.

Pommier sauvage

Malus sylvestris

Utilisé comme porte greffe



Famille des Rosacées

description

Arbuste de 6 à 10 mètres de hauteur, légèrement épineux
Feuilles alternes, ovales, tomenteuses jeunes puis glabres
Fleurs grandes, blanches lavées de rose, groupées, floraison en avril-mai
Fruits petites pommes jaune-verdâtre, comestibles mais âpres

écologie

Espèce héliophile
PH variable
Sol argilo-limoneux profond, espèce mésophile
Indicateur espèce à large amplitude
Habitats lisières, haies, friches ou ripisylves

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce disséminée mais présente partout en France, elle est assez rare dans le département, localisée dans quelques haies et ripisylves dans de petits vallons.

Prunellier

Prunus spinosa

Arbuste très épineux



Famille des Rosacées

description

Arbuste de 1 à 4 mètres de hauteur, rameaux très épineux, drageonnant
Feuilles alternes, petites, finement dentées
Fleurs blanches, petites et nombreuses apparaissant avant les feuilles en avril
Fruits drupes globuleuses (ou prunelles) d'un bleu noir

écologie

Espèce héliophile ou de demi-ombre
PH basique à légèrement acide
Sol argilo limoneux, espèce mésophile
Indicateur neutrocline, pionnière
Habitats friches, haies, lisières

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce très commune en France, elle peut se développer rapidement dans des friches (pionnière) et former des massifs arbustifs denses et impénétrables.

Saule marsault

Salix caprea

Arbuste pouvant devenir haut et envahissant



Famille des Salicacées

description

Arbuste de 3 à 15 mètres de hauteur

Feuilles alternes, elliptiques et glauques, tomenteuses dessous

Fleurs chatons mâles compacts et jaunes, chatons femelles verdâtres

Fruits capsules tomenteuses

écologie

Espèce héliophile et pionnière

PH neutre avec une tolérance

Sol variable mais riche en azote, espèce mésohygrophile

Indicateur neutrocline pionnière

Habitats haies, lisières, friches

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce commune dans presque toute la France, elle peut se développer rapidement dans des friches (pionnière) et former des massifs arbustifs denses. Elle affectionne les sols riches en azote. Certains arbres sont taillés en « têtard » et les rameaux sont utilisés en vannerie.

Saule roux

Salix atrocinerea

Saule de taille modeste
à planter sur sol humide



Famille des Salicacées

description

Arbuste de 3 à 6 mètres de hauteur

Feuilles alternes, lancéolées et cendrées dessous avec des poils roux le long des nervures

Fleurs chatons mâles courts, jaunes et velus, chatons femelles velus, apparaissant en mars-avril avant les feuilles

Fruits capsules tomenteuses

écologie

Espèce héliophile et pionnière

PH très variable avec une préférence pour les sols acides

Sol variable mais humide, espèce hygrophile

Indicateur hygrophile à large amplitude

Habitats prairies humides, ripisylves, marais

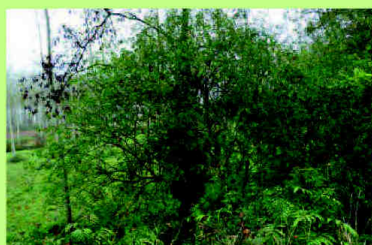
J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce commune dans la moitié Ouest de la France, elle est ponctuellement présente, toujours en milieux humides : fossés, ruisseaux, landes humides...
Comme les autres saules, il peut être taillé en « têtard » et utilisé en vannerie.

Sureau noir *Sambucus nigra*

Ses fruits sont appréciés des oiseaux



Famille des Caprifoliacées

description

Arbuste de 2 à 10 mètres de hauteur, avec des rameaux flexueux à moelle blanche
Feuilles opposées, composées de 5 à 7 folioles dentées
Fleurs corymbes de petites fleurs blanches très odorantes, floraison en juin-juillet
Fruits petites baies noires

écologie

Espèce de demi-ombre
PH basique à neutre
Sol argilo-limoneux et riche en azote, espèce mésohygrophile
Indicateur neutro-nitrophile
Habitats haies, lisières, sous-bois frais, ripisylves

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce très commune en France à l'exception du pourtour méditerranéen. Elle est abondante dans les haies et les ripisylves de la plaine. Ses fruits sont appréciés des oiseaux.

Troène

Ligustrum vulgare

Taillé régulièrement, il forme de belles haies ornementales



Famille des Oléacées

description

Arbuste de 1 à 3 mètres de hauteur, multiplication végétative par marcottage, taillé régulièrement il forme de belles haies ornementales

Feuilles opposées, lancéolées et luisantes

Fleurs grappes terminales de petites fleurs blanches nombreuses et odorantes, floraison en mai-juin

Fruits petites baies globuleuses noires

écologie

Espèce héliophile ou de demi-ombre

PH basique à neutre

Sol argile de décarbonatation, espèce mésoxérophile à mésohygrophile

Indicateur plante calcicole

Habitats friches, haies, lisières, bois clairs

J F M A M J J A S O N D



Sol calcaire

Répartition : Commune en France, elle affectionne les coteaux calcaires mais reste absente de la partie landaise du département.

Viorne lantane

Viburnum lantana

Ne pousse pas sur sol acide



Famille des Caprifoliacées

description

Arbuste de 1 à 3 mètres de hauteur

Feuilles opposées, grandes, ovales, finement dentées et grisâtres dessous

Fleurs corymbes de petites fleurs blanches, floraison en mai-juin

Fruits drupes rouges puis noires

écologie

Espèce héliophile

PH basique à neutre

Sol argilo-limoneux, espèce à large amplitude hydrique xérophile à mésohygrophile

Indicateur neutrocalcicole

Habitats haies, lisières, bois clairs



Répartition : espèce commune en France à l'exception de la Bretagne, des Landes et du pourtour méditerranéen. Elle est fréquente dans les haies et les lisières des coteaux.

Viorne obier Viburnum opulus

Belle floraison printanière



Famille des Caprifoliacées

description

Arbuste de 2 à 4 mètres de hauteur, port en boule, marcottage possible
Feuilles opposées, grandes avec 3 à 5 lobes irréguliers
Fleurs corymbe de petites fleurs blanches, les extérieures à pétales plus grands, floraison en mai-juin
Fruits drupes rouges

écologie

Espèce héliophile ou de demi-ombre
PH basique à neutre
Sol argilo-limoneux, espèce mésohygrophile
Indicateur neutrocline
Habitats haies, lisières, sous-bois, ripisylves

J F M A M J J A S O N D



Répartition: espèce commune en France à l'exception du pourtour méditerranéen. Elle est naturellement fréquente dans les lisières et les ripisylves de la plaine et utilisée comme plante ornementale.

Bruyère à quatre angles Erica tetralix

Sur sol très humide et acide



Famille des Ericacées

description

Arbrisseau de 30 à 80 cm de hauteur, plante sempervirente
Feuilles en aiguilles, verticillées par 4, bordées de cils et blanches dessous
Fleurs bouquets terminaux de fleurs en petits grelots roses, floraison de juin à octobre
Fruits en forme de petites capsules

écologie

Espèce héliophile
PH acide
Sol pauvre en base et en azote, sableux ou tourbeux gorgé d'eau,
 espèce hygrophile stricte,
Indicateur hygrophile acidiphile
Habitats landes humides, tourbières



Répartition : espèce atlantique, disséminée dans l'Ouest de la France, elle est caractéristique des zones humides de la partie landaise du département.

Bruyère cendrée

Erica cinerea

Floraison longue et abondante,
plante sempervirente



Famille des Ericacées

description

Arbrisseau de 30 à 60 cm de hauteur
Feuilles en aiguille, verticillées par 3, avec un sillon dessous, sempervirente
Fleurs grappes terminales de fleurs en petits grelots roses, floraison de juin à octobre
Fruits en forme de petites capsules

écologie

Espèce héliophile plutôt thermophile
PH acide
Sol pauvre en base et en azote, sableux ou limoneux, espèce xérophile
Indicateur héliophile xéroacidiphile
Habitats landes, bois clairs



Répartition : espèce subatlantique, elle est commune dans l'Ouest de la France et abondante dans la partie landaise du département, très souvent en mélange avec la Callune.

Bruyère vagabonde *Erica vagans*

A l'origine de nombreuses
variétés horticoles



Famille des Ericacées

description

Plante vivace de 30 centimètres à 1 mètre de hauteur, plante sempervirente

Feuilles en aiguille, verticillées par 4 ou 5, à 1 sillon dessous

Fleurs petites et nombreuses, roses, en grappes, groupées sous le haut de la tige, floraison de mai à juillet

Fruits petites capsules

écologie

Espèce héliophile

PH très variable

Sol caillouteux (siliceux ou calcaire), espèce mésoxérophile

Indicateur héliophile à large amplitude

Habitats landes, bois clairs



Répartition : espèce disséminée dans l'Ouest de la France, elle se rencontre sur sol drainant caillouteux indépendamment du pH du sol. Il existe de nombreuses variétés horticoles.

Callune

Calluna vulgaris

Floraison longue et abondante,
plante sempervirente



Famille des Ericacées

description

Arbrisseau de 50 à 90 cm de hauteur, plante sempervirente
Feuilles en écailles, opposées décalées
Fleurs grappes terminales de petites fleurs roses, lâches, floraison de juillet à octobre
Fruits en forme de petites capsules

écologie

Espèce héliophile plutôt thermophile
PH acide
Sol pauvre en base et en azote, sableux ou limoneux parfois tourbeux,
 espèce à large amplitude hydrique
Indicateur héliophile acidiphile
Habitats landes, bois clairs



Répartition : espèce commune en France, plus rare en région méditerranéenne,
 elle est commune dans l'Ouest de la France et abondante dans la partie
 landaise du département (avec la Bruyère cendrée), elle pousse aussi sur sol
 humide ou en altitude.

Chèvrefeuille des bois

Lonicera periclymenum

Liane à fleurs odorantes



Famille des Caprifoliacées

description

Plante vivace, liane montant jusqu'à 4 mètres de hauteur
Feuilles opposées ovales, pubescentes
Fleurs groupées, à long tube et deux lèvres, blanches ou jaunes, très odorantes, floraison de juin à août
Fruits groupe de baies ovoïdes rouges agglomérées

écologie

Espèce héliophile ou de demi-ombre
PH acide
Sol sablo-limoneux, espèce mésophile à mésohygrophile
Indicateur acidiphile
Habitats bois, haies ou ripisylves



Répartition : espèce commune partout en France sauf en région méditerranéenne, elle est courante dans les boisements sur sol acide et frais.

Ciste à feuilles de sauge *Cistus salvifolius*

Sur sol acide et drainant



Famille des Cistacées

description

Plante vivace de 20 à 80 centimètres de hauteur, plante sempervirente
Feuilles opposées ovales, velues, gaufrées dessus et grisâtres dessous
Fleurs grandes fleurs blanches solitaires, floraison en mai-juin
Fruits capsules à 5 angles

écologie

Espèce thermophile et héliophile
PH acide
Sol sableux ou siliceux filtrant, espèce mésoxérophile
Indicateur acidiphile et héliophile
Habitats landes, bois clairs ou lisières



Répartition : espèce méditerranéo-atlantique, elle est présente dans certains bois clairs dans la partie landaise du département ou dans les coteaux siliceux. Elle est utilisée comme plante ornementale.

Clématite vigne blanche *Clematis vitalba*

Les anciennes tiges ressemblent à des cordes tombant des arbres en cascades.



Famille des Renonculacées

description

Plante vivace lianescente montant jusqu'à 20 mètres de hauteur dans les arbres, les anciennes tiges ressemblent à des cordes tombant des arbres en cascades

Feuilles opposées, composées de 3 à 9 folioles ovales et pointus, à longs pétioles volubiles

Flours blanches, en grappes, floraison de juin à août

Fruits groupes d'akènes prolongés d'une longue arête plumeuse

écologie

Espèce héliophile

PH basique à légèrement acide

Sol argilo-limoneux plutôt riche en azote, espèce à large amplitude hydrique

Indicateur espèce calcicole à large amplitude

Habitats lisières, haies, bois clairs

J F M A M J J A S O N D



Répartition : espèce très commune partout, dans les haies, les ripisylves (bord de Garonne), les chênaies claires.

Daphné camélé Daphne cneorum

Très odorant



Famille des Thyméléacées

description

Plante vivace de 10 à 40 centimètres de hauteur, plante sempervirente
Feuilles sessiles, coriaces et ovales
Fleurs roses à 4 pétales, très odorantes, floraison en avril-mai
Fruits ovoïdes et jaunes, se développant rarement

écologie

Espèce héliophile ou de demi-ombre
PH variable mais sur sol acide dans l'Ouest de la France
Sol caillouteux drainant, espèce mésoxérophile
Indicateur acidiphile mésoxérophile
Habitats landes, bois clairs



sol sableux acide

Répartition : espèce disséminée dans l'Ouest de la France et en montagne (sol calcaire dans les Alpes). Elle se rencontre ponctuellement sur sol acide et drainant dans la partie landaise du département. Elle est utilisée comme plante ornementale.

Fragon

Ruscus aculeatus

Plante sempervirente et piquante à baies rouges toxiques



Famille des Liliacées

description

Plante vivace de 30 à 90 centimètres de hauteur, plante sempervirente à rhizomes
Feuilles rameaux transformés en feuilles coriaces et piquantes
Fleurs petites verdâtres, au centre d'une « feuille », floraison hivernale
Fruits baies globuleuses rouges

écologie

Espèce thermophile et de demi-ombre
PH neutre
Sol profond argilo-limoneux ou sablo-limoneux, espèce mésophile
Indicateur neutrocline à large amplitude
Habitats haies, sous-bois



Répartition : espèce commune dans presque toute la France (sauf le Nord-Est), le Fragon est répandu en sous-bois dans les chênaies-charmaies sur sol profond. Il forme souvent un tapis dense car de nombreuses tiges poussent à partir des rhizomes, il peut devenir envahissant.



Petits genêts

Genêt d'Angleterre

(*Genista anglica*), Genêt des teinturiers (*Genista tinctoria*) et Genêt poilu (*Genista pilosa*)

Floraison longue d'avril à août



Famille des Fabacées

description

Plantes vivace de 30 à 70 centimètres de hauteur

Feuilles alternes, simples et allongées

Fleurs jaunes papilionacées, floraison longue d'avril à août

Fruits gousses allongées

écologie

Espèces héliophiles

PH acide pour *G. anglica*, variable pour les deux autres

Sol argilo-limoneux voir caillouteux avec une grande tolérance à la teneur en eau du sol

Indicateur héliophiles à large amplitude

Habitats landes, friches, haies claires

J F M A M J J A S O N D



Répartition: espèces disséminées en France, peu communes en Lot-et-Garonne

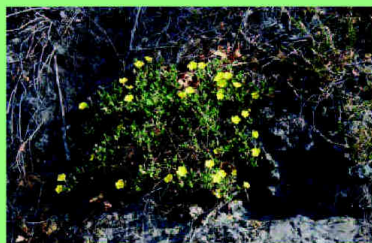
Le Genêt d'Angleterre pousse sur sol acide, indépendamment du degré d'humidité. Il est épineux.

Le Genêt poilu préfère les sols plus secs, quel que soit le Ph. Ses tiges et ses feuilles sont pubescentes, ses fleurs solitaires.

Le Genêt des teinturiers pousse sur tous les types de sol et présente un port plus dressé et plus lâche que les deux autres espèces.

Halimium faux alyssum Halimium alyssoides

Sur sol acide et
drainant uniquement



Famille des Cistacées

description

Plante vivace de 20 à 50 centimètres de hauteur, plante sempervirente
Feuilles opposées ovales, poilues dessus et blanchâtres dessous
Fleurs grandes fleurs jaunes en grappes terminales, floraison en mai-juin
Fruits capsules à 3 loges

écologie

Espèce thermophile et héliophile
PH acide
Sol sableux ou siliceux filtrant, espèce xérophile
Indicateur xéroacidiphile
Habitats landes, clairières ou lisières



Répartition : espèce peu commune, naturellement présente dans le Sud-Ouest de la France, elle est abondante dans certains bois clairs dans la partie landaise du département.

Laurier des bois

Daphne laureola

En sous-bois sur sol calcaire



Famille des Thymélacées

description

Plante vivace de 50 centimètres à 1 mètre de hauteur, plante sempervirente à tiges dressées

Feuilles alternes, épaisses, allongées, vert-foncé et brillantes

Fleurs petites fleurs jaune-verdâtre en grappes, floraison en mars

Fruits drupes vertes puis noires, ovoïdes

écologie

Espèce de demi-ombre ou d'ombre (sciaphile)

PH basique à neutre

Sol argilo-limoneux, espèce mésoxérophile

Indicateur neutrocalcicole

Habitats chênaie pubescente ou chênaie charmale



Répartition : espèce peu commune, disséminée en France, elle est présente dans les chênaies (pubescentes ou pédonculées) des coteaux calcaires lorsque le sol n'est pas trop sec.

Ronce

Rubus fruticosus

Produit des mûres



Famille des Rosacées

description

Plante vivace lianescente de 1 à 2 mètres de hauteur, épineuse, se marcottant
Feuilles alternes, composées de 3 à 5 folioles dentées
Flours blanches ou roses, en grappes à l'extrémité des rameaux, floraison de juin à août
Fruits mûres rouges puis noires à maturité (comestibles)

écologie

Espèce héliophile
PH acide à neutre
Sol argilo-limoneux profond, espèce mésophile
Indicateur espèce acidocline
Habitats lisières, haies, friches



Répartition : espèce très commune partout, se marcotte spontanément et peut devenir envahissante.



PAYS VAL DE GARONNE · GASCogne

Pour toute information supplémentaire :
 Val de Garonne Agglomération - 05 53 64 64 24
 Communauté des Communes Coteaux et Landes de Gascogne - 05 53 83 65 60



Service communication VGA - Conception graphique : resom.uns.com / E. n. Maud Créa

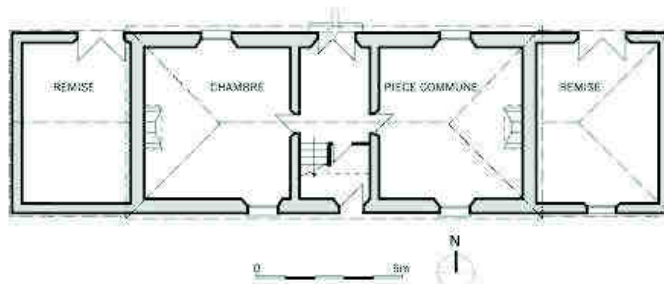
Les outils de référence

> Typologies et couleurs du bâti

La maison girondine

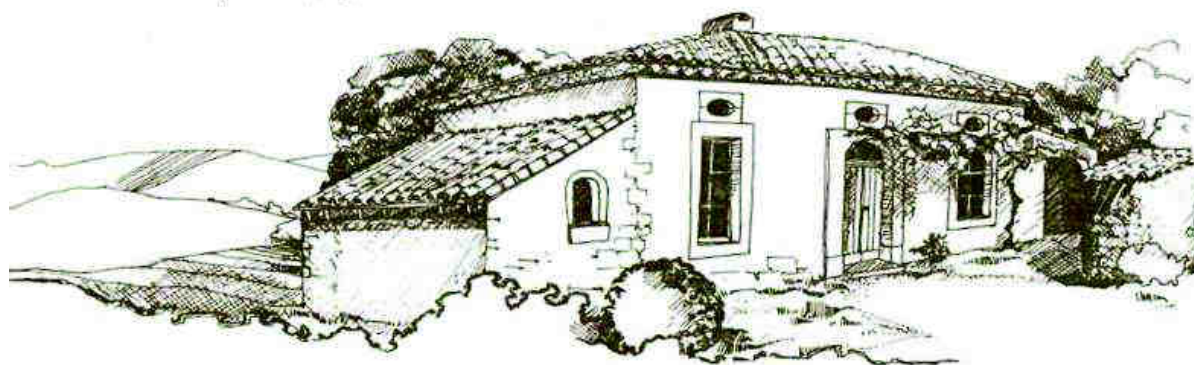
Origine, localisation

Basse vallée de la Garonne, bourgs vignerons du bordelais, extension à la moyenne vallée et cotéaux de l'Agenais.



Destination

Logement de l'agriculteur, distinct des bâtiments de l'exploitation.



Volumétrie, organisation

Volume simple de petites dimensions, sur un seul niveau, de composition symétrique. Toiture à deux ou quatre versants. La distribution se fait par un couloir central desservant deux ou quatre pièces. Cette organisation se traduit en façade par une composition symétrique.

Structure, matériaux

La structure est élémentaire : quatre murs sur plan rectangulaire et refends portant les pannes de charpentes. Bâti en pierres calcaires, les murs sont généralement enduits alors que les chaînages et encadrements de baies sont laissés apparents.

Caractéristiques chromatiques générales

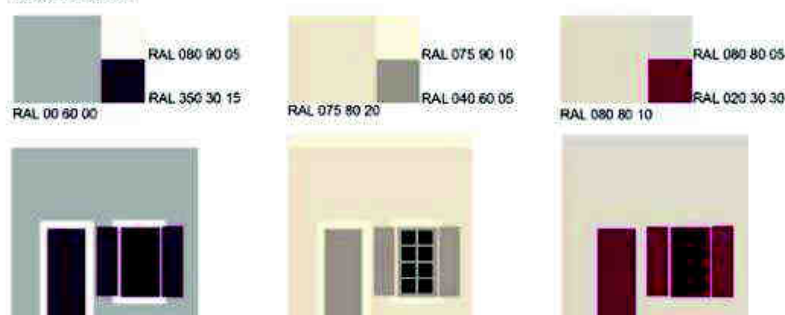
Palette des couleurs dominantes (façades)



Palette des couleurs secondaires (menuiseries - ferronneries)



Combinaisons



Les outils de référence

> Typologies et couleurs du bâti

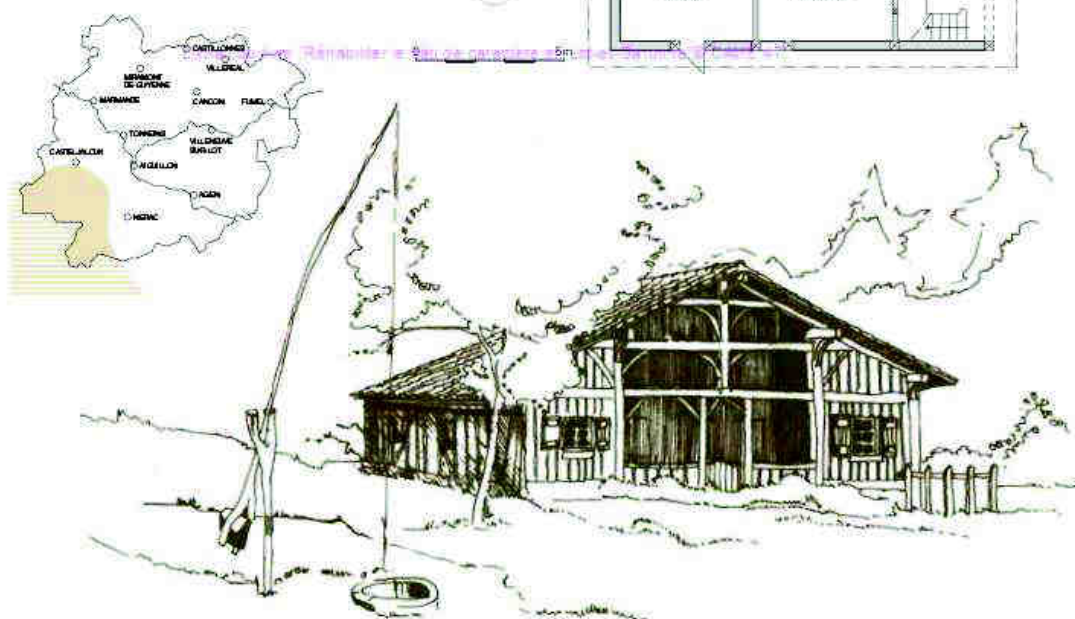
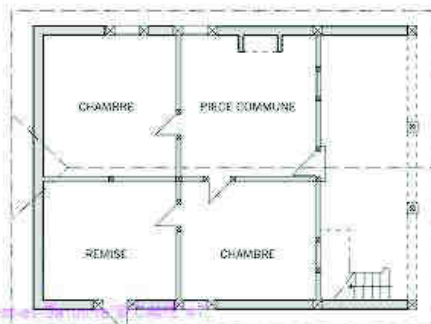
La maison landaise

Origine, localisation

Origine basque, extensions des confins landais en Lot-et-Garonne et moyenne vallée de la Garonne jusqu'en Dordogne.

Destination

Habitation, les autres bâtiments de l'exploitation étant répartis dans l'airial (clairière regroupant cultures et siège d'exploitation).



Volumétrie, organisation

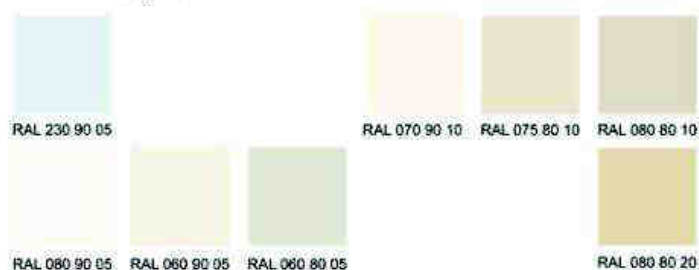
Sur un plan souvent carré, les bâtiments sont construits autour d'une structure porteuse en bois ; la façade principale est tournée vers l'Est, sous un vaste auvent appelé « balet ».

Structure, matériaux

Charpente, murs réduits au minimum, structure bois avec remplissage en torchis puis en brique. Couverture en tuiles canal.

Caractéristiques chromatiques générales

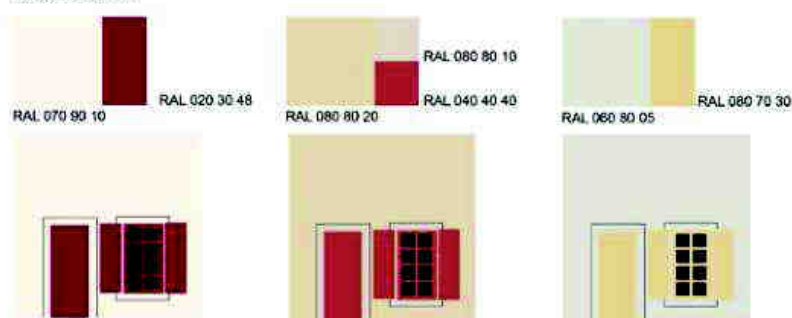
Palette des couleurs dominantes (façades)



Palette des couleurs secondaires (menuiseries - ferronneries)



Combinaisons



> Typologies et couleurs du bâti

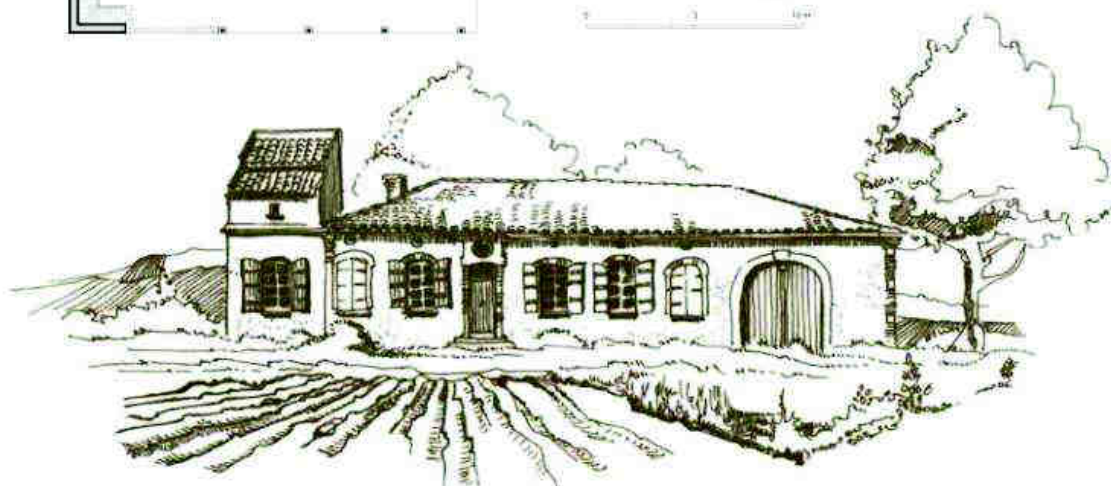
La maison languedocienne

Origine, localisation

Région Toulousaine et Lauragais, Vallée de la Garonne, à l'Est du département.

Destination

Habitation, remise, étable et granges à foin.



Volumétrie, organisation

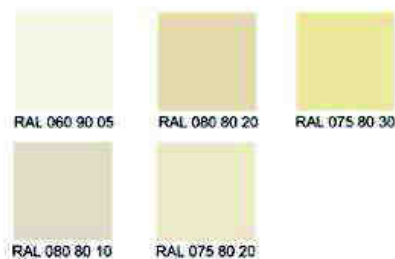
Plan rectangulaire et allongé. Toiture à deux pentes. Ouvertures sur le mur gouttereau orienté au Sud. Les éléments sont disposés les uns à la suite des autres : hangar, habitation, étable, grange.

Structure, matériaux

Le toit est porté par des fermes assemblées reposant sur les murs et sur les poteaux ou piliers à arcades pour le hangar. Dans la vallée de la Garonne, des lits de pierres ou de galets sont utilisés pour constituer l'assise des murs en briques de terre cuite ou cuite. La couverture est réalisée en tuiles canal.

Caractéristiques chromatiques générales

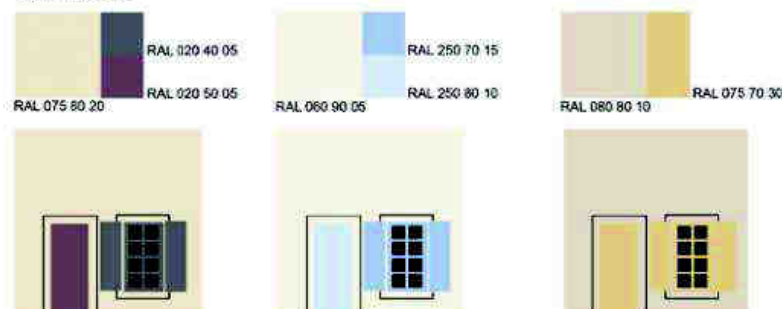
Palette des couleurs dominantes (façades)



Palette des couleurs secondaires (menuiseries - ferronneries)



Combinaisons

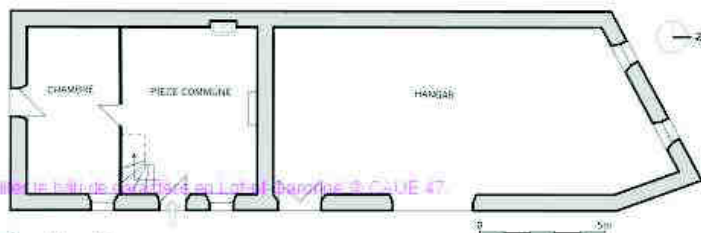


> Typologies et couleurs du bâti

La maison limousine

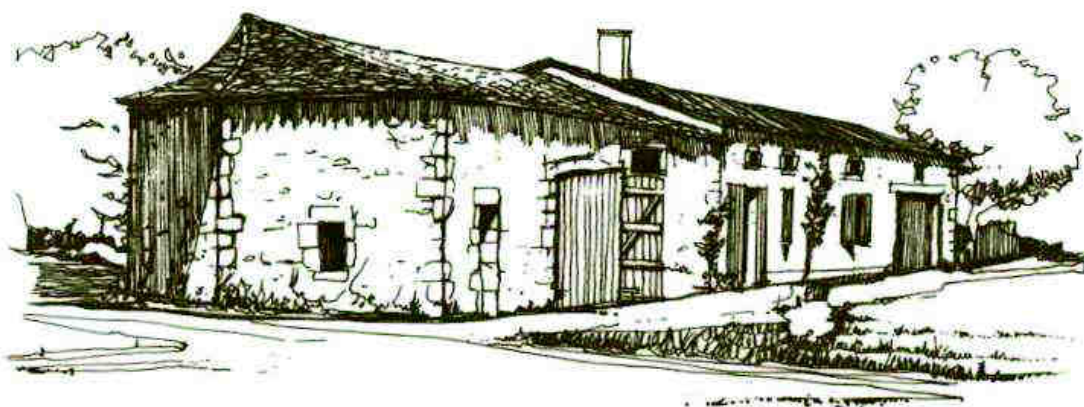
Origine, localisation

Origine, localisation
Partie occidentale du Massif Central, Nord du département, Vallée du Dropt, vers l'Est jusqu'à Tourmon d'Agenais et le Pays de Serres.



Destination

Grange, étable et habitation contiguës.



Volumétrie, organisation

Construction en longueur et d'un seul volume sur un même niveau. Toiture à deux pentes, ouvertures sur le mur gouttereau, le plus souvent au Sud. L'habitation, accolée, est bien distincte. Les crèches du bétail sont installées de part et d'autre dans la grange.

Structure, matériaux

La structure est constituée de murs importants en maçonnerie de pierre (façade et refends). Généralement, seules les pierres d'angles et d'encadrements sont taillées. La toiture, à faible pente dans le département est recouverte de tuiles canal.

Caractéristiques chromatiques générales

Palette des couleurs dominantes (façades)



Palette des couleurs secondaires (menuiseries - ferronneries)

Extrait du livre : *Rénover le bâti de caractère en Lot-et-Garonne* 2 CAUE 47.

RAL 080 90 05

Combinaisons



> Typologies et couleurs du bâti

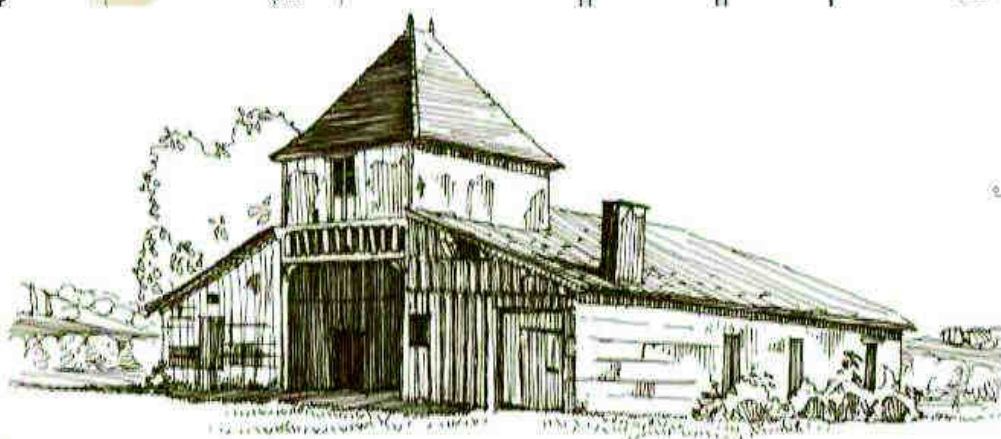
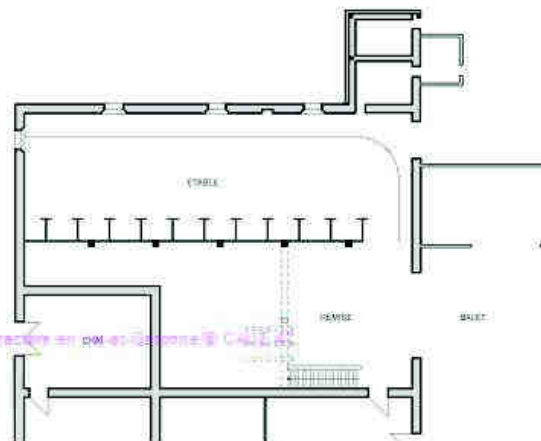
La métairie marmandaise

Origine, localisation

Adaptation de la maison à grange centrale de type landais, dans les plaines du Lot et de la Garonne, autour de Marmande.

Destination

Destination
Habitation, abri des animaux et des récoltes.



Volumétrie, organisation

Le volume général et la distribution des espaces s'organisent sur un plan carré. La toiture descend très bas. Le pignon exposé à l'Est constitue la façade ouverte. La grange est en position centrale, le logement occupe le côté Sud et l'étable le côté Nord. L'entrée de la grange en retrait par rapport à ces bas-côtés crée un espace extérieur couvert («balet»), lieu important de l'activité.

Structure, matériaux

L'ossature en bois reste visible à l'intérieur. Les murs sont portants et, en fonction du site et de l'exposition, sont remplis d'une maçonnerie constituée de briques d'argile (crue ou cuite).

Caractéristiques chromatiques générales

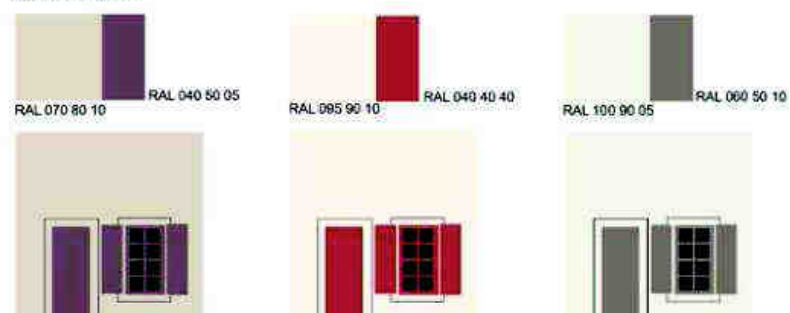
Palette des couleurs dominantes (façades)



Palette des couleurs secondaires (menuiseries - ferronneries)



Combinaisons



Les outils de référence

> Typologies et couleurs du bâti

La maison périgourdine

Origine, localisation

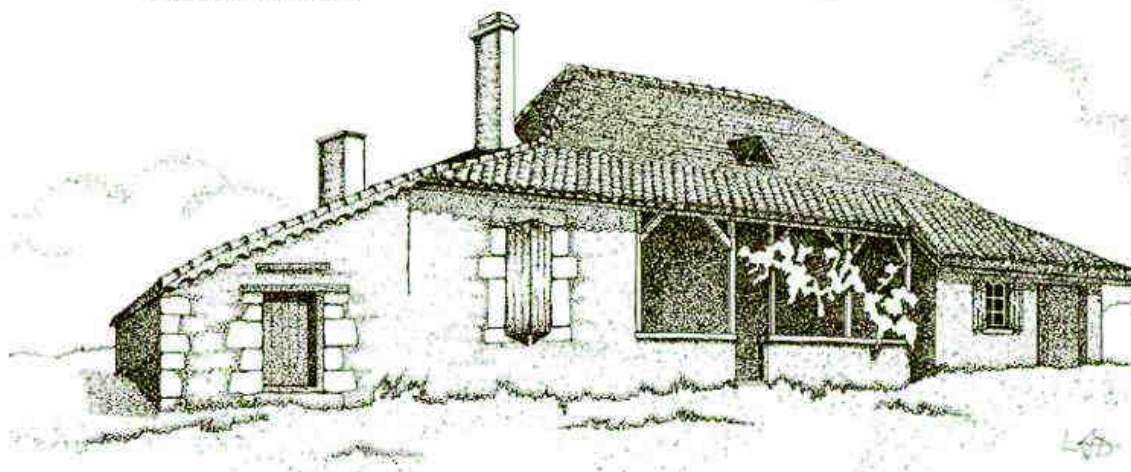
Principalement au Nord du département, en limite du département de la Dordogne.

Destination

Grange, étable, habitation contiguë.

Volumétrie, organisation

Son architecture peut prendre des formes différentes selon le type d'exploitation agricole : plusieurs bâtiments de faible importance sont réunis dans des combinaisons très libres. L'habitation, accolée ou non, est bien distincte. Ce type de construction est caractérisé par l'importance de la toiture à forte pente ou mansardée dont le volume utile est souvent éclairé par des lucarnes.



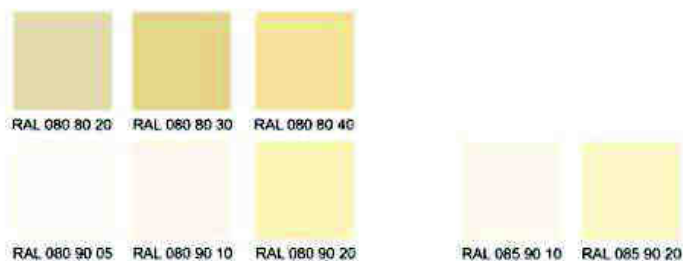
Structure, matériaux

La structure est constituée de murs importants en maçonnerie de pierre (façade et refends). La mise en œuvre dépend de la qualité des matériaux utilisés localement. Généralement, seules les pierres d'angles et d'encadrements sont taillées.

L'ornementation des corniches (linteaux et autres superstructures...) est une tradition qui a tiré profit de la qualité de la pierre calcaire. Le volume du toit est important. Les versants en «bris-sis» sont l'occasion d'utiliser la lucarne à fronton comme motif de décoration. Les couvertures sont réalisées en tuiles plates ou canal, selon le type de pentes.

Caractéristiques chromatiques générales

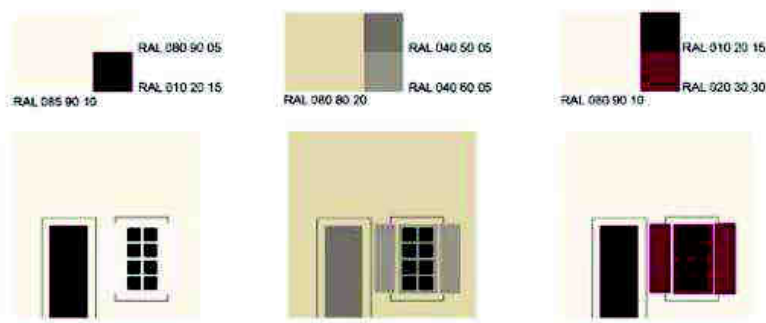
Palette des couleurs dominantes (façades)



Palette des couleurs secondaires (menuiseries - ferronneries)



Combinaisons



> Typologies et couleurs du bâti

La maison quercynoise

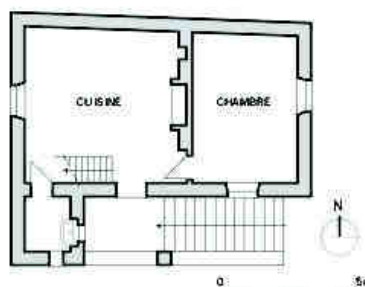
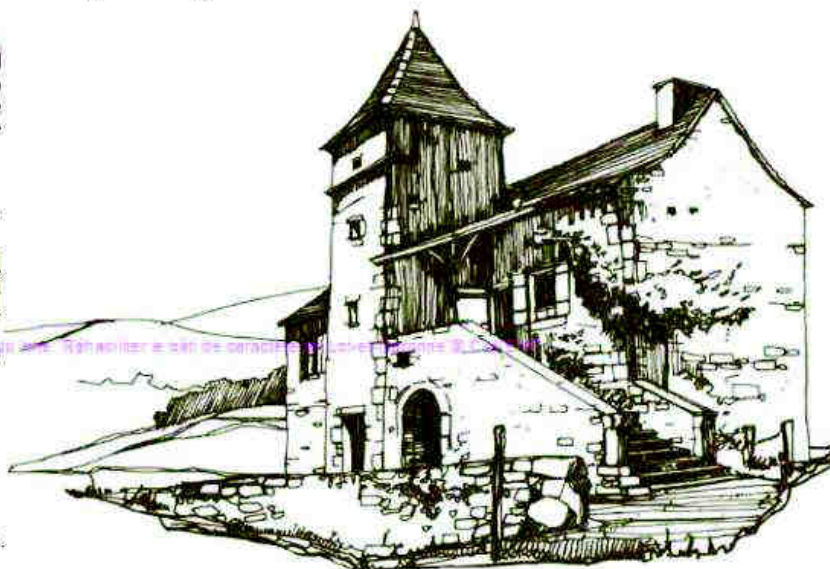
Origine, local

Région des Causses
du département,
Paysages de Causse



Destination

Destination
Habitation, char,
matériel, bergerie.



Volumétrie, organisation

Maison en hauteur étroite, sur sous-sol. Composition de volumes et de toitures souvent adaptés à un relief. En rez-de-chaussée, se trouvent les locaux de l'exploitation, le chai, la bergerie. Au-dessus, l'habitation avec accès extérieur par un escalier et perron abrité (balet).



Structure, matériaux

Structure de pierre calcaire, murs, escaliers et voûtes permettant d'édifier en hauteur. La couverture est en tuiles canal. Tourelles et pigeonniers, de pentes plus accentuées, sont couverts en tuiles plates. Encadrement de baies, fronton, chaînages, poteaux des galeries sont en pierres taillées.

Caractéristiques chromatiques générales

Palette des couleurs dominantes (façades)



Palette des couleurs secondaires (menuiseries - ferronneries)



Combinaisons

